

UNIVERSITE DE MONTPELLIER. FACULTE DE DROIT

**Etude Historique et Critique
des Droits Successoraux
de l'Etat**

THESE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
de Montpellier

PAR

ROGER SANGLIER

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

*Examineurs
de la thèse*

MM. VIALLETON, *président*,
DE NESMES-DESMARETS
GUENOUN.

assesseurs.

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
3, Rue Jardin-Martel
Tél. 47-84

—
1936

ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE DES DROITS
SUCCESSORAUx DE L'ETAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Etude Historique et Critique
des Droits Successoraux
de l'Etat**

THESE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
de Montpellier

PAR

ROGER SANGLIER

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

*Examineurs
de la thèse*

MM. VIALLETON, *président.*
DE NESMES-DESMARETS
GUENOUN.

assesseurs.

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
3, Rue Jardin-Martel
Tél. 47-84

1936

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIÈR

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit Public.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

LEMERCIER, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. VIALLETON, *président*.
DE NESMES-DESMARETS
GUENOUN

| *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MEMOIRE DE MA MERE

A LA MEMOIRE DE MON PERE

A LA MEMOIRE DE MON ONCLE
LOUIS DU MESGNIL D'EUGENTE

A LA MEMOIRE DE MON AMI
PIERRE ARCHAMBAULT

A MES TANTES

A MON FRERE FERNAND SANGLIER

A MES FRERES ET SCEURS

MEIS ET AMICIS

R. S.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR VIALLETON

*Qui a bien voulu nous faire l'honneur
d'accepter la présidence de cette thèse.
Nous le prions de croire à toute notre gra-
titude pour les conseils qu'il nous a prodi-
gués et la bienveillance qu'il nous a témoi-
gnée.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR
DE NESMES-DESMARETS

*En témoignage de notre reconnaissance
pour l'intérêt qu'il nous a toujours porté et
dont il nous donne aujourd'hui une nouvel-
le preuve,*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR GUENOUN

*Qui a daigné faire partie de notre jury.
Qu'il trouve ici l'expression de nos remer-
ciements pour son enseignement,*

ETUDE HISTORIQUE ET CRITIQUE DES DROITS SUCCESSORAUx DE L'ETAT

INTRODUCTION

En l'absence d'un ouvrage traitant de l'évolution complète des droits de l'Etat dans les successions à cause de mort, nous avons pensé qu'il pourrait être intéressant de coordonner les idées générales et rassembler les enseignements qui ressortissent au Droit Romain, à l'Ancien Droit et au Droit Moderne français.

En parcourant ces nombreux siècles d'histoire, nous avons été amené à constater que la notion de l'Etat a beaucoup varié, par suite nous avons cru bon d'en faire l'analyse pour chacune des trois grandes périodes que nous étudions. Si cette notion a beaucoup évolué dans le monde romain et dans l'ancienne France, elle est devenue stable et semble-t-il immuable depuis la fin de l'Ancien Régime et surtout sous la Révolution, avec l'apparition de la Nation Française, c'est pourquoi, dans notre titre III, nous ne consacrerons que peu de développements à la question de l'Etat.

En face de l'organisme collectif, nous trouvons toujours l'individu, et il est intéressant de le voir réagir contre les droits que s'arroge sur son patrimoine le Pouvoir établi. En général, il ne consent aux sacrifices qu'autant qu'ils sont justifiés par l'exemple d'une contrepartie: les services publics, et il s'indigne lorsqu'elle fait défaut. Cette rébellion

se traduit en actes lorsque l'individu est assez fort: c'est ainsi que nous le voyons triompher le 4 août 1789 lorsqu'il abolit les droits féodaux qui en dépit de la royauté constituaient alors de véritables exactions.

La Révolution met un point final à l'ouvrage de longue haleine de la Monarchie, et dès lors il y a compensation entre ce que prend l'Etat et ce qu'il rend à l'individu. Les prélèvements sur les biens de chacun sont affectés aux intérêts de tous.

Mais l'Etat s'immisçant dans tous les domaines de l'activité nationale, ses charges augmentent progressivement, et avec elles, celles du contribuable.

L'Etatisme croissant, qui rappelle celui du Bas-Empire Romain est en corrélation avec le courant d'idées socialistes qui n'a fait que se développer depuis le xix^e siècle.

Ces théories d'ailleurs, s'étant généralisées en Europe, nous avons vu partout l'Etat porter des atteintes de plus en plus nombreuses aux fortunes privées, et il a trouvé très commode d'intervenir surtout au moment où les patrimoines sont transmis entre individus pour cause de mort.

Cette pratique a été portée à son comble sous le régime du communisme militaire russe qui supprime les successions.

L'époque d'après-guerre a été marquée d'une façon générale par un mouvement de régression dans cet ordre d'idées (1), en Allemagne, en Italie et même en Russie, puisque les Soviets, en raison de l'échec de leur économie première, bien que demeurant les plus avancés, sont tout de même revenus à des tendances plus individualistes dans

(1) ALLIX. — *Traité élémentaire de science des Finances*, 1931,

les remèdes apportés à leur Code en 1926. Par contre, le régime préexistant a été maintenu en Angleterre et en France où il a même progressé.

Il se peut, vu l'état actuel de la politique de l'Europe, que notre monde se trouve à un des grands tournants de son histoire, et nous sommes obligé de nous demander, dans quel sens nous devrions marcher, nous Français, si nous étions demain appelés à prendre parti.

Faut-il continuer à nous acheminer vers le collectivisme qui sévit actuellement aux confins européens du monde asiatique, où devons nous revenir à nos institutions familiales et corporatives traditionnelles.

Troublé par l'enseignement tendancieux d'un grand nombre de ceux qui peuvent l'influencer dans le domaine intellectuel, le Français est semble-t-il incapable se prononcer librement sur les grands problèmes qui lui sont soumis, et qui, naturellement le dépassent.

Appelé le cas échéant à donner son avis, sera-t-il à même de comprendre la gravité de l'heure et d'adopter les dispositions qui incontestablement correspondent le mieux à ses aspirations intimes de latin? L'avenir nous le dira.

PLAN

TITRE I. — *Rome.*

SECTION I. — Evolution de la Notion d'Etat.

SECTION II. — Evolution du droit successoral de l'Etat.

TITRE II. — *La France des Origines à la Révolution.*

SECTION I. — Evolution de la Notion d'Etat.

SECTION II. — Evolution du droit successoral de l'Etat.

TITRE III. — *La France de la Révolution à nos jours.*

SECTION I. — La Notion d'Etat

SECTION II. — Evolution du droit successoral de l'Etat.

TITRE I

ROME

SECTION I

EVOLUTION DE LA NOTION D'ETAT

CHAPITRE I

GENERALITES

Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, puisque nous devons étudier le droit de succession de l'Etat, la nature même de notre sujet nous fait un devoir de toujours définir la Notion d'Etat, non pas tant politiquement que fiscalement parlant, afin de dégager avec plus de précision l'organisme public qui va jouir du droit successoral que se reconnaît l'Etat tel que nous le concevons de nos jours.

Le terme d'Etat, d'une façon générale peut s'appliquer dans notre domaine à la collectivité dans laquelle vit un individu.

Le droit pour cette collectivité de revendiquer un droit sur tout ou partie des biens d'un individu qui la quitte définitivement tend à se justifier plus ou moins par l'existence des avantages que le dit individu y a trouvés, des services que la collectivité lui a rendus durant sa présence, et que l'individu se doit d'assurer à ceux qui restent ou qui viendront.

Nous discuterons au titre III le fondement de ce principe. Nous bornant ici à en constater l'existence, nous nous appliquerons, en profitant de l'admirable source que nous fournit le Droit Romain, à suivre son évolution.

Quel que soit la forme que prendra ce concours de l'Etat à la succession, car elle variera dans le temps, nous retrouverons toujours ce caractère dominant de contrepartie d'un service rendu jusqu'à la fin de l'Empire Romain. Et cela a un intérêt, car nous verrons, au contraire, au titre II, ce caractère s'atténuer, jusqu'à disparaître sous la monarchie française. Ce concours à la succession prendra alors l'aspect d'une véritable exaction, tout autant que les anciens seigneurs, continueront à exercer, en dépit du Roi d'ailleurs, certains droits successoraux qui ne seront plus justifiés par des services publics qu'ils auront cessé d'assurer après la dislocation de l'organisation féodale.

Une autre question arrête notre attention : celle de la Réaction de l'individu devant ce droit de l'Etat. Nous ne pouvons malheureusement pas l'examiner ici avec toutes les données que nous fournira notre titre III, pour l'époque actuelle.

Il semble tout de même que ce droit paraisse plus naturel à l'homme lorsqu'il revêt la forme d'un retour à la collectivité restreinte de la gens. Là, en effet, ce droit tend à se confondre avec le droit de succession de la famille. L'individu de son vivant a pu comprendre le mécanisme du

transfert des biens à l'État embryonnaire, dans lequel il vit, il a contrôlé l'usage qu'en faisait la collectivité, et il sait en mourant celui qu'elle en fera encore pour le bienfait de ses proches, et de lui-même, car elle lui assurera une sépulture honorable, chose appréciable pour un Romain primitif, et ses mânes seront l'objet de soins attentifs, pensée consolante pour l'époque où il ne sera plus.

Il n'en est peut-être plus de même lorsque les événements ont déraciné le vieil homme, et que le cadre de gens ayant disparu le citoyen ne se reconnaît plus pour un des organes essentiels de la collectivité. Le domaine de celle-ci s'est tellement étendu, et l'organisme qui la représente, l'État est une entité si différente, si distante de l'individu, que celui-ci a la nette impression, que sa vie comme sa mort, à moins qu'il ne soit haut placé, n'est qu'un fait divers pour tous, à l'exception de ses proches.

Il est vrai que la part que prélèvera l'État à sa mort a bien diminué, mais malgré le civisme qui caractérise le citoyen romain, il nous semble impossible qu'il ne se soit pas rebiffé contre cette spoliation de sa famille par une administration qu'il ne peut ni bien connaître ni surtout contrôler.

Ce sentiment de rebellion de l'individu dû être poussé à son comble sous le régime discutable de socialisme appliqué que fut le Bas-Empire, et nous fondant sur notre propre mentalité actuelle, nous arrivons peut-être par cette induction à nous expliquer comment les « *potentes* », dont il sera parlé plus loin, ont pu réussir à accaparer ce droit de succession, et ce, sans beaucoup de résistance de la part de ces contribuables d'alors à qui cependant ils ne faisaient pas la vie très douce.

Nous revenons naturellement au principe de contrepartie que nous avons posé plus haut, et en présence d'un État

dont la dislocation est telle qu'il ne peut plus assurer les services publics essentiels comme celui de protection, nous retrouvons notre vieux Romain de l'époque historique rajeuni d'une dizaine de siècles abandonnant plus volontiers le produit de sa vie de labeur à ce potens, à ce nouveau maître dont la potestas est peut-être un peu plus rude que celle de son ancien pater gentilice, et ce n'est pas certain, car sous sa coupe au moins, il recouvre, sinon le confort, du moins la sécurité.

Ce que nous venons de voir est commun à toutes les sociétés, et partout où il y a évolution, nous voyons l'individu réagir avec plus ou moins de bienveillance, selon qu'il ait à déboursier au profit du cercle restreint dans lequel il vit, et dont il perçoit les bienfaits immédiats ou d'une collectivité plus vaste lui paraissant plus étrangère, et dont il retire un avantage moins certain à ses yeux.

Nous croyons que les quelques remarques qui précèdent ont pu trouver assez naturellement leur place ici, plus que partout ailleurs, car nulle part, tout au long de cet ouvrage, nous ne retrouverons aussi nettement marqués les différents stades de l'évolution d'une société qui se crée, puis se décompose.

Dans le titre suivant, en effet, consacré à l'ancienne France, nous avons affaire à un monde qui se moule en quelque sorte à quelques différences près sur le monde romain, tout en lui faisant une suite quasi-naturelle; et, dans le dernier titre, la question de l'évolution de l'Etat est écartée par le fait que la notion en est devenue pour ainsi dire immuable, depuis la fin de l'Ancien Régime.

Pour retracer l'évolution de l'Etat Romain, nous aurions pu nous contenter d'un récit chronologique des faits, mais nous avons pensé qu'il serait préférable de la diviser en périodes où l'on puisse, tout en retrouvant en gros, le cadre

traditionnel de l'Etude du Droit Romain, voir mettre plus en lumière la notion de l'Etat en tant que titulaire du droit successoral.

Nous proposons donc le plan suivant:

Chapitre II. — Des origines de Rome au VIII^e siècle. Formation de l'Empire Romain.

Chapitre III. — Du VIII^e siècle de Rome au milieu du III^e siècle après Jésus-Christ: création de la personnalité morale de l'Etat. Evolution de cette personnalité dans le sens de la centralisation.

Chapitre IV. — Du III^e siècle après Jésus-Christ à la chute de l'Empire Romain d'Occident. Démembrement de l'Etat au profit de certains organismes secondaires et de certaines autorités inférieures.

CHAPITRE II

DES ORIGINES DE ROME AU VIII^e SIECLE. FORMATION DE L'EMPIRE ROMAIN (1)

I. — *Des origines à la fondation de la cité (vers le VIII^e siècle avant Jésus-Christ, en 754, d'après la légende)*

Si nous remontons si loin dans le passé, ce n'est pas dans un but purement historique, mais c'est pour bien comprendre la structure de la cité qui nous intéresse au point de vue du droit que nous étudions.

Des éléments qui composent l'ancienne Rome, les plus anciens sont les Ligures, apparentés aux Egéens sans doute,

de religion chthonienne, croyant à la survie du corps, qu'ils inhument.

Ensuite, viennent d'au delà des Alpes, des peuplades celtiques, apparentées aux Achéens, ce sont les Ombriens, Samnites et autres, fixées environ mille ans avant Jésus-Christ, notamment dans les monts alpins, peuples de Pasteurs, croyant à la survie de l'âme seule, ils ont coutume d'incinérer leurs morts. Ils deviennent ensuite agriculteurs et finissent par se fondre avec les précédents.

Enfin, apparaissent les Etrusques aux confins du Latium, au VIII^e siècle avant Jésus-Christ. Venus d'Asie Mineure dans la Toscane actuelle depuis un siècle environ, ils vont apporter les idées urbaines.

Ligures et Indo-Européens ignorent encore la Notion d'Etat. Le cadre social se restreint à la famille; les gentes vivent accolées, sans liens entre elles, sans autorité supérieure qui les domine.

Issus d'un ancêtre commun légendaire, le *totem*, qui donne le nom gentilice, les membres de la gens entretiennent son culte.

La gens est commandée par le *pater* tout puissant et protecteur, chef de guerre et directeur de l'économie, maître de la justice, dont le titre et les prérogatives sont transmis pour cause de décès sans doute à l'aîné des survivants. Il est maître des biens, mais ceux-ci demeurent la propriété de la collectivité qui grandit sans cesse par l'apport des générations nouvelles et par l'adoption de quelques étrangers faibles qui ont juré obéissance en se mettant sous la protection du *pater*.

La vie économique retenait ces gentes dans la plaine du Tibre, mais bientôt un nouveau souci les poussa à se fortifier sur les hauteurs qui se trouvaient à proximité, et par conséquent plus propices à la défense contre la surprise que

les monts Albins un peu éloignés. C'est ainsi que furent occupés par les gens du plat pays les dix fameux coteaux de Rome. Quelques Albins y vinrent aussi car le terrain se prêtait admirablement pour eux à *l'installation d'une ligne d'Avants-Postes*.

Mais cet embryon d'agglomération urbaine n'était encore en vérité qu'une juxtaposition de villages occupés par des gentes amies certes, mais n'ayant aucun lien d'interdépendance, sauf de rares alliances temporaires conclues en vue d'un but bien déterminé.

Les tendances fédératives se généralisèrent cependant, et nourries par la menace du danger étrusque, elles engendrèrent au milieu du VIII^e siècle la Fédération des gentes albaines des sept villages, désormais permanente (Septimontium). Une autorité supérieure, le lien fédéral, venait de naître; on lui donna une assise: un culte commun superposé à ceux des gentes en particulier.

A l'exemple des précédents, les Sabins eux aussi formèrent une Fédération, et les Ligures, qui eux aussi habitaient les coteaux, en firent autant à leur tour. Ce serait là l'origine des trois tribus légendaires: Ramnes, Titiés, Lucères.

Un lien naquit probablement entre elles en raison du danger commun: les Etrusques, une communauté de mœurs les rapprochait encore. Restaient seulement des murs en ruines qui morcelaient le domaine, la poussée des Etrusques les renversa et leur domination constitua l'autorité légale commune. Il ne manquait que le nom à la cité qui remplaçait la fédération des gentes: Romulus, dit-on, lui donna le sien en la baptisant Rome.

La cité est composée de quelques dizaines de gentes dont les membres sont les patriciens, et d'une masse d'isolés qui se sont groupés pour former la *Plèbe*. « La souveraineté passe de la gens à la cité, dont le Gouvernement est organi-

sé pour satisfaire aux besoins généraux; la gens tombe au rang d'organe interne de plus en plus étranger au droit public de la cité.

II. — *De la fondation de la cité à la création de l'Empire*

Durant cette période nous allons assister à un accroissement progressif de l'Etat Romain par la conquête. La cité, bien que organisée en souveraineté indépendante des gentes, en principe, ne perd pas son caractère dominant de communauté. Sa personnalité, à l'origine se confond avec celle de la collectivité des gentes, mais elle va tendre à devenir indépendante en entrant en contact direct avec l'individu, ce qui permettra aux Plébéiens de conquérir l'égalité avec les patriciens, primitivement « seuls vrais citoyens ». En même temps, la cité va s'hypertrophier à un tel point qu'il paraîtra alors impossible de maintenir cet état de choses. On éprouvera le besoin d'une vaste organisation qui constituera l'Empire Romain, et d'un Etat ayant une personnalité indépendante de celle des individus qui le composent; leur provenance est trop diverse, en effet, pour que l'on puisse raisonnablement prétendre que leur ensemble forme un tout homogène.

L'Etat Romain a pour organe essentiel de gouvernement, le Sénat, composé des patres des gentes confédérées, âgés de quarante cinq ans au moins, qui collabore avec le Peuple composé des autres membres des gentes et des nouveaux venus étrangers aux gentes, en état de porter les armes. Le peuple se réunit en *comices* par *curies* ou par *centuries* pour émettre des vœux que devra ratifier le Sénat. D'autre part, les Plébéiens tiennent des assemblées à part: *concilia plebis*, primitivement sans valeur constitutionnelle,

émettant elles aussi des vœux que le Sénat de plus en plus prit l'habitude de ratifier de son auctoritas; et ces décisions, relatives d'abord aux seuls plébéiens, finirent par lier, même les patriciens.

A côté de cet organisme qui décide, il en faut un qui exécute: c'est d'abord le Roi, proposé par le Sénat et désigné par les Comices, qui restera le magistrat unique jusqu'à sa disparition liée à celle de la domination étrusque en l'an 245 de Rome. Il est alors remplacé par un collège restreint de magistrats élus, au pouvoir éphémère, dont le nom, le nombre, le rôle et le rang social varieront au cours de notre période, ainsi que la durée de leur magistrature. Ce sont, sans entrer dans les détails, les deux Consuls, les deux Censeurs, le Préteur unique, puis les deux Préteurs urbain et pérégrin, puis les 4 Préteurs, les Ediles curules, le Dictateur, les Décemvirs, enfin les Tribuns de la Plèbe.

Cette période est marquée par une grande extension territoriale due à l'impérialisme romain.

Pendant un siècle, la cité reste limitée à l'Apennin et aux Monts Albins, et une alliance est conclue avec la « Ligue des cités du Latium ». Au IV^e siècle, l'expansion commence. On assiste successivement à la prise de Veies en 358, à l'annexion de l'Etrurie en 367, à celle du pays des Volques en 396, assurant à Rome l'hégémonie sur la Ligue Latine; à la conquête de la Campagne en 413, ce qui se traduit par la dissolution de la Ligue latine en 416.

Rome devient maîtresse de l'Italie centrale par sa victoire sur les Samnites en 472, et de l'Italie méridionale par la prise de Tarente en 482.

A la fin du V^e siècle et dans la première moitié du VI^e, les guerres puniques marquent un temps d'arrêt.

La victoire de Zama en 552, qui ruine la puissance carthaginoise, assure la domination de Rome sur la partie occiden-

tales de la Méditerranée, avec la Sicile, la Sardaigne, les Côtes africaines, l'Espagne et la Gaule Cisalpine. Le Bassin méditerranéen, dans sa portion orientale, tombe aussi sous la puissance romaine, après la conquête de l'Asie Mineure en 563, celle de la Macédoine en 586 et la réduction de la Grèce en province romaine en 607.

Cet élargissement progressif des horizons a fait naître par voie de conséquence des relations d'ordre international qui ont exigé la création d'un système juridique qui s'est perfectionné au fur et à mesure des nécessités.

A l'origine, seuls sont citoyens romains, faisant partie de la cité, protégés par elle, et jouissant des prérogatives du *jus civile*, ou *jus quiritium*, les *ingenus* ou *quirites*, membres des gentes confédérées, ou ultérieurement incorporées à la fédération romaine, à l'exclusion des étrangers (*peregrini*, *hostes*), de passage ou même en résidence à Rome, considérés comme *res nullius* que n'importe qui peut s'approprier corps et biens.

Dès ce temps cependant la nécessité des relations a fait naître deux palliatifs à ce régime trop rigoureux : l'hospitalité privée et la clientèle.

Ce système se révèle nettement insuffisant aux ^{iv}e et ^ve siècles. L'hospitalité trop rigide est en désuétude et les clients se fondant dans la plèbe deviennent des *ingenui* lorsqu'ils sont nés de parents libres. C'est pourquoi Rome est amenée à accorder une protection élémentaire aux pérégrins et à prendre à son compte la pratique d'une hospitalité élargie, dans ses traités d'alliance avec ses voisins. Par le jeu de la réciprocité, une large assimilation est ainsi conférée aux Latins.

Ces tendances poussées au plus haut point à la suite des conquêtes entraînent au ^{vi}e siècle l'établissement d'un système général entre Rome et les pays qu'elle a asservis : il

n'y a dès lors dans l'empire qui s'organise que des citoyens et des ressortissants jouissant de prérogatives plus ou moins grandes: les latins et les pérégrins.

Les *citoyens* (*civites, quirites*) ont seul le droit de cité. Ce droit qui peut s'acquérir et se perdre comporte, à côté des avantages du droit public, celui du droit privé qui consiste en une jouissance entière du *jus quiritium*.

Les *Latins*, selon l'ancienneté de leurs cités étaient: soit *Latini veteres*, qui à côté de certains droits publics avaient en droit privé le *jus quiritium* comme les citoyens; soit *Latini coloniarii*, qui n'avaient que la faculté de droit privé appelée *commercium*.

Les *Prégrins*, citoyens des cités sujettes, éloignées de Rome, jouissent partout de leur droit propre ou *jus gentium*, considéré à Rome, sous l'influence des doctrines stoïciennes d'abord, et chrétiennes ensuite, comme droit naturel. Ce droit est protégé par le préteur pérégrin et admis partout, sauf à Rome et sur le territoire de l'Italie assimilé à Rome. Ces étrangers dominés n'ont aucun droit public ni privé, pas même le *commercium*.

CHAPITRE III

DU XVIII^e SIECLE DE ROME AU MILIEU DU III^e SIECLE APRES JESUS-CHRIST: CREATION ET EVOLUTION DE LA PERSONNALITE MORALE DE L'ETAT

I. — *Formation de la notion de personnalité morale*

Le vir^e siècle est une époque de transition entre l'ancien état de choses que l'on sent périmé, et l'organisation du

vaste monde, réduit sous la domination romaine, sur des bases nouvelles, résultantes d'aspirations diverses.

L'individu, en présence de l'immense essor économique créé par l'expansion de la puissance romaine tend à se soustraire à la tutelle du pater, et du même coup la famille, cadre traditionnel de l'activité, cède de plus en plus le pas aux associations d'ordre professionnel et autres groupements. Ceux-ci vont servir dès lors d'intermédiaires naturels entre l'individu et l'organisme qui en raison même de la nouvelle situation de Rome cesse d'être une cité pour devenir un Empire.

On ne conçoit plus, alors, que la personnalité de l'Etat puisse se confondre avec celle de la collectivité hétérogène qui peuple les territoires de l'Empire romain. Il faut une personnalité propre ayant un représentant: ce sera le régime monarchique qu'établira Auguste au début du VIII^e siècle (724) après les épisodes troublés, auxquels s'attachent les noms des Gracques, de Marius, de Sylla, de Catilina, de Pompée, de Crassus, d'Antoine, de Lépide et d'Auguste lui-même, alors qu'il n'était encore que Octave.

II. — *Organisation de l'Etat personne morale*

Cet Etat est un véritable être abstrait, pour lequel les juristes ont bâti, sans doute en se fondant sur la théorie des incorporels des Stoïciens, une *Persona* distincte des personnes juridiques qui le composent.

Dès lors l'Etat va donc avoir comme les autres personnes morales, des attributions et des droits distincts de ceux de la collectivité; droits évidemment surtout patrimoniaux au nombre desquels se rangent les droits de succession que nous étudierons dans la section suivante.

Primitivement, cette distinction n'est pas encore très net-

te, car le Prince, *Princeps*, qui symbolise cette personnalité c'est qu'un souverain superposé à la constitution républicaine qu'il a conservée par habileté politique. Il n'est que le « *Premier Magistrat* » du peuple qui demeure le véritable maître de l'Empire avec son ancien système de représentation dans lequel le sénat prend une place prépondérante aux dépens des assemblées populaires auxquelles la réforme de l'An 14 après Jésus-Christ porte un coup décisif, et qui disparaîtront à la fin du I^{er} siècle de l'ère chrétienne.

Les droits sont exercés au nom du peuple dont le trésor, *aerarium* encaisse les revenus.

Mais les princes s'ingénieront à ruiner à leur profit cette ancienne constitution en accaparant au fur et à mesure, tous les droits du peuple. Leurs agents évinceront peu à peu les magistrats du peuple, et leur trésor personnel « *fiscus* » se confondra progressivement avec celui du peuple, pour se substituer à lui sous Dioclétien. L'on s'acheminera vers une monarchie absolue régnant sur un immense empire uniforme et centralisé, qui atteindra son apogée à la fin du III^e siècle. A cette époque commencera la décadence de l'Etat Romain, car les empereurs n'auront pu échapper à l'inéluctable nécessité d'éparpiller leurs pouvoirs et leurs droits entre les mains d'organismes et d'autorités inférieurs, préexistants, dont le nombre et l'importance, se sont accrus au cours de cette période.

L'uniformisation de l'Empire dans lequel Rome ne joue plus que le rôle de capitale ne put évidemment se faire sans une assimilation progressive de tous les ressortissants aux citoyens romains, corollaire de la disparition des anciennes et multiples différences de fait qui existaient entre eux.

Ce mouvement d'assimilation que nous n'avons pas à re-

tracer ici dans le détail fut consommé en l'an 212, date du fameux rescrit d'Antonin Caracalla accordant le droit de cité à tous les habitants de l'orbis romanus, sauf de rares exceptions, comme les pérégrins déditices ou les citoyens condamnés à la déportation.

CHAPITRE IV

DE LA FIN DU III^e SIECLE APRES JESUS-CHRIST A LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT. DEMEMBREMENT DE L'ETAT AU PROFIT DE CERTAINS ORGANISMES SECONDAIRES ET DE CERTAINES AUTORITES INFERIEURES

La débâcle s'affirme au iv^e siècle en dépit de la tentative de redressement opérée par Dioclétien et Maximien à la fin du III^e siècle. L'Empire Romain d'Occident qui pendant la période précédente s'était consolidé par l'annexion de la Grande-Bretagne et des Pays Danubiens, voit aux IV^e et V^e siècles reculer sa domination sous la poussée des invasions venant du Nord et de l'Est, échec qu'il cherche vainement à dissimuler par la fondation d'Etats barbares relevant de l'Empereur. La nationalité romaine, généralisée depuis Caracalla, comporte aux nombres des exceptions persistantes celle des pérégrins nouveaux qu'on appelle les « *Barbares* ». Le goût de l'individualisme se perd en présence des graves dangers que font courir à l'individu isolé les incessantes incursions de bandes armées, contre lesquelles l'Etat moribond ne peut le défendre.

« L'individu se tourne alors vers les hommes ou les groupements puissants, et aliène tout ou partie de son indépendance pour obtenir stabilité et protection » (1).

Ces groupements, auxquels le socialisme d'Etat qui sévit alors a asservi obligatoirement tous les individus, et ces potentes, grands propriétaires fonciers, hauts fonctionnaires impériaux et dignitaires de l'Eglise, vont évidemment abuser de leur situation. Remplissant les devoirs de l'Etat, ils en usurperont les prérogatives, et les interventions impériales ne prévaudront pas contre eux.

« Désormais, l'individu dépend en fait d'un groupe social restreint, constitué autour d'un potens, avant de dépendre de l'Etat ; les siècles suivants ne feront guère qu'accentuer cette tendance et en tirer les conséquences juridiques » (2). Ce sera le régime seigneurial.

On revient en somme aux formes sociales contemporaines des origines de Rome, mais dans un cadre politique trop grand pour cet émiettement de l'autorité.

Ce courant de dissociation qui entraîne le monde occidental jusqu'à la ruine de l'Empire Romain poursuivra d'ailleurs sa course dans les siècles à venir, et les rois de France, pour la plupart, du moins ceux des deux premières races, ne chercheront pas à réagir car, vu au prisme de leurs propres institutions, il y a là quelque chose d'assez naturel.

(1) PERROT. — Op. cit., p. 122.

(2) PERROT. — Op. cit., p. 122.

SECTION II

LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ETAT

Le droit pour l'Etat de venir à la succession d'un défunt se présente de nos jours sous deux formes différentes : le droit de déshérence que l'Etat exerce en vertu de sa fonction de police générale, et l'impôt sur les successions qu'il prélève pour alimenter les finances publiques destinées à assurer des services publics.

Mais ces deux droits ne se conçoivent que dans l'Etat organisé, ayant une personnalité propre ; aussi ne les verrons nous apparaître que dans ce cadre, c'est-à-dire sous le Principat d'Auguste.

CHAPITRE I

DES ORIGINES AU PRINCIPAT D'AUGUSTE

I. Pour ce qui est de l'impôt, il n'existe aucun doute, car historiquement parlant, il n'y en a aucune trace.

II. Quant au droit de déshérence, il n'existe pas au profit de l'Etat, mais comme il est dans la nature même des choses, il a bien fallu le réglementer dans la société de l'ancienne Rome, et c'est là que nous trouvons l'origine de ce droit que l'Etat s'est plus tard arrogé.

Dans la société primitive, il est douteux que le cas de déshérence lui-même ait pu se présenter.

Pendant tout le temps que florit la gens, en effet, le grou-

pe social que le *Pater* tient sous sa domination est collectivement propriétaire de tous les biens, et la succession du pater ne s'ouvre pas à sa mort, car il ne transmet pas ces biens. La collectivité procède alors au choix d'un autre gérant pour ses affaires, mais celui-ci n'est pas un héritier, il succède à son prédécesseur comme un chef d'Etat-Major prend la suite d'un autre.

Pour que le patrimoine d'une gens puisse devenir vacant, il faut supposer l'absence de tout membre mâle, de la gens capable d'en devenir le chef, ce qui est difficilement concevable étant donné le nombre des individus qui la composent.

Dans ce cas alors, celui qui, étranger à la gens, en recueillerait les biens, exercerait un droit de déshérence.

Cependant, la gens s'affaiblissant dans la cité qui s'organise, un début d'individualisme amène les diverses domus de la gens à s'émanciper. Peut-être en trouvons-nous la raison dans le fait que l'ère d'expansion qui commence rend incommode l'atmosphère de la gens qui s'incorpore des éléments étrangers, ce qui pousse les proches à former un bloc plus compact, parce que plus homogène, la familia. Chaque familia s'adjuge en propre les biens que lui concédait jadis pour des raisons économiques le chef de la gens; et cette usurpation n'est plus discutée lorsque la gens se disloque vers le milieu du IV^e siècle de Rome.

Un nouveau statut s'élabore sur la base de la parenté agnatique, et le problème successoral apparaît avec l'idée de propriété individuelle qui germe alors, en même temps que celle qui fait du pater, le propriétaire des biens de la familia et non plus seulement d'administrateur.

Une autre pratique individualiste s'instaure aussi, qui fait de chaque personne en puissance un *sui juris*, chef d'une nouvelle domus à la mort du pater.

On conçoit que dans ce groupe restreint, le cas d'absence de personne capable d'exercer le droit de propriété puisse venir à se présenter plus fréquemment, ouvrant la porte à la question du droit de déshérence.

La vacance se rencontrera moins dans le système de la succession testamentaire qui deviendra le mode normal, car l'hérédité sera dès lors mieux garantie.

Mais quoiqu'il en soit, la vacance se présentera lorsque la succession testamentaire faisant défaut, la succession ab intestat défaudra à son tour, et ceci ne sera pas malaisé puisque dans le système du droit civil *l'agnatus proximus* est seul appelé. A son défaut, n'importe qui pourra usucaper *pro herede*, car il importe avant tout que *l'heredita* ne soit *jacens*, dans l'intérêt des créanciers du de cujus et surtout pour que le *sacra privata* auxquelles on attache une grosse importance ne soient pas en souffrance.

Dans ce système, l'Etat qui ne se distingue pas encore des collectivités qui le forment ne peut s'approprier les biens vacants. Comme elles seraient d'ailleurs dans l'impossibilité de remplir les charges religieuses que comporte la qualité d'héritier, les autorités trouvent plus naturel de protéger celui qui offre spontanément de s'acquitter de ces devoirs que négligent les héritiers appelés.

Le prêteur d'ailleurs réagira contre cette tendance qui lèse les proches du de cujus; les circonstances en effet ont pu les empêcher de procéder eux-mêmes à l'usucapio pro herede malgré leur désir; d'où les mesures successivement prises en leur faveur par le dit magistrat.

Nous n'entrerons pas dans le détail des diverses réformes tendant à améliorer le système primitif ; la dernière est celle qui organise la « *dévolution* » (1) en créant une

(1) PERROT. — Op. cit., p. 409.

hiérarchie des gens appelés à la succession dans un ordre de proximité.

Cette institution que nous citons pour mémoire n'entre pas dans le cadre de notre étude, mais elle nous fait saisir la double évolution qui s'accomplit alors dans le sens individualiste, tendant à faire leur droit à tous les membres de la famille et dans celui de l'étatisme qui ne peut manquer de s'installer sur les ruines de l'antique familia ; et l'individu, isolé du fait de son émancipation ne pourra se soustraire à l'emprise de cet Etat que fondera Auguste au-dessus des factions du VII^e siècle de Rome.

CHAPITRE II

SOUS LE PRINCIPAT D'AUGUSTE

Les tendances étatistes susvisées, qui ont déjà trouvé leur application dans l'organisation de la dévolution successorale, s'épanouissent dans les lois caducaires qui, apportant un complément au précédent système, confèrent à l'Etat le droit de s'approprier les biens vacants et créent à son profit un impôt sur toutes les successions. L'étude de cette réforme fera l'objet des développements qui vont suivre.

I. Droit de l'Etat aux biens vacants

L'usucapio pro herede n'a plus sa raison d'être, car l'affaiblissement des croyances populaires ne nécessite plus l'entretien obligatoire des sacra privata. La réforme suc-

cessorale qui a créé une réglementation solide permet d'autre part d'attribuer à bon escient les biens successoraux et donne des garanties sérieuses aux créanciers. Aussi n'est-il plus indispensable au bon ordre de la succession que quelqu'un prenne immédiatement la place du défunt.

Tout cela est de plus sanctionné par une forte organisation administrative qui rend normal et sûr le jeu des institutions, et l'Etat qui plus que tout autre a besoin de revenus pour assurer la bonne marche des services publics semble tout désigné pour recevoir les biens provenant des successions vacantes. Rien de plus naturel d'ailleurs ! sa personnalité propre maintenant indiscutable lui donne la capacité d'exercer le droit de propriété, et son droit de police générale qui ne saurait être mis en doute depuis la disparition de la familia comme intermédiaire nécessaire, lui fait un devoir de prendre en main les choses sans maître.

La collectivité ne peut d'ailleurs, en définitive se plaindre, puisque c'est à elle que reviennent ces biens; ils vont au trésor du peuple, *aerarium*.

Comment fonctionne ce système?

« On considère comme vacantes, les hérédités qui après avoir été tour à tour offertes aux diverses sortes d'héritiers civils ou prétoriens, conformément à l'*Edictum successorium*, du prêteur, ne sont l'objet, dans le délai voulu d'aucune acceptation » (1).

Le Trésor qui recueille les biens, sans être en tous points un véritable héritier est cependant tenu des dettes et libéralités qui grèvent la succession, position qui pouvant

(1) PERROT. — Op. cit., p. 427.

P. F. GIRARD. — Manuel élém. Droit Rom., 1929, p. 940.

être onéreuse pour lui, lui confère le droit de la répudier.

Ce droit de l'Etat n'est d'ailleurs pas absolu, car il se trouve ici en concurrence avec des organismes inférieurs à qui, dès la deuxième moitié du principat, il concède un droit démembré du sien et préférable à lui ; ce sont : les associations professionnelles et groupements assimilés qui exercent leurs droits « sur tout ou partie des biens des membres qui en faisaient partie : décurions des sénats municipaux, légionnaires, armateurs, boulangers, artisans des fabriques de l'Etat, membres du clergé.

Nous verrons peu à peu ces bénéficiaires se gorger aux dépens de leur bienfaiteur.

II. — *L'Impôt* (1)

En corrélation avec ce qui précède, et basé sur les mêmes nécessités financières et les mêmes services rendus, nous voyons à la même époque apparaître au profit de l'Etat un droit de prélèvement sur toutes les successions : « *La vicesima hereditatum* », impôt de 1/20 sur l'actif net des successions laissées par les citoyens romains. Les pérégrins qui n'avaient pas le droit de cité comme les Gaulois d'alors n'y étaient pas soumis. Cet impôt deviendra une source de plus en plus grande de revenus, à mesure que s'étendra la concession du droit de cité.

La *vicesima hereditatum* qui se classe parmi les impôts indirects, fut perçue assez longtemps sous le principat, suivant le mode pratiqué sous la République, c'est-à-dire qu'elle était affermée à de puissantes sociétés financières (*societates vectigalium*) dont les membres s'appelaient les publicains. Mais de bonne heure, dans un but de surveillance, et de protection des populations contre de fréquents

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., p. 33.

abus, les empereurs chargèrent des intendants de la maison impériale (*Procuratores*) de les contrôler.

Dans les périodes suivantes, nous verrons les réformes effectuées dans cet ordre d'idées, et l'heureuse destinée des *procuratores*.

CHAPITRE III

DU VIII^e SIECLE DE ROME A LA FIN DU III^e SIECLE APRES JESUS-CHRIST

I. Le droit de déshérence

En raison du mouvement général de centralisation de tous les pouvoirs dans les mains de l'empereur aux dépens du peuple, de même que celui-ci perd ses droits politiques, de même, à son détriment, l'empereur s'appropriera ses droits pécuniaires. C'est ainsi que le *Fiscus* impérial se substituera à l'*aerarium* populaire, vraisemblablement vers le II^e siècle (1) après Jésus-Christ, dans l'exercice du droit de déshérence.

Ce triomphe impérial est encore une des conséquences discutables de l'oblitération des droits individuels, car l'individu est trop faible pour protester.

Nous voyons par contre les groupements et associations conserver, en même temps que leur raison d'être, leurs pré-

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., p. 34.

rogatives. L'Empereur d'ailleurs se garde bien de leur disputer leurs droits, car c'est par leur intermédiaire qu'il arrive à dominer l'énorme masse de ses sujets.

II. L'Impôt

Si la *vicesima hereditatum* n'a pas changé dans sa nature et sa valeur, du moins subit-elle une augmentation progressive quant à sa portée, extension calquée sur celle du droit de cité. Elle atteint même le comble de son importance lorsque Caracalla la mettant dit-on au nombre de ses principales considérations, publie le rescrit de 212 généralisant le droit de cité, et l'étendant à la quasi-totalité des pérégrins de l'Empire, restriction faite pour les exceptions que nous avons signalées plus haut.

Notons d'autre part à cette époque un changement dans le mode de perception de l'impôt qui cesse d'être affermé aux publicains agissant sous contrôle pour faire l'objet d'une régie directe confiée comme les impôts directs à l'administration des *procuratores fisci* (1), qui font de ce fait un pas nouveau vers l'accaparement de la puissance publique.

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., p. 33.

CHAPITRE IV

DE LA FIN DU III^e SIECLE APRES JESUS-CHRIST A LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN D'OCCIDENT

La réforme financière de Dioclétien fusionnant l'aéarium et le fiscus, pour ne conserver que ce dernier, porte déjà, avec la marque d'un absolutisme personnel, celle d'un socialisme d'Etat vers lequel marche l'Empire Romain (1).

L'Etat, dans ce courant de centralisation et d'asservissement à outrance de l'individu a dû concéder de plus en plus ses droits aux organismes secondaires qui sont devenus les rouages indispensables de la machine socialiste : c'est ainsi que les associations comme les corporations sont devenues les titulaires du droit de déshérence.

Mais d'autres éléments sont aussi intervenus pour dicter leur loi à l'Etat qui les a élevés dans son sein. En examinant ce qui se passe chez nous, on les retrouve facilement car ils ne changent pas, l'histoire est bien un perpétuel recommencement. Ce sont les symptômes mêmes de l'imminence de toute socialisation avouée ou « camouflée », si le pouvoir central n'est pas assez fort pour leur résister on leur prête la main : les fonctionnaires envahisseurs. A Rome, eux aussi vont s'arroger les droits de l'Etat qui ne

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., p. 46,

peut se défendre. C'est ici en effet que nous voyons se réaliser la fortunes des procuratores : agents impériaux proposés à la gestion des grands domaines ou *fisci* du Prince, chargés comme nous l'avons vu, d'exercer les droits de l'Empereur et de percevoir la « *vicesima hereditatum* ».

Quel pouvoir les Empereurs ont-ils désormais contre ces véritables potentes (1) dont ils sont éloignés et qu'ils ne peuvent atteindre par l'intermédiaire des fonctionnaires supérieurs, tels que les gouverneurs, auxquels en principe ils ne sont pas soumis et qui comme eux sont souvent indociles.

Les procuratores accaparent donc en propre le droit de percevoir l'impôt, et leur situation devient voisine de celle des potentes à qui nous les avons comparés.

Les potentes représentent pour l'économie foncière de l'époque ce que sont aujourd'hui les puissants financiers. Eux aussi finissent vers la fin du ^v^e siècle, sous prétexte de protéger les individus qui sont sous leur coupe, par tenir tête au pouvoir central dont ils ont usurpé la souveraineté et ses prérogatives, entre autres celle de lever l'impôt. Futurs seigneurs, ils ne se distinguent guère des féodaux des autres époques, inhérents à tout régime d'écrasement de l'individu qu'est celui du socialisme d'Etat.

Signalons ici encore une autre loi de l'histoire qui établit en somme une filiation naturelle entre les faits sociaux suivants : courant d'individualisme d'abord, qui tend à supprimer au profit de l'Etat, les intermédiaires naturels entre l'individu et lui : à comparer avec les idées que professent les révolutionnaires français de 1789, traduites en action

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., p. 55.

par la suppression des corporations en 1791, et l'atteinte portée à la famille en 1804.

Réaction de l'individu qui craint ensuite pour sa liberté et obtient des concessions de l'Etat; réapparition des groupements de défense des individus, et pouvoir moral qu'ils conquièrent sur l'homme qu'ils touchent de près: à rapprocher de notre mouvement syndicaliste du siècle dernier.

Enfin mainmise sur ces groupements par des individus ou des castes puissants qui prétendant se faire les défenseurs des faibles, exploitent à leur profit la situation, lorsque l'Etat, qui devient leur tributaire, trop faible, ne puisse plus leur tenir tête et sombre en leur passant la main, danger à éviter chez nous.

Voilà en bref, comment le césarisme romain a naturellement enfanté la féodalité médiévale.

La domination a changé de main. Les titulaires de la souveraineté et des droits qui s'y attachent comme ceux que nous venons d'étudier peuvent varier; celui qui fait les frais des évolutions de ce genre, lui ne change pas, on l'appelle aujourd'hui le contribuable.

APPENDICE

LE DROIT DE SUCCESSION DE L'ETAT EN DROIT INTERNATIONAL PRIVE (1)

La condition primitive des étrangers ou pérégrins à Rome est très précaire. S'ils n'ont pas la protection d'un citoyen, n'importe qui peut s'emparer de leurs personnes et de leurs biens et en faire l'usage qu'il lui plaît.

(1) P. F. GIRARD. — Manuel de Dr. Rom., t. 2, ch. 2, § 3.

Le pérégrin n'a aucun droit, sauf lorsque Rome lui en reconnaît, soit en lui donnant le droit de cité, soit en lui conférant un droit moins complet: le *commercium*. Ce droit lui permet d'accéder à la propriété, mais celle-ci à sa mort ne sera pas dévolue suivant la loi romaine, mais la loi pérégrine. D'autre part, comme il n'a pas la *testamenti factio active ni passive*, il ne pourra transmettre ou recevoir une succession que suivant le droit naturel de son pays qui jouera pour lui au même titre que la loi civile pour les citoyens romains morts ab intestat. Si donc il n'y a pas d'héritier légitime d'une succession, celle-ci devenant vacante suivra, dans l'histoire, les mêmes vicissitudes que la succession vacante romaine. Notons cependant que du temps de l'« *usucapio pro herede* », c'est surtout la question de l'intérêt qui joue, bien plus que la raison morale d'entretien des « *sacra privata* » que l'on conçoit, semble-t-il, difficilement dans le cas présent.

Relativement à la « *vicesima hereditatum* », il convient de rappeler qu'elle ne s'appliquait pas aux pérégrins, mais que l'on y apporta le correctif de la concession de plus en plus large du droit de cité. C'est là le mobile que Dion Cassius attribue au rescrit de Caracalla de 212.

Précisons enfin que ce texte bien que qualifié de « généralisation du droit de cité dans l'Empire » n'eut pas la portée absolue que l'on pourrait y voir. Les pérégrins restèrent en effet nombreux par la suite, surtout lorsqu'ils furent accrus de l'apport considérable de ceux que l'on nomma « *les Barbares* ».

TITRE II

LA FRANCE, DES ORIGINES A LA REVOLUTION

SECTION PRELIMINAIRE

LA NOTION D'ETAT CHEZ LES GERMAINS ET CHEZ LES GAULOIS

CHAPITRE I

LES GERMAINS (1)

A. — POINT DE VUE POLITIQUE

Bien que les connaissances dans le domaine de l'histoire des Germains, soient assez rudimentaires, on est cependant d'accord pour y distinguer deux périodes.

I. -- Primitivement, les institutions germaniques sont quelque peu analogues à celles des peuples italiques, antérieurement à la fondation de Rome.

Essentiellement nomade et pastorale, sans base territo-

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist., 1^{re} partie, chap. II.

riale déterminée, leur société affecte la structure d'une armée plutôt que celle d'un Etat véritable.

Les Germains vivent en peuplades autonomes (*civitas*), La souveraineté appartient à l'assemblée (*thinx, concilium*) des hommes libres en armes, qui, au cas de guerre, élit un chef (*dux*) pour la durée de la campagne. Titulaire de tous les droits, elle se prononce sur l'admission ou l'exclusion des individus.

La *civitas* est divisée en pays (*canton, pagus*) avec un chef élu (*furisto*) ; subdivisée en centaines (*centena*). La centaine, unité du peuple assemblé en armes, a pour chef le centenier, et se compose de familles (*generationes*), de communautés de villages et de communautés de pays.

II. — A une époque plus récente, contemporaine de César qui leur barre la route sur le Rhin, l'organisation des Germains se perfectionne par l'institution du « *comitatus* » et de la « *Royauté* ».

Le *Comitatus* est une clientèle de compagnons « *antrustions* », qui ont juré fidélité personnelle à un chef « *dux* » ou « *princeps* ». Ils l'assistent dans des coups de main ; il partage avec eux sa bonne et sa mauvaise fortune, sa tente, ses vivres et son butin et ils demeurent sous sa tutelle dans la paix.

La *Royauté*, magistrature suprême permanente de beaucoup de peuplades, apparaît, au début de l'ère chrétienne, comme le symbole de la vie sédentaire qui rend désormais le *comitatus* difficile. Elu parmi les chefs des familles nobles qui descendent des dieux, par le peuple réuni en « *concilium* », le Roi est investi des pouvoirs de celui-ci et la plupart du temps de ceux de l'ancien « *dux* ». Il s'entoure d'un *comitatus* important.

B. — POINT DE VUE SOCIAL

Les Germains sont répartis en diverses classes: les nobles, les libres, les demi-libres, les esclaves.

La propriété du sol cultivable est primitivement distribuée par l'autorité publique, collectivement et pour une année seulement entre les « *centenae* » ou plutôt entre les communautés de villages, proportionnellement à l'importance des familles. Le reste « *marca* » appartient à la collectivité du groupe entier.

Cette propriété collective qui semble avoir théoriquement toujours existé reçoit cependant des entorses successives par la pratique d'attributions à titre individuel et pour plusieurs années de suite, voire même indéfiniment, du domaine utile du sol de la tente, puis de la cabane, puis de l'enclos qui l'entoure « *terra salica* », puis du champ cultivable que l'on a amélioré ou de la terre que l'on a défrichée.

Ce rapide coup d'œil jeté sur les institutions germaniques nous permet de voir qu'il est difficile de parler ici de droit de succession de l'Etat, puisque la propriété des immeubles (la seule qui ait une importance), du moins, dans son domaine éminent, est toujours restée collective; et ceci est également vrai des meubles, ou de ce qu'on appelle aujourd'hui des immeubles par destination, tels que les esclaves attachés à la terre.

Une question est encore à étudier: c'est celle des étrangers dont nous parlerons plus loin, à propos du droit d'aubaine.

CHAPITRE II

LES GAULOIS (1)

Avant la conquête romaine, le mode de vie des Gaulois peut se comparer à celui des anciennes « *gentes* » de la Rome primitive. Analogues à elles, étaient, en effet, ces cinq cents clans ou tribus répartis sur les territoires présentant quelque unité géographique naturelle, vers le V^e siècle avant Jésus-Christ.

Dirigés par des chefs élus semblables aux anciens « *patries* », ces clans eux aussi vers le III^e siècle ou le II^e siècle avant Jésus-Christ, se fédérèrent d'abord provisoirement pour se défendre, puis formèrent des Etats fédéraux, et enfin, des Etats unitaires « *populi* » ou « *civitates* » selon la dénomination romaine.

Le Sénat qui gouverne les cités n'est autre chose que l'assemblée des chefs des clans confédérés; c'est lui qui désigne le magistrat exécutif, d'abord viager ou héréditaire, puis annuel au I^{er} siècle avant Jésus-Christ : « *Le Vergobret* ».

Point de gouvernement central lors de l'arrivée des Romains, mais peut-être seulement des ligues défensives comme celle de Vercingétorix.

Les Romains du Haut-Empire ne firent que superposer un système d'autonomie surveillée. Ceux du Bas-Empire instaurèrent celui de la centralisation.

Cette analogie avec l'ancienne Rome nous permet donc de renvoyer le lecteur à cette étude pour la question du droit successoral de l'Etat.

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., 1^{re} partie, ch. I.

SECTION I

EVOLUTION DE LA NOTION D'ETAT EN FRANCE DES ORIGINES A LA REVOLUTION

CHAPITRE I

LA PERIODE FRANQUE (1)

I. — NOTIONS GENERALES; NAISSANCE DE L'ETAT FRANÇ (2)

Sous la poussée des invasions barbares, l'Empire Romain d'Occident s'écroulait en 476. Et l'anarchie succédait à l'Imperium Romain.

L'œuvre de centralisation et de coordination réalisée par Rome s'écroulait, le monde Gallo-Romain se trouvait morcelé et chaque portion du monde nouveau qui s'instaurait alors, était soumise à une domination particulière, à une loi spéciale. Nous nous trouvons en présence d'une inorganisation sur laquelle une puissance nouvelle va prévaloir, celle des Francs. C'est la dernière péripétie des invasions barbares.

La période franque commence en l'an 486, date de la victoire remportée à Soissons par Clovis, roi des Francs,

(1) PERROT. — Précis élém. d'Hist. du dr. fr., 2^e partie.

OLIVIER-MARTIN. — Précis d'Hist. du droit fr. Introduction.

(2) PERROT. — Op. cit., p. 77 et s.

cantonnés depuis une cinquantaine d'années dans le Nord de la France et en Belgique, sur le lyonnais, Syagrius, comte romain. Syagrius était alors le « *rex Romanorum* », comme l'appelle Grégoire de Tours, dernier représentant de l'antique puissance, qui affirmait son hégémonie sur la dernière région gallo-romaine, celle d'entre Loire et Seine.

C'est la glorieuse aurore de l'histoire de la France, pays des Francs, puis des Français.

La puissance des Francs s'étend alors sur le Nord, l'Est, le Centre et l'Ouest de l'ancienne Gaule. Le reste est partagé entre divers peuples. Les Wisigoths occupent l'Aquitaine (sensiblement bassin de la Garonne). Les Burgondes détiennent la Savoie, les vallées de la Saône et du Rhône.

II. — VIE ET ORGANISATION DE L'ÉTAT FRANC

Il dura du V^e au IX^e siècle, représenté successivement par deux dynasties : les Mérovingiens, du nom de Mérovée, roi des Francs, un des vainqueurs des champs catalauniques et les Carolingiens, issus de Charles Martel.

A. — *Les Mérovingiens*

Clovis est un Salien, c'est-à-dire Franc du Nord, mais il domine aussi les Francs Ripuaires de l'Est. Il étend son hégémonie sur l'Aquitaine en refoulant en 507 les Wisigoths en Espagne et pose des bases de domination sur les Burgondes, en épousant Clotilde, princesse de leur sang. Les Burgondes tomberont à leur tour sous les coups des fils de Clovis ; celui-ci étendit encore son royaume en Germanie et en Espagne.

Mais, la coutume franque admettant le partage, dès la mort de Clovis, l'État franc se morcelle en plusieurs royaumes.

mes: Aquitaine, Bourgogne, Austrasie et Neustrie, qui sont sans cesse en lutte les uns contre les autres. Alors, commence une période troublée par des guerres continuelles entre les anciennes races dont les rivalités ont reparu : c'est l'anarchie franque où chacun cherche à établir son hégémonie, avec de rares et éphémères exemples de succès dont le plus marquant et aussi le dernier, est celui de Dagobert, roi d'Austrasie, en 622.

Pendant ce temps les nobles, leudes, prennent une influence croissante dont l'apogée est marquée, avec Pépin d'Héristal et Charles Martel, par leur gouvernement effectif sous les derniers Mérovingiens devenus des « *Rois fainéants* », et le triomphe par le règne de Pépin-le-Bref, fils de Charles Martel, qui dépose Childéric III et se fait proclamer Roi des Francs en 741.

B. — Les Carolingiens

Le sceptre des Carolingiens, de famille Ripuaire, est transmis aux fils de Pépin, Carloman et Charlemagne, qui devient seul Roi à la mort de son frère en 771. Il domine l'ancien royaume franc, conquiert l'Espagne sur les Sarrasins, refoule les Avars et les Slaves, convertit les Saxons.

Le sommet de son règne est marqué par son couronnement, en l'an 800, comme « *Empereur d'Occident* ».

Nouveau Constantin, il est maître du vaste domaine qui s'étend entre la Mer du Nord, l'Elbe, la Bohême, le Garigliano, l'Ebre, les Pyrénées et l'Atlantique.

L'ancien Empire Romain semble devoir se rétablir au profit de la race franque; l'admirable organisation politique de Charlemagne lui confère une solidité remarquable,

mais il ne peut subsister en raison de certains vices de construction: Il est isolé de l'Empire d'Orient à cause de l'expansion méditerranéenne de l'Islam; son centre s'est trop déplacé vers le Nord, l'empereur résidant à Aix-la-Chapelle; les invasions normandes rallument la guerre; enfin, l'inéluctable loi du partage, source de dissensions nouvelles, va jouer impitoyablement, peu de temps après la mort du grand empereur.

III. — DECREPITUDE ET MORT DE L'ETAT FRANÇ

Le règne de Louis le Débonnaire, fils de Charlemagne, fut troublé par les incessantes révoltes de ses trois fils, et il ne fut pas plus tôt mort, que le traité de Verdun de 843, faisait du grand empire trois royaumes égaux.

La France occidentale, limitée à l'Est par la Meuse, la Saône et le Rhône, allait à Charles le Chauve: ce sera la France.

La France orientale, entre le Rhin et l'Elbe était attribuée à Louis le Germanique: on aura la Germanie.

La France moyenne entre le Rhin et les Alpes revenait à Lothaire; on l'appellera la Lotharingie, et sa situation la vouera à la cupidité des deux premières qui se la disputeront tout le long de l'histoire et jusqu'à nos jours.

D'autre part, à la même époque, les invasions normandes ont fait naître un danger qui, déjà considérable du temps de Charlemagne, n'a fait que croître sous le règne débile de son fils, et grandit encore après la trisection de Verdun.

Devant un pouvoir qui ne présente que trop de symptômes morbides, comme à l'époque de la décadence romaine, une grande loi de l'histoire va jouer ici: les forts vont s'éri-

ger en « *gendarmes supplémentaires* », autour desquels se grouperont les faibles, visant, les uns, loyalement la défense de la race, les autres leurs intérêts particuliers; les aristocrates qui sont les mêmes ou peu s'en faut, que ceux de la Rome décadente, obtiendront ou estorqueront le droit de se barricader dans des châteaux.

Les Rois seront bientôt incapables d'endiguer le courant d'indépendance. De véritables dynasties locales naîtront et se fortifieront au point de contrebalancer la puissance royale, le vieux problème mérovingien se posera à nouveau: celui de la couronne.

Dans le monde de la féodalité qui s'est instaurée, chaque grand seigneur voudra jouer sa carte, la bonne sera celle des Capétiens, mais le temps sera long avant que leur dernier atout l'emporte. C'est l'affaire de quelque neuf siècles d'histoire; et encore verrons-nous que, relativement au problème que nous traitons: le droit successoral de l'Etat, jusqu'au dernier soupir de la Monarchie, le Roi de France, fut-il absolu comme Louis XIV, ne pourra s'empêcher d'avoir des « *Compagnons en sa majesté royale* ».

CHAPITRE II

LA PERIODE FRANÇAISE

I. — GENERALITES

Nous pouvons qualifier de *Période française* celle qui couvre neuf siècles de notre histoire, période d'abord, de morcellement à outrance et d'organisation de cet éparpille-

ment du pouvoir, puis de lente concentration de l'autorité dans les mains du Roi de France, et de construction de l'Etat français, basé sur la notion de nation française.

Toute l'histoire de la lutte entreprise par la Royauté contre la Féodalité est là.

En un mot, nous assisterons d'abord à la construction des châteaux, et ensuite, à leur destruction.

C'est là que se lit la prudence de la dynastie capétienne, trop faible d'abord pour brusquer les événements et la sagesse de ses représentants, de ces « quarante Rois qui en mille ans firent la France », trop fins politiques pour sacrifier le respect des droits acquis et la loi de l'étape à celle de la force.

Nous avons vu sommairement au chapitre précédent, comment les institutions et les événements contraignirent les Carolingiens décadents à concéder aux aristocrates des parcelles de leurs sceptres; nous allons étudier au seuil de celui-ci, l'organisation de ces « Etats dans l'Etat ».

II. — LA FÉODALITÉ

A. — Origines de la Féodalité

Les origines de la Féodalité, bien que diverses, ont néanmoins comme bien de similitude, le fait qu'elles se trouvent dans le détournement au profit des grands, d'institutions que les monarques mérovingiens et carolingiens, à la suite de ceux du Bas-Empire Romain, considèrent comme des moyens de Gouvernement.

Nous découvrons des précédents de la féodalité, dans l'institution des compagnons, *comites* germains groupés en compagnies, *comitatus* autour de leurs chefs guerriers, qui

les protègent et les nourrissent, car la discipline sociale fait défaut.

De même, au moment de la carence commençante du Bas-Empire Romain, les grands propriétaires gallo-romains, *potentes*, et les grands fonctionnaires, *procuratores*, ont entretenu des « *Bucellarii* ».

Ces groupements n'existent plus qu'autour du prince mérovingien, sous la forme des commensaux qui lui servent de garde prétorienne, et des antrustions qui lui ont juré fidélité pour la guerre.

Autour des Rois carolingiens, l'on aperçoit ses « *Vassi dominici* » qui ont remplacé les Antrustions de la dynastie précédente, mais la diversité de la décadence romaine réapparaît, car beaucoup de riches *Segniores* ont, eux aussi leur vassi et les uns comme les autres sont liés à leurs seigneurs par le serment échangé dans la cérémonie de la *commendatio*.

Cet usage se développe de plus en plus, à mesure que se précise le rôle de « *miles* » du vassus, en raison des guerres privées dont la fréquence augmente, et aussi parce que le Roi carolingien, pour fortifier son armée, rend les seigneurs responsables de l'organisation du service militaire dans leurs domaines.

La mesure se généralise lorsque le Roi fait le capitulaire de Mersen, en 847, rendant la vassalité obligatoire et établissant une hiérarchie dont le roi lui-même est le sommet.

Bientôt, à l'exception de quelques-uns qui servent directement le Roi, tous les hommes libres de la France seront embrigadés.

Les seigneurs sont donc devenus les intermédiaires obligatoires entre l'homme et le Roi, leur puissance s'accroît, et d'aucuns, sentant la Monarchie dans de faibles mains,

n'hésiteront pas à se proclamer indépendants. Le premier acte de séparatisme est fait par Nomenoë, duc de Bretagne, qui refuse de jurer fidélité à Charles le Chauve. L'exemple est suivi et le courant aura vite fait d'emporter l'édifice en ruines des Carolingiens.

A côté de la vassalité et du seignorat que nous venons d'étudier, il importe de faire une place à part à la question des hauts fonctionnaires.

La conception des Francs diffère sur ce point de celle des Romains, en ce sens que, alors que ces derniers ont toujours sagement redouté de voir les fonctionnaires abuser de la puissance que leur octroie l'Etat, les autres ne se sont pas autant souciés de cet inconvénient.

Les Romains préféreraient payer en argent, mais déplacer souvent les fonctionnaires; les Francs trouvèrent plus commode de les dédommager de leurs services en leur donnant des « *bénéfices* » et de ce fait même, de les laisser s'enraciner dans les domaines impartis à leurs fonctions.

Les comtes francs n'ont rien de mieux à faire que d'obtenir des pouvoirs viagers qu'ils s'ingénient à rendre héréditaires sous les Mérovingiens fainéants. Les premiers Carolingiens refrènent ces tendances, mais leurs successeurs plus débonnaires, se laissent faire en fait, et finissent même par consacrer la coutume, c'est l'œuvre du capitulaire de Kiersy-sur-Oise, en 877, assurant la succession des comtes qui mourront pendant l'expédition d'Italie que va entreprendre Charles le Chauve.

L'hérédité ainsi acquise est le point de départ de dynasties locales de ducs, comtes et vicomtes, qui deviendront de plus en plus fortes, et parmi lesquelles se distingue déjà celle des Robertiens, dont le chef, comte de Paris, d'Orléans et de Blois, a le titre de « *dux Francorum* ».

B. — *Assises de la Féodalité.*

Nous étudierons, sous cette rubrique, comment les grands, en même temps que leurs pouvoirs politiques, ont acquis leurs droits essentiels: propriété et justice, fondements mêmes de l'étude qui fait l'objet de notre ouvrage, pour la période féodale; origines de la notion de seigneur haut-justicier.

1° *La propriété.*

La conquête de la Gaule par les Francs faisait de leur Roi, le seigneur et maître de tous les biens du royaume. Pour récompenser ses sujets de leurs bons et loyaux services, le Roi leur distribua à titre de propriété, les terres du fisc romain, en respectant plus ou moins les droits acquis des prédécesseurs, biens des vaincus et ceux de l'Eglise: c'est ce qu'on appelait le « *bénéfice* » (bienfait) mérovingien.

Les Carolingiens usent du même procédé à l'égard de leurs fidèles; mais les biens du fisc épuisés, on donna les biens de l'Eglise qui protesta vainement devant le prétexte de « défense de la Chrétienté » qu'invoquait le prince carolingien. Un compromis intervint cependant, et satisfaction fut donnée, en principe, à l'Eglise, qui admettait la « raison d'Etat », mais obtint de garder ce qu'on appellerait aujourd'hui le « *domaine éminent* », le « *domaine utile* », étant concédé à titre viager.

Le système avait du bon, et sur leurs propres biens, les Carolingiens, faisant des libéralités, donnèrent la jouissance tout en conservant la nue-propriété.

Ainsi le procédé de la tenure carolingienne remplaça celui de l'alleu mérovingien.

Naturellement, au premier rang des gratifiés, se trouvaient les vassaux, et sans que le bénéfice devint la contrepartie de la vassalité, le moyen passa, néanmoins dans les mœurs et servit d'appât pour vaincre les résistances possibles au capitulaire de Mersen que nous avons cité plus haut.

Le caractère précaire de la concession remettait en question le problème de l'usufruit à la mort du concédant et du concessionnaire, et pour remédier aux difficultés créées de ce fait, on prit l'habitude d'admettre l'hérédité et si, en fait, on procéda toujours aux formalités d'usage, de la concession, à chaque fois que se produisaient les événements susvisés, en réalité, le véritable sens du capitulaire de Kiersy-sur-Oise établissant en droit l'hérédité, ne fut que la consécration de l'usage de la tacite reconduction du contrat de fief, déjà passé dans les mœurs.

Enfin, suivant la même règle, il y eut une sous-concession des terres par les vassaux du Roi à leurs propres vassaux. Une hiérarchie des terres se moula sur la hiérarchie politique.

2° *La Justice.*

De même que pour le service militaire, le Roi organisa un service de police à échelons, en rendant les seigneurs responsables de l'ordre sur les terres; le devoir de rendre la justice, avec toutes ses satellites en était le corollaire naturel.

De même aussi, que le devoir de lever des troupes devint un droit jalousement défendu par le seigneur, de même le devoir de justice devint un privilège: celui de l'immunité des justices privées,

L'immunité est un renforcement de l'autorité seigneuriale, mais il en deviendra aussi une source: en effet, à côté des vassaux, les grands propriétaires et les établissements ecclésiastiques l'obtinrent, eux aussi.

En quoi consiste l'immunité ? (1)

« A interdire à l'action des agents royaux les domaines » de celui qui en reçoit l'avantage par un diplôme de concession du Roi.

Dès lors, toutes les fonctions sont exercées par l'immuniste: il lève les troupes, perçoit l'impôt, fait échec aux droits de gîte et de prise des fonctionnaires royaux, rend la justice privée; la justice publique (délits publics et questions d'Etat) restant aux comtes.

Les Rois carolingiens concèdent de plus en plus ce droit pour diminuer le pouvoir de leurs comtes menaçants; ils le font d'autant plus facilement que les immunistes sont devenus leurs vassaux. Mais ils ne font de la sorte que déplacer le danger, ils ne le conjurent nullement, car les immunistes eux-mêmes finiront par s'affranchir de leur emprise, et par fonder quand la monarchie deviendra décadente, des seigneuries autonomes.

C. — *Causes déterminantes de la Féodalité*

Nous pouvons diviser l'étude des causes de la féodalité en deux groupes: les unes, nous les connaissons déjà: ce sont les événements qui ont porté le coup de grâce à la monarchie carolingienne agonisante. C'est la crise de l'heure, où

(1) OLIVIER-MARTIN. — Op. cit., n° 175 à 178.

l'instinct de conservation a forcé les gens à se grouper pour préserver leurs familles et leurs biens contre l'invasion normande, à l'Ouest dans la deuxième moitié du IX^e siècle, et celle des Hongrois à l'Est, dans les premières années du X^e siècle.

Mais, d'autres raisons plus profondes ont joué pour empêcher que l'Etat Franc, morcelé pour parer au danger extérieur ne retrouvât son unité, une fois l'ordre rétabli : nous les trouvons dans l'évolution même de la notion de l'Etat que nous avons retracée dans les pages précédentes. C'est le fait d'un éparpillement de l'autorité que la monarchie, ici comme à Rome, n'a pas su enrayer, éparpillement au-dessus duquel *les cadres traditionnels de l'Etat* finissent par n'être plus que théoriques. C'est encore la décadence des institutions toujours accrue, parfois ralentie, mais souvent accélérée depuis le Bas-Empire Romain. C'est d'autre part ce complexe d'indiscipline, de violence, de légèreté, d'ignorance et de grossièreté qui est le propre de l'esprit franc. C'est enfin l'affaiblissement, venu de sa ruine dans le domaine du temporel, de l'Eglise, élément de conciliation et de tempérance, auxiliaire que n'ont pas su se ménager la plupart des Rois Francs.

L'édifice était sapé dans ses fondements, le premier vent qui s'élèverait devait l'emporter, ce qui fut fait. Une autre Maison s'était érigée dans son ombre, il n'y manquait pas une pierre; on l'adopta.

La faillite de la maison mère laissait intactes les filiales, par contre-coup leur crédit s'en trouvait même accru.

La Féodalité triomphait de la Royauté.

III. — LA DYNASTIE CAPETIENNE ET LA ROYAUTE

L'histoire prête à tort ou à raison à Louis XIV le mot

fameux l' « Etat c'est moi ». Quoi qu'il en soit, nous pouvons penser que, de même qu'un certain grand général français de notre temps se plaisait à avoir sur sa table de travail un carton sur lequel il avait écrit en gros caractères les grands principes directeurs de nos règlements militaires pour éviter de s'en écarter, de même nos Rois, depuis Hugues Capet jusqu'à Louis XVI ont dû avoir constamment présente à l'esprit la célèbre formule.

Mais, nous verrons que, du moins en ce qui concerne notre sujet, nul d'entre eux n'aurait pu se vanter d'avoir réalisé, dans son intégralité, ce rêve sans cesse caressé.

Sans doute, la concentration du pouvoir dans les seules mains du Roi de France lui a permis de prendre des mesures dans l'intérêt du peuple et dans le sien propre, aux dépens des prérogatives seigneuriales, mais il n'est jamais arrivé à les anéantir toutes.

Il nous est impossible, dans le présent ouvrage, de suivre pas à pas l'histoire de la lutte entreprise par la Royauté contre la Féodalité, afin de donner dans le détail le décompte et la consistance exacte des droits respectifs des deux adversaires à la veille de la Révolution. Nous nous évaderions ainsi de notre sujet et notre étude serait compliquée et inutile. Par contre, nous estimons qu'il sera indiqué de donner quelques précisions lorsque nous traiterons de la question spéciale du « droit successoral de l'Etat » ; la présente section étant réservée à l'étude des grandes lignes de l'évolution de la notion d'Etat pendant la période française.

La féodalité que nous avons étudiée, n'est pas seulement une crise d'indépendance, mais aussi une crise de domination ; c'est d'ailleurs le signe caractéristique de toute anarchie, qu'elle se réclame de l'idée d'individu ou de celle de clan.

Les seigneurs n'ont pas plus tôt réduit à néant le titre de Roi, par une sorte d'accord tacite, que d'aucuns caressent déjà le projet ambitieux d'accaparer la couronne et d'imposer son sceptre à ses voisins.

Plusieurs compétiteurs sont déjà sur les rangs; entre autres les Robertiens ont la chance d'avoir au cœur même de la France un domaine compact comprenant les comtés de Paris, d'Orléans et de Tours, et d'être des guerriers forts qui ont vaincu les Normands. Aussi est-ce à un des leurs que grands et évêques raisonnables remettront la couronne, à la mort de Louis V en 987: Hugues Capet l'emporte alors sur Charles, duc de Basse-Lorraine, oncle du défunt, mais seigneur trop lointain pour être pris en considération.

Le « *Regnum Francorum* » dont la couronne est offerte à Hugues, est théoriquement le même que celui de Charles le Chauve, en 843, mais pratiquement, le nouveau Roi ne règnera que sur son domaine propre. Le reste de la France est réparti entre d'innombrables seigneuries dont les plus importantes sont capables de défier l'autorité royale: ce sont les comtés de Flandre, de Champagne, de Blois, d'Anjou, de Toulouse et de Barcelone; les duchés de Normandie, de Bretagne, de Bourgogne, d'Aquitaine et de Gasconne.

IV. — LA LUTTE ENTRE LA ROYAUTE ET LA FEODALITE

En face de voisins redoutables et querelleurs, la royauté manque de force et l'avenir de la couronne sera quelques fois compromis. Heureusement les Capétiens, évitant les erreurs de leurs prédécesseurs surent liquer à leurs côtés le peuple et l'Eglise. En habiles politiques, ils tirèrent parti de toutes les circonstances pour briser la puissance seigneur-

riale et leur triomphe final mit en valeur leur rôle primordial de grands ouvriers de l'unité française. Celle-ci est à peu près territorialement réalisée vers la fin du moyen-âge.

Voyons donc comment les Rois arrivèrent à reconquérir sur l'aristocratie les biens et les droits usurpés par elle sous les précédentes dynasties.

Le travail se poursuit à la fois sur les terrains politique, juridique et moral.

Au point de vue politique, le Roi s'applique dès le début à reprendre de l'autorité sur ses grands vassaux. Il agira suivant les cas par la diplomatie ou par la force. Il sait, en effet, sans coup férir, diminuer la menace des féodaux, par exemple en s'alliant au clergé et au peuple qui lui fourniront des points d'appui solides pour s'introduire au cœur même de la puissance des grands; ou encore, en encourageant les Croisades qui serviront de dérivatif aux instincts batailleurs et cupides des seigneurs, et lorsque les Croisades auront définitivement échoué à la mort de Saint-Louis, d'autres préoccupations seront nées: celles des intérêts de ce qu'on pourrait déjà appeler la défense nationale. C'est une nécessité nouvelle que fait naître la présence de peuples voisins puissants et menaçants, parfois très proches et très hostiles, tels que l'Angleterre, à qui le mariage de son Roi avec Aliénor d'Aquitaine a apporté une grande partie de la France.

C'est encore de la diplomatie que le fait de contracter des unions matrimoniales qui ont pour résultat d'agrandir le domaine de la couronne: c'est notamment l'histoire de l'annexion de Bretagne.

Mais, lorsque les moyens de conciliation sont épuisés, le Roi qui a déjà fait ses preuves, n'hésite pas à employer la

force, comme le fit Philippe-Auguste contre les vassaux rebelles, entre autres le comte de Flandre.

C'est encore dans un mélange de force et de ruse que réside le secret du triomphe d'un Louis XI contre les ducs de Bourgogne.

Et les choses vont si bien que, dès le XVI^e siècle, tous les grands fiefs sont réunis à la couronne, la Bretagne, dernier rempart de l'indépendance, étant venue s'y fondre, à la suite des provinces méridionales, de la Champagne, de la Provence du Dauphiné, de la Guyenne et de la Bourgogne, pour ne citer que les principaux.

A la fin de l'Ancien Régime, il n'y a plus que le duché du Nivernais qui soit indépendant, et l'unité française étant réalisée, il ne restera plus que le problème des « Frontières naturelles », dont la Révolution héritera.

Mais cette concentration territoriale conférait-elle au Roi une autorité incontestée ?

Non, il y manquait un élément important, voir même capital : la conquête profonde du pays. C'est ce que comprit la Royauté en menant le combat sur le terrain moral. Ici encore l'Eglise lui fut d'un grand secours. Le Roi mit son prestige et parfois son épée au service des ecclésiastiques qui prêchaient les idées de paix sociale et d'évangélisation qui aboutirent à l'esprit de croisade contre les infidèles et à l'abolition des guerres privées entre chrétiens.

D'autre part, c'est du peuple que partit l'idée à la fin généralisée que le Roi seul est assez fort et indépendant pour se placer au-dessus des intérêts particuliers, que lui seul est assez sage pour rendre la vraie justice.

Ainsi, la Royauté avait conquis les biens et les cœurs ; cela suffisait-il à lui assurer toutes les prérogatives d'une véritable souveraineté ?

Non, il fallait quelque chose de plus : une assise juridique,

la plus difficile à obtenir. Aussi est-ce la tâche la plus délicate et la plus longue en même temps que la plus ingrate, et le succès du Roi ne fut-il jamais complet.

Ici, il se heurtait, en effet, au problème des droits, sinon légaux, puisque en général accaparés par les seigneurs, du moins consacrés par une coutume déjà ancienne et lui, qui s'en prévalait, sur son domaine propre, était bien mal placé pour les contester aux autres, ses anciens pairs.

C'est pourquoi, le Roi n'entama pas personnellement le procès, mais soutint toute une lignée d'hommes d'Etat, de fonctionnaires, de juristes, de savants et d'écrivains généralement de naissance modeste, et souvent désintéressés, tels que les Richelieu, les Colbert ou comme de Nogaret, Flotte, de Cuignières, ou encore Ferrault, Bacquet, Chopin, Lebret, qui, « plus royalistes que le Roi », parce que plus indépendants, travaillèrent au cours des siècles à fonder en droit les prérogatives du Roi de France, héritier de Clovis et de Charlemagne, empereur en son royaume et suzerain fiefieux de tous les seigneurs.

En tant que le plus haut de tous les hauts-justiciers, toute justice émane de lui. Comme représentant du bien commun, c'est à lui qu'incombe la responsabilité des mesures d'ordre général, et il n'hésitera pas à les prendre dans l'intérêt des petits comme celles concernant la suppression du servage, ou au détriment des grands comme celles visant la ruine de la féodalité. C'est à titre de gardien des biens de l'Etat, qu'il a créé et dont il doit conduire les destinées, qu'il essaiera sous l'égide de ses théoriciens de détourner à son profit les avantages des seigneurs.

Mais ici, le problème est affecté d'un vice irréductible: le Roi qui est souverain conciliateur des intérêts de tous ne peut pas porter atteinte, sous prétexte de bienfait pour la collectivité, à certains droits que les seigneurs, politique-

ment déchus, mais subsistant néanmoins en tant qu'aristocrates, ont prescrits et conservent, disent-ils, comme héritiers des grands propriétaires gallo-romains et francs.

Enfin, par besoin fonctionnel du gouvernement, certains rouages sont nés, et ce sont les corporations, les municipalités et autres, qui ne peuvent vivre matériellement que grâce à des prérogatives rémunératrices, que le Roi doit leur reconnaître, en démembrant certains droits de sa personnalité.

Nous nous trouvons donc en présence de plusieurs organismes qui font que les droits du Roi, s'ils sont, en principe, totalitaires, ne peuvent pratiquement pas l'être.

Si en équité, il ne nous est pas indifférent que les seigneurs puissent détenir encore certains droits qui sont de véritables exactions, étant donné qu'ils ne se justifient par aucun service public rendu, historiquement parlant, il nous importe peu que le Roi, qui est politiquement le miroir de l'Etat ne puisse pas dire au point de vue fiscal: « L'Etat c'est moi ».

L'Etat désormais pourra varier dans le détail de sa composition, mais restera un tout immuable, tant que subsistera la notion qui s'est dégagée de notre histoire même: celle de la *Nation française*.

SECTION II

LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ETAT

La période que nous venons d'étudier au point de vue de son évolution historique, présente sous le rapport des droits de succession de l'Etat, une telle complexité, provenant des rivalités des puissances qui se les disputent, qu'il est dif-

ficile, d'en extraire une idée générale précise. Risquons-nous cependant à poser le principe que l'étude de ces longs siècles d'histoire, révèle une tendance vers la centralisation sous les Rois de la troisième race, alors que ceux des deux premières dynasties avaient rarement tenté de reprendre en mains l'exercice des droits de succession que les derniers empereurs romains avaient été forcés d'abandonner aux puissances secondaires qui, déjà, avant la chute du monde romain d'Occident, formaient une féodalité à peine déguisée.

Pour essayer de mettre quelque clarté dans la matière que nous traitons, nous croyons devoir étudier séparément le droit de déshérence et les droits de mutation *mortis causa* qu'il ne faut pas voir sous la forme d'un impôt tels qu'on se les représente de nos jours.

Il est bon de signaler d'autre part que ces droits d'une façon générale ont bien moins le sens d'une source de revenus pour la puissance publique, qui assure les services de la collectivité, que celui d'un profit personnel des seigneurs: ce sont de véritables exactions.

Cette remarque perd de sa force à l'époque où les Rois reconquièrent le pouvoir sous ses multiples formes, s'atténue encore au moment où la notion d'Etat prend toute sa force avec l'idée de nation, mais demeure judicieuse à notre sens jusqu' à la Révolution.

CHAPITRE I

LE DROIT DE DESHERENCE

Le droit de déshérence a fait l'objet sous l'ancien droit, d'innombrables contestations; mais reprendre à notre

compte, l'étude de cette matière sous ce jour, serait ouvrir une porte sur un champ si vaste, qu'un ouvrage comme celui-ci ne suffirait pas. Aussi, nous contenterons-nous de parler du droit positif, nous réservant de discuter le fondement de ce droit dans la troisième partie de notre thèse, où l'antagonisme des idées présente un intérêt plus vivant.

Le droit de déshérence, est celui qu'exerce une certaine puissance féodale sur les successions vacantes.

I. — LES CAS DE VACANCE

Les cas de vacances sont si nombreux que nous nous contenterons ici d'en donner une énumération sommaire; dans le chapitre suivant, nous reprendrons en détail l'étude plus approfondie des principaux d'entre eux.

Il faut, pour qu'une succession soit vacante:

A. — *Que le de cujus soit mort ab intestat.*

La question ne se pose pas pour les coutumes qui proclament que « *l'institution d'héritiers n'a de lieu* », ou lorsqu'il s'agit, même pour les coutumes admettant le testament, de certains biens tombant sous le coup de règles particulières aux tenures. Ces deux hypothèses ne présentent aucune difficulté. Mais il y a un intérêt, lorsque la coutume ni la nature des biens ne s'opposent à l'existence d'un testament.

Au cas où celui-ci existe, faisant par conséquent échec au droit de déshérence du seigneur, mais est entaché de nullité, le seigneur peut-il s'en prévaloir pour le faire annuler et rétablir ainsi la vacance à son profit, en d'autres

termes, peut-il ainsi faire revivre sa vocation comme le ferait un autre héritier?

En ce qui concerne la nullité pour incapacité de transmettre du t  stateur par exemple dans le cas où un serf a fait un legs pieux au-delà des limites permises, il semble que le seigneur ait le droit de le faire ann  ler. Il en est de même des autres incapacités de tester, provenant du défaut de la qualité de Français, de la mort civile ou de la prononciation des vœux solennels; et le même principe doit être appliqué aux cas d'incapacité de recueillir des légataires, qu'il s'agisse de serfs, de morts civils, d'aubains ou de communautés non autorisées.

B. — Que le de cujus ne laisse pas de conjoint.

Ici, il y a controverse, certaines coutumes, telles que celle du Berry ou du Poitou, admettant que le conjoint succède comme un véritable héritier, et d'autres, c'est le cas de celles du Bourbonnais, de l'Anjou et du Maine, donnant au seigneur la préférence, autrement dit, prescrivant que la succession tombe en déshérence en dépit de la survivance du conjoint.

C. — Que le de cujus soit incapable de transmettre.

C'est ce qui se passe lorsque:

Il n'est pas libre;

Il est religieux;

Il est frappé de mort civile;

Il est bâtard.

Nous ne commenterons pas ces divers cas de vacance, et nous renvoyons le lecteur au chapitre II de la présente section, où nous reprendrons l'étude détaillée des droits

de mainmorte, d'aubaine et d'avenage, de confiscation et, de bâtardise et la question des religieux.

D. — *Le de cujus ne laisse pas de parents capables de recueillir la succession.*

1° *Lorsqu'il n'existe pas de parent à un degré successible.*

C'est donc la même règle que dans notre droit actuel dans les successions *ab intestat*; mais elle revêt ici certains caractères particuliers, en raison de la diversité des coutumes et de la réglementation spéciale de la dévolution des tenures.

Au point de vue des alleux, c'est-à-dire des terres restées libres à côté du système des tenures qui se développe de plus en plus, il faut faire des distinctions.

Dans les coutumes qui s'inspirent du droit romain, jusqu'au XII^e siècle, le fisc intervient dans les conditions que nous avons indiquées en étudiant la question en droit romain (1), car c'est le code théodosien qui est en honneur. A partir du XII^e siècle, la renaissance du droit romain introduit en France le droit de Justinien qui n'admet la vocation du fisc que s'il n'existe même pas un parent du quatrième ordre au sixième degré; les associations et groupements tels que les corporations et autres gardant leur droit de préférence comme dans la législation antérieure.

Là où la coutume est soumise à l'influence du droit germanique, on ne fait sa place au fisc qu'après la cinquième parentèle chez les Ripuaires, la sixième chez les Saliens, et la septième chez les Wisigoths, à condition toutefois chez ces derniers, qu'il n'y ait pas de conjoint survivant.

(1) Cf. P. G. GIRARD. — Manuel Dr. Rom., 1929, p. 940.

Quel fisc recueille les successions vacantes ?

C'est généralement le fisc royal ou celui du seigneur haut-justicier dans le détroit duquel se trouve situé l'alleu.

Cette question des alleux perd d'ailleurs, de plus en plus de son importance, car ils sont progressivement éliminés (1) par l'organisation du régime féodal qui se fortifiant chaque jour davantage jusqu'à devenir obligatoire, fait triompher le système des tenures qu'il importe d'étudier maintenant.

Disons auparavant que les règles de dévolution que nous venons d'étudier, abstraction faite de la question d'attribution à tel ou tel fisc, s'appliquent aussi aux meubles, puisque la forme de propriété qui s'appelle la tenure ne peut concerner que les immeubles.

Le droit de déshérence relativement à ces derniers prend donc un aspect nouveau avec le droit féodal, à partir du XI^e siècle.

L'intérêt de ce nouveau statut de la propriété réside dans le fait que, en vertu de la théorie du *double domaine* (2) qui régit la concession de la terre noble ou roturière faite par un seigneur supérieur à un seigneur inférieur, il y a une clause de retour à ce seigneur supérieur en cas de vacance: c'est le *droit de réversion*. LOISEAU nous dit, en effet: « Les seigneurs ne succèdent pas par voie de translation de droit du défunt en eux, mais par forme de réunion de la seigneurie privée à la seigneurie publique (3) ». C'est donc un droit de déshérence; il ira en s'atténuant à mesure

(1) PERROT. — Hist. Dr. fr., p. 231.

(2) PERROT. — Hist. Dr. fr., p. 222.

(3) LOISEAU. — Traité des Seigneuries, Ch. 12, n° 84.

que le droit au domaine utile concédé au tenancier se consolidera au cours des siècles sur la tête de ce dernier, jusqu'à devenir, sous la Révolution, un droit de propriété pleine et entière. En même temps, ce droit de déshérence spécial des seigneurs se perdra progressivement pour donner naissance au droit de déshérence de l'Etat proprement dit, tel que nous le concevons aujourd'hui.

Etudions tour à tour les deux sortes de tenures.

a¹) *Ils se trouvent dans la même ligne.*

Nous ne nous arrêterons pas au fait que certaines coutumes, à l'encontre d'autres, font intervenir la qualité de l'héritier noble ou roturier pour déterminer les règles qui seront applicables aux tenures comprises dans une succession, cela nous entraînerait en dehors de notre sujet.

D'autre part, seuls nous intéressent évidemment les fiefs héréditaires et non pas les fiefs viagers.

La vacance est plus ou moins fréquente suivant que l'on considère l'une ou l'autre des deux formules de concession suivantes :

« Je concède à X... comme vassal, et à ses hoirs en général... »

« Je concède à X..., comme vassal, et à ses hoirs de corps, descendants de sa femme épousée ».

Cette seconde formule, plus restrictive est aussi la plus fréquente. Aussi, sous son empire, le droit de déshérence joue-t-il plus souvent, car on en déduit trois règles :

Exclusion des femmes.

(1) ESMEIN. — Hist. Dr., p. 187 à 210.

Exclusion des ascendants.

Exclusion de certains collatéraux.

Citons aussi l'exclusion des bâtards que nous verrons plus loin.

α) *Exclusion des femmes.*

C'est une règle générale découlant du caractère militaire qui domine la concession du fief. On pose le principe de l'exclusion des femmes qui ne peuvent fournir le service d'ost, à moins que la charte de concession ne précise leur capacité de succéder: c'est le cas des *feuda femina*. Conséquemment, on admet que les descendants par les femmes, même s'ils sont mâles sont, eux aussi, exclus.

Ce principe disparut avec la cause qui le motivait, et de bonne heure, vers le XIII^e siècle, il fut remplacé par le privilège de masculinité qui n'a d'intérêt que pour la classification des héritiers, mais non pour le fisc auquel il ne procure aucun droit de retour (1).

β) *Exclusion des ascendants.*

D'autres exclusions viennent du texte de la formule que nous étudions: le mot *descendants* implique par *a contrario* l'exclusion des ascendants: c'est ce qu'exprime l'adage: « *feudum non ascendit* ». Donc, le fief fera retour au fisc dans le cas où il n'y a pas de descendants. Et cela est si rigoureux qu'au XIII^e siècle, l'ascendant ne peut même pas recueillir le fief qu'il avait donné au de cujus, le droit de

(1) Il ne reste plus au seigneur que le droit d'agréer le mari de la fille héritière d'un fief: c'est ce qu'on a appelé le droit de regard.

retour du seigneur l'emportant sur celui de l'ascendant. On admet même que l'ascendant du de cujus ne peut recevoir le fief, bien que lui-même soit un descendant du premier concessionnaire. Bien plus, on va si loin que même s'il s'agit d'un alleu, l'on arrive à donner la préférence au seigneur dans le détroit duquel il est situé, si le de cujus n'a pas de descendants capables de recueillir le bien suivant les règles de dévolution des alleux sus-indiquées.

Cependant, plus tard, la règle perdit de son importance au détriment du fisc, et l'on finit par traiter les fiefs acquets comme les biens roturiers; Beaumanoir soutint même que, dans sa ligne, l'ascendant pouvait être appelé lorsqu'il s'agissait d'un fief propre. En Champagne, l'ascendant peut recueillir le fief propre qu'il avait donné. En Normandie, l'on admit que le fief remontait au père ou à l'aïeul, au cas de carence de collatéraux capables de les primer. La règle feudum non ascendit se confond alors avec la règle *paterna paternis*; nous la verrons dans le détail en étudiant par comparaison avec elle la règle *propres ne remontent*.

γ) *Exclusion de certains collatéraux.*

Alors que dans la formule extensive, les collatéraux peuvent recueillir les fiefs, il y a restriction au droit de ces derniers dans la formule la moins compréhensive où la présence du mot *descendants* permet encore de déduire le principe de l'exclusion de tous les collatéraux qui ne seront pas descendants du premier concessionnaire. Précisons: Primus a reçu en héritage un fief concédé à son père Secundus. S'il meurt, laissant un frère Tertius, celui-ci pourra hériter, comme étant descendant de Primus; mais à son défaut, Quartus, frère de Secundus et oncle du de cujus ne pourrait recueillir le fief qui ferait retour au fisc.

Il en va différemment des fiefs acquets devenus fréquents au XIV^e siècle car le seigneur en acceptant le droit de quint perçu sur la vente renonce à la formule d'inféodation et au droit de réversion qui s'y rattache. Il n'exercera plus le droit de déshérence que comme pour les alleux.

b) *Les Tenures roturières ou villenage* (1).

Comme pour les fiefs, elles ne nous intéressent que lorsqu'elles sont devenues héréditaires, et elles atteignent ce stade avant les fiefs, car ayant un rôle surtout économique, la considération de la personne est bien moins importante et la résistance seigneuriale fut vaincue bien plus facilement. Cette hérédité, entraînant moins de conséquences d'ordre politique et militaire, échappe à beaucoup de règles propres aux fiefs comme nous le verrons plus loin, mais reste soumise au droit de réversion qui s'exerce encore ici assez fréquemment en raison des deux règles que nous allons étudier: *Propres ne remontent* et *Paterna paternis*.

α) *Propres ne remontent* (2).

« On appelle propre un bien que le de cujus a reçu soit d'une succession légitime, soit d'une donation entre vifs ». L'incapacité de recueillir des ascendants est exprimée dans un grand nombre de coutumes, et notamment dans celle de Paris: « En succession en ligne directe, propre héritage ne remonte et n'y succèdent les pères et mères ou aïeuls ». A l'origine, cette règle est absolue et ne comporte aucune exception, comme la règle *feudum non ascendit*. La vocation du fisc est toutefois bien plus restreinte, car, pour les

(1) ESMEIN. — P. 210 à 216. PERROT, p. 223 et s.

(2) GUENOUN, — Les succ. en dr. coutumier, ch. II,

raisons économiques sus-indiquées, alors que l'ascendant est censé n'être pas capable d'exploiter le bien, l'on admet les collatéraux parfois très éloignés, à défaut desquels seulement, la succession sera en déshérence. La règle feudum non ascendit fut plus tard étendue aux tenures roturières, aux censives et même aux alleux qui ne sont pas des tenures.

A partir de l'époque de la rédaction des coutumes, au XVI^e siècle, l'on voit s'élaborer un courant d'opinion préjudiciable au fisc. On établit une distinction suivant que l'ascendant et le propre se trouvent ou non dans la même ligne.

a¹ Ils se rouvent dans la même ligne.

Alors, on tend à écarter la règle « Propres ne remontent » comme le prouvent les exemples suivants :

Primus renonce à la succession de l'un de ses parents et Secundus, son ascendant accepte; puis Secundus meurt. Le propre recueilli ira-t-il à Primus, ascendant de Secundus? Les auteurs, en dépit de la renonciation antérieure de ce dernier, penchent pour l'affirmative.

Un parent de Primus et de Secundus aliène un propre. Secundus opère le retrait lignager; le bien devient un propre dans le patrimoine de Secundus; Secundus meurt. Les coutumes restent muettes, mais les auteurs déclarent que Primus peut recueillir le bien.

La coutume de Paris, d'autre part décide, dans son article 313 que « Toutefois, ascendants succèdent ès choses (ce qui veut dire immeubles d'après la jurisprudence) par eux données à leurs enfants décédant sans enfants descendant d'eux ». Nous savons que c'est DUMOULIN qui est le promoteur de cette décision, en quoi nous le trouvons d'accord

avec le principe de BEAUMANOIR que nous avons cité à propos des fiefs.

On étend ensuite la règle au point d'admettre que l'ascendant donateur succède même aux descendants du donataire qui ont recueilli le bien donné.

Une autre dérogation est enfin apportée par l'article 315 de la coutume de Paris.

Secundus achète un immeuble et meurt. L'immeuble devient un propre dans le patrimoine de son fils Tertius. Celui-ci à son tour décède sans descendants. S'il ne laisse pas de frères et sœurs qui, bien qu'à égal degré avec l'ascendant Primus, grand-père de Tertius, le primeraient en tant que descendants de Secundus, premier acquéreur du bien, Primus est admis à recueillir le bien, pour faire échec au fisc.

a²) Ils ne se trouvent pas dans la même ligne.

Alors la règle « Propres ne remontent » s'applique intégralement, et BEAUMANOIR est de cet avis.

Cette règle se justifie d'ailleurs par comparaison avec « feudum non ascendit », voulant que le fief concédé à un vassal ne change pas de ligne, et se confond avec la règle *paterna paternis*.

Mais ici encore, on en est venu à écarter la règle restrictive de l'hérédité pour gruger le fisc.

β) Paterna paternis (1).

Cette règle apparaît vers le XI^e siècle. Au XII^e, elle est

(1) GUENOUN. — Les succ. en dr. cont., ch. 2.

mentionnée dans plusieurs ouvrages: Assises de Jérusalem, Lois de Baudoin de Flandres et autres. Certains comme le cartulaire de Notre-Dame de Paris la réserve aux biens nobles. Elle n'est d'ailleurs pas admise par toutes les coutumes.

Au XIII^e siècle, elle tend à se généraliser. On la trouve dans la coutume de Reims, dans le très Ancien Coutumier de Normandie, le Recueil de Saint-Denis, l'Ancien Coutumier de Bourgogne, et elle s'étend dans le Midi, ainsi que le montrent les coutumes de Bordeaux et de Montpellier.

La règle a subi des modifications: elle se limite en général aux biens propres, sauf en Auvergne et dans la Marche. Elle a perdu peu à peu contact avec son origine féodale.

Primitivement, faute de lignagers, le propre revenait au seigneur concédant, mais on a fini par admettre à leur défaut les autres parents pour écarter le fisc.

La vocation du fisc est d'ailleurs plus ou moins large selon que l'on applique pour la désignation des lignagers la formule d'inféodation restrictive d'hérédité comme dans les coutumes souchières (Mantes, Melun, Montargis, Orléans), ou la formule extensive comme dans les coutumes lignagères (Paris, Bourbonnais, Nivernais, Reims, Artois, Amiens), ou de simple côté (Chauny, Maux, Metz, Etampes).

D'une façon générale enfin, on tend à écarter le droit du seigneur en penchant comme POTHIER et la plupart des autres auteurs, pour l'application de la formule extensive au cas où une coutume est muette, et en transportant à l'autre ligne, quand la ligne privilégiée vient à manquer.

Une réaction est cependant à noter, en faveur du fisc dans certains coutumes qui écartent la vocation du conjoint survivant au profit du seigneur et c'est encore cette idée qui inspira le Chancelier de l'Hôpital lorsqu'il fit

rendre par Charles IX, l'édit de Saint-Maur en 1567, visant surtout les pays de droit écrit. « L'édit des Mères » prescrivit, en effet que, « dorénavant les mères ne succéderaient à leurs enfants et les biens venant du père ou parents du père retourneraient à celui qu'ils devaient retourner, sans que les dites mères ne pussent jamais y succéder ».

Mais il est vrai que cet édit rencontra la résistance des Parlements qui, à l'exception de celui de Paris, refusèrent de l'enregistrer, et malgré la confirmation de l'ordonnance de 1629 ou Code Michau, n'étant pas appliqué, dut être rapporté en 1729.

Le de cujus est encore dépourvu de parents capables de lui succéder, bien qu'il en existe au moins un :

2° *Lorsque le parent est un serf.*

3° *Lorsque le parent est un étranger.*

4° *Lorsque le parent est un mort civil.*

5° *Lorsque le parent est un religieux.*

Nous étudierons au chapitre II ces diverses incapacités, et nous verrons immédiatement quelques autres cas : ils se présentent :

6° *Lorsque le parent est exhéredé ou indigne (1).*

Ces deux incapacités ont un lien commun du fait que l'hérédité est en somme un moyen accessoire de l'exhérédation, que n'a pas prononcée le de cujus. Si l'indignité provient plus spécialement du meurtre du défunt par l'héri-

(1) GUENOUN. — Op. cit., chap. I.

tier, elle a cependant généralement les mêmes causes que l'exhérédation.

A ce sujet, le droit coutumier est assez incohérent, car l'on ne comprend pas bien le droit qu'a le de cujus d'enlever à un enfant la qualité d'héritier, puisque d'après l'adage, « Deus solus heredes facit »

Il faut voir là une adaptation plus ou moins heureuse des principes du droit de Justinien au droit coutumier. On en adopta les causes, mais l'une d'elles, l'apostasie fut écartée par la révocation de l'Edit de Nantes, après lequel on ne peut plus parler d'apostasie, puisque tous les sujets sont en principe catholiques.

L'ordonnance de Blois de 1529 ajoute une nouvelle cause: le mariage des enfants sans le consentement de leurs parents et sans sommations respectueuses.

Mais toutefois, précisons que l'exhérédation ne concerne que les relations d'exhérédañt à exhérédañé et ne touche pas les autres parents.

Enfin, une question se pose: comme l'indignité ne joue pas de plein droit, et doit être demandée, le fisc, à défaut d'autres successibles peut-il introduire l'action? Il semble que nous pouvons l'admettre comme nous l'avons fait pour l'annulation du testament.

7° Lorsque le parent a renoncé à la succession (1).

Il ne s'agit évidemment pas ici de la renonciation spéciale en faveur d'un cohéritier, qui se pratiquait dans les successions nobles, et qui fut étendue par la suite aux succes-

(1) GUENOUN. — Op. cit, chap. I.

sions roturières; cela n'intéresse pas le fisc. Il faut entendre par ce terme la répudiation de la succession. Elle est possible dans le droit coutumier qui admet l'adage « Nul n'est héritier qui ne veut ».

Quand un héritier a renoncé, les autres bénéficient de son geste, mais s'il était seul, c'est le fisc qui s'empare de la succession, devenue vacante, sous la réserve du respect des droits acquis par le renonçant, comme s'il était un cohéritier.

Mais ici, il y a certains points délicats. Comment doit avoir été faite la renonciation? Les uns avec **LEBRUN** disent que la renonciation peut être tacite, alors que d'autres, avec **POTHIER**, préconisent une renonciation expresse qui nous paraît plus logique, parce que créant une situation plus nette. Il faut d'autre part que l'héritier ait évidemment la capacité de renoncer.

Un autre problème intéressant, c'est celui de l'irrévocabilité de la renonciation qui fera naître pour le fisc un droit plus ou moins sûr. C'est pourquoi il y a discussion à ce sujet. Alors que les pays de droit écrit appliquent le principe de Justinien en faveur des enfants qui se sont abstenus, à condition que leur renonciation intervienne dans le délai de trois ans, des controverses s'élèvent dans les pays de droit coutumier. Les uns comme **LAMOIGNON** penchent pour l'application de la règle romaine, les autres, avec **LEBRUN** la répudient. Le Parlement de Paris rend, en 1701, un arrêt rejetant définitivement la renonciation. **POTHIER** est pour l'impossibilité de revenir sur la position prise par l'héritier, sinon il commet un vol. Ces discussions laissent évidemment de côté le cas de révocabilité de la renonciation provoquée par des manœuvres frauduleuses que l'on admet en toute équité.

8°) *Lorsque le parent est une femme mariée.*

Ce cas n'intéresse pas le fisc, puisque la dite femme n'est pas incapable de succéder, si elle est la seule enfant.

Nous avons ainsi passé en revue les divers cas de déshérence, et nous allons maintenant étudier l'exercice de ce droit.

II. — TITULAIRES DU DROIT DE DESHERENCE (1)

D'abord la rivalité existe entre les seigneurs hauts-justiciers et les seigneurs censiers et féodaux. Il n'y a aucune contestation pour les alleux, qui, d'un commun accord, relèvent des seigneurs hauts-justiciers dans le détroit desquels ils se trouvent. Pas de difficultés non plus pour les fiefs et autres tenures se trouvant dans la mouvance des seigneurs hauts justiciers.

Mais la question devient épineuse lorsque le bien est à la fois dans la mouvance d'un seigneur censier et féodal, et dans le détroit d'un seigneur haut-justicier.

Des solutions diverses ont été données, mais il semble d'une façon générale que ce sont les seigneurs hauts-justiciers qui ont triomphé. Ils ont en tous cas eu gain de cause à Paris.

Au XVI^e siècle, un autre dé est jeté sur le tapis: celui du roi. Les officiers royaux soutiennent, en effet que le droit de déshérence est un droit régalien, mais ici, la monarchie ne l'a pas emporté, car les seigneurs hauts-justi-

(1) GUENOUN. — Op. cit, chap. I.

ciers lui ont tenu tête jusqu'à la Révolution, dans la mesure évidemment où ces seigneurs hauts-justiciers ont survécu au mouvement de centralisation.

III. — ASSIETTE DU DROIT DE DESHERENCE

Il porte sur tous les biens du de cujus qui se trouvent dans le détroit du seigneur haut-justicier.

Pour les immeubles, on applique la règle de la territorialité des coutumes, car celles-ci sont *réelles*. Les immeubles reviennent donc au seigneur haut-justicier du lieu où ils sont situés.

En matière mobilière, on invoque au contraire la règle *mobilia sequuntur personam*, c'est donc le seigneur du domicile du de cujus qui recueille.

Ces deux règles sont admises par certaines coutumes; celle de Péronne déclare notamment que « les biens d'un trépassé, à faute d'apparent héritier, habile à lui succéder, appartiennent au seigneur justicier: à savoir, les immeubles au seigneur du lieu où ils sont assis, et les meubles, au seigneur du lieu où le défunt avait son domicile ».

En sens contraire, avec d'autres, la coutume de Paris prétend que « s'il y a biens vacants en divers lieux, chacun seigneur haut-justicier doit avoir ceux qui sont en sa seigneurie, tant meubles qu'immeubles ». C'est l'affirmation de la théorie de la souveraineté, attribuant les biens vacants au seigneur; et la souveraineté est territoriale.

IV. — CONSEQUENCES DU DROIT DE DESHERENCE (1)

Le seigneur est-il considéré comme un héritier ordinaire? Non! il est *loco heredis* et ne possède donc pas la saisine; il doit se faire envoyer en possession et prendre des mesures de publicité. Cette règle est généralement admise en dépit de quelques coutumes d'ailleurs assez incohérentes à ce sujet: notamment celles de Melun et d'Auxerre.

Le seigneur a 30 ans pour évincer ceux qui se sont établis dans le bien sans en avoir le droit, mais à l'inverse, les héritiers peuvent évincer le seigneur dans les 30 ans de l'envoi en possession de celui-ci.

Dans la plupart des coutumes, le seigneur n'est tenu aux dettes, qu'*intra vires hereditatis*, mais certaines, par exemple celle de Péronne exigent qu'il fasse inventaire, sinon il est tenu *ultra vires*. C'est ce qu'exprime la coutume de Chauny en disant: « Quand aucun décède sans héritier, les biens sont vacants et les peut le seigneur du lieu où ils sont assis, faire saisie, inventaire, régir et gouverner par gens solvables jusqu'à l'an et jour du trépas ».

V. — APPENDICE: DES DROITS REGALIENS RELATIFS A LA VACANCE DES BENEFICES ECCLESIASTIQUES ET A CELLE DES OFFICES

Ces deux droits ont un lien de parenté avec le droit de déshérence proprement dit, mais, alors que la vacance ecclésiastique donne droit à l'exercice d'une sorte de droit

(1) GUENOUN. — Op. cit, chap. I.

de déshérence temporaire en attendant la nomination du nouveau titulaire du bénéfice, celle des offices engendre plutôt un droit de mutation que nous étudierons sous cette rubrique.

De la vacance des bénéfices ecclésiastiques et du droit de régale (1).

Ce droit que nous pourrions encore étudier à côté du droit de garde noble, trouve son origine dans un usage de l'époque gallo-franque où le roi intervenait dans la nomination des prélats pour éviter qu'il n'y en eut de mauvais abusant de leur situation pour dilapider le patrimoine de l'Eglise. Sous couleur de la protéger contre ces usurpations, les rois s'adjudgèrent le droit de régale qui consistait à gérer les biens des évêchés vacants et à en percevoir les fruits; et l'Eglise dut en prendre son parti.

Le principe fut définitivement consacré au XIII^e siècle au profit du roi ou même des grands féodaux, car eux aussi en bénéficièrent bien que ce droit s'appelât régale, à condition qu'ils l'exerçassent effectivement. Un mouvement doctrinal né au XIV^e siècle tendit à refuser ce droit aux seigneurs en leur superposant d'abord le roi, et triompha définitivement au XVI^e siècle où ce droit devint l'apanage du roi seul; il n'y eut dès lors, plus de contestation.

L'Eglise de son côté, pour conserver le principe de ses droits présentait le droit de régale comme un cadeau fait au roi pour le service de garde qu'il accomplissait, mais c'était bel et bien la carte forcée, contre laquelle elle ne pouvait rien.

(1) VUITRY. — Régime financier de la France avant 1789, 1878, p. 299.

BEAUMANOIR justifia cette institution en disant que le roi en vertu du droit de garde universelle avait une obligation de haute police et de protection sur tous les biens du royaume, et cela pour ce qui est du droit de régale présentait une connexité certaine avec le droit de garde noble exercée par le seigneur sur les fiefs tenus de lui par des mineurs.

Ce droit s'étendit à tous les évêchés dans le domaine du temporel, il prétendit même s'immiscer dans celui du spirituel, et ce fut la source d'interminables conflits que nous n'avons pas à étudier ici.

CHAPITRE II

ETUDE DETAILLEE DE CERTAINS DROITS HEREDITAIRES PARTICULIERS

Nous avons préféré réserver un chapitre spécial à l'étude de certains droits signalés au chapitre précédent, pour éviter de la scinder en deux, en examinant tour à tour les incapacités de recevoir et de transmettre auxquelles donne lieu l'exercice de ces droits. C'est ce que nous allons voir en traitant les questions qui vont suivre.

I. — La question des serfs; le droit de mainmorte (1)

La tenure servile qui était devenue le mode d'exploitation courant des grands domaines gallo-romains, n'a fait

(1) PERROT, — P. 230. — OLIVIER-MARTIN, n° 473 et 1052.

que progresser au cours du haut moyen-âge pour devenir général sous la féodalité.

Le serf n'avait aucun droit, donc pas d'hérédité, c'était ce qu'on appelait la mainmorte.

Au XIII^e siècle, le servage est la règle partout, sauf en Bretagne et en Normandie. Au XIV^e siècle, il devient l'exception lorsque le roi, en 1315, offre la liberté à tous les serfs du domaine de la couronne, moyennant finance, et que son geste est imité par beaucoup de seigneurs. Le servage cependant existe encore, absolu en Bourbonnais et en Nivernais, et atténué dans la Touraine, le Berry, la Marche, l'Auvergne, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Bresse.

Comme le serf était incapable de transmettre, à l'origine, le seigneur recueillait tous ses biens, à titre de succession vacante, car « le serf mort saisit le vif son seigneur », et se gardait par conséquent de payer les dettes.

Il existe deux sortes de mainmorte: elle peut être générale, c'est-à-dire mobilière et immobilière, ou spéciale aux meubles et aux immeubles, auquel cas, le serf a le droit de transmettre l'une ou l'autre de ces deux catégories de biens.

Une règle découle logiquement du droit de mainmorte: c'est l'incapacité de tester. Mais, si à l'origine cette incapacité fut totale, il n'en fut pas de même par la suite, car l'Eglise obtint, non sans résistance il est vrai, que le serf put faire des legs pieux ou aumônes de cinq sous d'or, pour le salut de son âme. D'autre part, certaines coutumes telles que celles de Vitry et de Troyes admettaient que le serf pouvait disposer de ses biens non frappés de mainmorte.

Tel était le principe. Mais le droit de mainmorte s'adoucit de bonne heure et dans le Nord et l'Est, on considéra bientôt que le seigneur ne pourrait prendre qu'un seul objet mobilier de son choix « le meilleur catel ». Une autre

restriction consista à permettre la transmission héréditaire lorsque le serf avait des héritiers en ligne directe. Enfin, une autre dérogation est apportée un peu plus tard au droit de mainmorte par la pratique des communautés taissables. On soutient alors que la tenure appartient, non pas au serf à titre individuel, mais à la communauté qui s'est tacitement créée entre les serfs groupés sur la tenure. Cette idée prend corps au XI^e siècle, et on l'admet d'abord pour les communautés entre parents et enfants serfs en Bourgogne; puis on l'accepte pour tous les parents, et on l'étend enfin, à tous les serfs. En même temps, l'évolution se poursuit au point de vue territorial et beaucoup de coutumes se conforment à cette pratique; citons celles de Franche-Comté, de Vitry, du Nivernais, du Bourbonnais et de Troyes. Le principe se généralisa au XVI^e siècle.

Sous ce régime, lorsqu'un serf meurt, sa part accroît à celle des autres communistes, et il ne peut, de ce fait y avoir ni succession, ni vacance.

Il n'y eut plus dès lors, d'empêchements à ce qu'un serf put faire un testament, puisque cela ne causait aucun préjudice au seigneur; mais on lui refusa néanmoins le droit de léguer son bien à tout autre qu'à un mainmortable de la même seigneurie; et cela se conçoit aisément.

Certaines coutumes admettent d'autre part, que la communauté est dissoute lorsqu'un serf s'en éloigne pour faire « pain séparé », et que le droit de mainmorte reparait alors pour disparaître à nouveau suivant quelques coutumes telles que celles de Bourgogne et du Nivernais, si la communauté est reconstituée par le retour du serf.

Le servage disparut presque complètement lorsque par l'ordonnance de 1779, à l'exemple de la Savoie, et sous l'influence des campagnes de Voltaire, le roi donna gratuitement la liberté aux serfs de son domaine, invita les sei-

gneurs à en faire autant et abolit le droit de poursuite. Ce mouvement d'affranchissement général rencontra malheureusement le mauvais vouloir de beaucoup de seigneurs et les difficultés de formalités bureaucratiques. Il faut donc attendre la Révolution pour voir l'abolition du droit de mainmorte.

A côté de la mainmorte servile, il est bon de signaler l'existence d'autres sortes de mainmortes pour lesquelles nous renvoyons à l'étude du droit d'amortissement.

II. — *La question de la mort civile* *Le droit de confiscation (1)*

La mort civile qui a disparu de nos institutions, remonte au droit romain. On décidait que celui qui en était frappé ne pouvait transmettre ses biens. Ceux-ci faisaient l'objet d'une confiscation par le trésor, et à Rome, on admettait des restrictions au profit de certains parents dont le nombre fut étendu par Justinien. Mais le droit féodal l'appliqua très rigoureusement jusqu'au XIV^e siècle. Les condamnés à la mort civile ne pouvaient ni transmettre, ni recueillir. D'abord infligée pour crime de félonie, on l'étendit ensuite à beaucoup de délits qui engendraient un droit de confiscation plus ou moins large. D'une façon générale, la mort civile dérive comme peine accessoire, de certaines condamnations telles que la peine de mort, les galères perpétuelles, le bannissement perpétuel, la prison perpétuelle, ce dernier cas restant rare.

(1) VUITRY. — P. 314.

En général, c'est le fisc du seigneur justicier qui accapare les biens du mort civil en vertu de l'adage « qui confisque le corps, il confisque les biens ».

En cas de falsification de sceaux, c'est le fisc du chancelier qui en est bénéficiaire.

Certaines conditions doivent être observées. Il faut que la condamnation soit prononcée contradictoirement ou que le délai de cinq ans soit écoulé depuis l'exécution en effigie s'il s'agit d'un contumace.

Enfin, il y a des dérogations au principe. Les condamnations militaires n'entraînent pas confiscation. Il faut, d'autre part que la condamnation soit définitive, sinon le mort civil peut dans l'intervalle recueillir des biens, ce qui ne ferait qu'accroître les droits du fisc, ou s'il meurt, transmettre à ses héritiers ses biens et son droit de venir à une succession, car il est censé avoir gardé sa capacité.

Enfin, les coutumes du Maine, de l'Anjou, de la Gasconne, et autres, n'admettent la confiscation que pour crime de lèse-majesté. Pour les autres cas, il n'y a qu'ouverture prématurée de la succession, la capacité de transmettre demeurant intacte.

Disons aussi un mot de la confiscation des biens de ceux qui quittaient définitivement et sans autorisation la seigneurie; pour eux aussi, il y a une sorte de mort civile. L'illustration la plus fameuse est celle des émigrés protestants lors de la révocation de l'Edit de Nantes. Les biens du révolté lui étaient rendus s'il revenait avant que le jugement de confiscation ne fut devenu définitif.

III. — *La question des religieux profès* (1)

Les vœux solennels entraînaient une sorte de *capitis deminutio* leur ôtant le droit de transmettre et de recueillir des biens. Il faut, semble-t-il, rattacher ce principe au droit monacal. D'après la novelle V de Justinien, les monastères étaient héritiers des biens dont le religieux n'avait pas disposé avant d'y entrer. Il était une espèce de fils de famille ou d'adrogé romain.

Pour être religieux profès, il fallait avoir prononcé devant l'autorité compétente les trois vœux solennels de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, car les vœux ne pouvaient être tacites; avoir fait un noviciat d'un an, pendant lequel l'habit ne faisant pas le moine, l'incapacité n'existait pas encore. Il fallait aussi avoir l'âge requis: on exigeait primitivement 25 ans pour les hommes; une ordonnance de Blois fixa la limite à 16 ans pour les deux sexes; et, en 1768, on prescrivit 21 ans pour les hommes et 18 ans pour les femmes.

Si le religieux avait prononcé les vœux contraint et forcé, il pouvait en demander l'annulation.

Le droit coutumier (Reims, Bercy, Sens, Nivernais, Péronne, Artois, etc.), soutenait par contre que la succession dans le cas présent comme pour la mort civile s'ouvrait du vivant du religieux et que les parents en profitaient. « Religieux et religieuses profès, dit la coutume d'Artois, sont réputés morts civils et ne pourront jamais venir à succession, ni le monastère pour eux; et si auparavant leurs suc-

(1) GUENOUN, Ch. I.

cessions, ils n'ont disposé de leurs biens, yceux biens, soit meubles ou immeubles appartiennent à leurs héritiers ab intestat, sans que le monastère n'y put prétendre droits successifs ou autres ».

Etant donné ce qui précède, il semble que la vocation des monastères devait être bien maigre et l'on peut se demander de quels biens ils pouvaient bien hériter; mais il ne faut pas oublier que ce que nous avons dit n'a trait qu'aux biens que le religieux possédait au moment de prononcer ses vœux. Depuis, il a pu en avoir acquis d'autres en dépit de son vœu de pauvreté: par exemple, s'il avait été pourvu d'un bénéfice ecclésiastique comme un prieuré ou une cure, et ce cas n'était pas rare; c'est alors de ce bien que pouvait hériter le monastère auquel il appartenait. Cela cessa d'ailleurs d'exister lorsque le Parlement de Paris eut décidé au XVII^e siècle que les revenus de ces bénéfices seraient directement perçus par les monastères; mais il fallait au moins que ces monastères fissent partie d'une congrégation pour le moins tacitement autorisée.

Les vœux en principe éternels pouvaient disparaître lorsque le religieux en était relevé pour devenir évêque par exemple. Il passait alors dans le clergé séculier: c'était une sorte de résurrection qui fut admise par le Parlement de Paris en 1585. Cela pouvait aussi se produire au cas où la Congrégation était supprimée comme le fut celle des Jésuites en 1764. Dès lors, l'ancien religieux recouvrait la pleine capacité de recevoir et de transmettre, et il semble bien que l'on puisse admettre son droit de rentrer en possession de ses biens relatifs à sa succession ouverte avant l'heure. Et si ces biens étaient allés au fisc seigneurial pour défaut d'héritier, en vertu du jeu de certaines règles féodales, il y avait là quelque chose d'analogue à la garde des biens de mineurs que nous étudierons plus loin.

IV. — *La question des bâtards; le droit de bâtardise* (1).

Ils étaient originellement décrétés incapables de transmettre et d'hériter, c'était le seigneur qui recueillait les biens en vertu du droit de bâtardise.

Ce droit n'existait pas sous les rois des deux premières races qui admettaient la transmission aux bâtards, même de la couronne. Les Capétiens, réagissant en droit public contre ce principe, il y eut un rejaillissement sur le droit civil et le droit du seigneur fut absolu ainsi que le relatent l'Echiquier de Normandie et les Etablissements de Saint-Louis (L. I, chap. 98). Sous Saint-Louis cependant, « le seigneur succédait dans sa chatellenie à tout bâtard, mais seulement s'il décédait sans hoir et sans lignage. Quand les biens étaient situés dans des lieux différents, chaque seigneur succédait à ce qui se trouvait dans sa seigneurie ». On admettait pourtant que sur les meubles, le bâtard pouvait faire des legs, et sa femme pouvait avoir la jouissance d'un douaire qui à sa mort, retournait au seigneur.

De même avec BEAUMANOIR, on en vint à reconnaître au bâtard le droit de tester à l'encontre du seigneur, et ce droit d'abord de pure faveur fut considéré ensuite comme acquis.

Sous Philippe le Bel et Charles VI, le roi commença à écarter les seigneurs ainsi qu'il ressort des ordonnances de 1301 et 1386, et le droit du roi devint absolu, sauf si certaines conditions étaient réalisées, au profit des seigneurs. Il

(1) VUITRY, p. 295 et s.

fallait pour cela: que le bâtard fut né dans la seigneurie, qu'il y fut décédé et que le bien fut aussi situé sur le territoire de la seigneurie.

L'évolution se poursuit et au XVIII^e siècle POTHIER affirme que « pour avoir droit de transmettre succession, il n'est pas besoin d'être né de légitime mariage ». Le droit de bâtardise se confond avec le droit de déshérence ordinaire.

. V — *La question des droits d'aubaine et d'avenage*
Notions de droit international privé (1)

Ce droit qu'il faut entendre ici au sens restreint d'incapacité de transmettre et de succéder, qui a disparu définitivement de nos institutions sous la Restauration est pour ainsi dire vieux comme le monde.

Nous avons vu la condition précaire des pérégrins, ou hostes, à Rome, et notre droit s'en est inspiré, ainsi que du droit barbare. L'incapacité des étrangers tenait surtout au fait d'ordre plus général: l'incapacité d'être réellement propriétaires, car ils n'avaient pas le droit de port d'armes « ad quencumque hereditas terrae pervenerit, ad illum vestis bellica aut lorica debet pertinere », c'est ainsi que s'exprime la loi des Angles (Titre VI, §5). Les biens fonds ne pouvaient être acquis que par des hommes faisant partie intégrante de la Nation et capables de prendre des armes pour la défense générale.

L'incapacité de tester en découlait logiquement. Cet état de choses persiste pendant tout le haut moyen-âge, la terre

(1) DÉMANGEAT. — Hist. de la condition civile des étrangers en France 1844. — VUITRY, p. 296 et s. — GUENOUN, Ch. I. — OLIVIER-MARTIN, n° 271 et 295.

salique ou alleu étant l'apanage exclusif des guerriers francs.

C'est dans cet ordre d'idées que se place le capitulaire de 806, testament de Charlemagne, dans son § 9, lorsqu'il exprime le désir que les sujets de ses trois fils qui se partageront son royaume, puissent librement recueillir ou transmettre leurs successions d'un royaume à l'autre à l'exclusion des étrangers. Le même principe est observé dans les capitulaires de 817 et 837 de Louis le Débonnaire. On fait cependant exception pour les bénéfices, et cela se conçoit fort bien, car l'on veut éviter la création d'un noyau étranger puissant dans un royaume.

Sous la féodalité, le principe est maintenu, mais en raison du morcellement du territoire, chaque seigneurie formant un petit royaume on fera une distinction entre les étrangers au royaume ou aubains proprement dits et les étrangers à la seigneurie ou forains.

Les forains étaient moins durement traités que les autres. On considérait comme forains ceux qui étaient étrangers à la châtellenie ou à l'évêché; ici, l'on admettait comme tels ceux qui étaient baptisés en dehors du diocèse. Certaines coutumes n'en exceptent même pas l'évêque.

Suivant les établissements de Saint-Louis, reflet de la généralité des coutumes, ils étaient tenus de faire aveu au seigneur dans l'an et jour, sinon celui-ci pouvait confisquer leurs biens, les mettre à l'amende et procéder à l'aveu forcé, ce qui empirait leur situation.

Soumis au droit d'*avenage* ou d'*aubainage*, l'étranger en mourant devait léguer au seigneur une certaine somme, à défaut de quoi celui-ci pouvait prendre tous ses meubles à l'exclusion de tous héritiers. C'est ce qu'exprime la coutume du Loudunois en ces termes: « Quand aucuns forains qui ne sont du diocèse, décèdent en sa justice, le seigneur

a droit d'avoir l'aubainage: c'est à savoir une bourse neuve et quatre deniers dedans; il doit être payé le droit d'aubainage au seigneur, son receveur, ou en son absence, à autre son officier, avant que le corps du décédé soit mis hors de la maison où il était trépassé, et en défaut de payer le dit aubainage, le dit seigneur peut prendre et lever soixante sols d'amende sur les héritiers et biens dudit défunt, ensemble son dit aubainage ».

Ce droit était à l'origine perçu par le seigneur direct, mais on décida ensuite, vu le morcellement des fiefs, que seul le grand vassal de la couronne ou baron pourrait l'exiger.

De bonne heure, les Capétiens devenant les vrais maîtres de tout le royaume, il parut illogique de maintenir ce vestige de morcellement. Cette idée trouva d'autre part un fondement solide dans le mouvement d'émancipation des communes dont les chartes excluaient nominativement le droit d'aubainage. D'autre part, Louis VI qui s'ingénia à « supprimer mauvaises coutumes », permit selon la charte de Louis VII de 1145, aux étrangers de venir ou de s'en aller avec leurs biens, sans être inquiétés, même quand la seigneurie d'où ils venaient serait en hostilité avec le roi ».

Enfin, en procédant à l'abaissement systématique des grands feudataires, les rois, aidés des légistes, s'imposèrent comme titulaires exclusifs des droits sur les étrangers; or, les seuls étrangers pour eux, c'étaient les étrangers au royaume. Le droit d'aubainage disparut complètement, en principe, sous Philippe le Bel, corrélativement à l'exercice par le roi seul du droit d'aubaine. En fait, des exceptions subsistèrent certainement, puisque certaines coutumes en parlent encore comme nous l'avons vu lors de leur rédaction au XVI^e siècle.

Les aubains, ou étrangers au royaume, sont ainsi dénom-

més soit du fait qu'ils étaient *alibi nati*, soit, plus probablement du mot de *albani*, c'est-à-dire Ecossais, terme générique pour désigner alors les étrangers. Ils connaissent une condition bien plus dure, comme en Germanie.

A l'origine, les seigneurs ou le roi à leur défaut, pouvaient les réduire en serfs ou mainmortables. Cette servitude de corps ne fut guère complètement abolie que vers le XV^e siècle en raison de la résistance des seigneurs et des églises, comme pour le servage ordinaire; et encore, la libération individuelle ou collective ne s'obtint-elle qu'à prix d'argent, en dépit de l'idée de fraternité des chrétiens née des Croisades et de l'action du roi que les légistes proclamaient « patron de tous les étrangers entrant en royaume ».

Il faut cependant faire une distinction si l'étranger est un noble: c'est ce qui découle du dire de BEAUMANOIR: « Il y a telle terre, quand un homme libre qui n'est pas de lignage y est résidant un an et jour qui devient serf au seigneur ». Certaines coutumes accordent à l'aubain le droit « de s'avouer pendant l'an et jour l'homme du seigneur; sinon, il est un homme sans aveu », et il est acquis comme serf, car « quand on est noble, on ne peut être épave ».

Il ressort de ce qui précède que bien souvent, c'est en vertu du droit de mainmorte que le fisc succèdera à l'aubain réduit en servage. Mais, quand il reste libre, le seigneur lui succède néanmoins, car sa succession est considérée comme étant en déshérence: c'est ce qu'on appelle le droit *d'aubaine*.

Ce droit est à l'origine absolu et porte sur les meubles et immeubles. Le testament est exclu pour tous les biens sis dans la seigneurie, sauf pour les legs pieux jusqu'à concurrence de 50 sous d'or, et ici, il y a des contestations

entre les seigneurs et les gens de l'Eglise qui témoignent d'un zèle farouche jusqu'à faire eux-mêmes le testament que le défunt a négligé de faire, mais il demeure valable pour les biens qui se trouvent à l'étranger, en vertu du principe de la territorialité des coutumes.

Au XIII^e siècle, les rois commencent à vouloir s'attribuer le droit d'aubaine au détriment des seigneurs. Au XIV^e siècle, ils continuent à proclamer leurs droits. Philippe le Bel dans une ordonnance de 1301 reconnaît encore pourtant le droit des seigneurs, mais partout où ils ne sont pas fondés en titre, c'est-à-dire autorisés par le roi, celui-ci peut réclamer la succession de l'aubain, et ses officiers peuvent se substituer au seigneur lorsque celui-ci néglige de réclamer l'aveu : c'est ce que nous dit par exemple la coutume de Champagne : « Quand aucun aubain vient demeurer dans la justice d'aucun seigneur, et li sire dessous qui il vient ne prend le service dedans l'an et jour, si les gens du roi le savent, ils en prennent le service et est acquis au roy ».

Un peu plus tard, ils affirment davantage leurs prétentions et les contestations disparaissent par exemple pour la Champagne, ainsi qu'il résulte d'une lettre patente de Charles VI en date du 5 septembre 1386 : « En notre comté de Champagne, sont et doivent être à nous, de nostre droit, tous les biens meubles et immeubles des personnes gens aubains et épaves, et qui y trépassent sans convenables héritiers, et en quelque haute justice qu'iceux épaves ou aubains soient demeurant et voient de vie à trépasement, et où que leurs biens soient ».

Le mouvement se généralise, et au XVI^e siècle, en dépit des résistances des seigneurs, quelquefois soutenus par certaines coutumes (Hainaut, Senlis, Anjou, Tours, Sens, Auxerre, Bourbonnais et la Marche) et de certains juris-

consultes comme DUMOULIN; les autres légistes et coutumes sont pour le roi. LOYSEL n'admet plus contre les prérogatives royales que celles de certains seigneurs fondés en titre, et BACQUET décrète que le droit d'aubaine est domanial. La Cour des Comptes de son côté déclare que c'est un droit régalien au sens strict du mot.

A cette tendance centralisatrice correspond un adoucissement de la condition des aubains.

Déjà, nous voyons, au XIII^e siècle, d'après les Etablissements de Saint-Louis et la coutume d'Anjou glosée un siècle plus tard, que les seigneurs ne peuvent plus prélever que la moitié des meubles si l'aubain laisse des « hoirs légitimes procréés de son corps dans le royaume ». C'est le *droit d'escheote*. Si le seigneur prend tout, il a charge de payer les dettes et de « faire s'aumosne », c'est-à-dire d'acquitter les legs. Mais d'autres coutumes évoluent plus lentement. Le droit de recueillir demeure plus rigoureusement interdit. Louis X, « considérant que ce royaume est nommé le royaume de France, et voulant que les choses soient accordantes au nom », ordonna en 1315 que dans tous ses Etats « servitude soit ramenée à franchise », mais cela resta lettre morte.

En 1315, aussi, le roi, par lettre de naturalité individuelle ou collective, exempte du droit d'aubaine les écoliers étrangers de l'Université de Paris.

En 1364, pareille faveur est accordée aux marchands castillans.

En 1384, le droit d'aubaine est aboli en Languedoc; le Midi d'ailleurs était en avance sur le mouvement, car il vivait sous l'influence du Bréviaire d'Alaric qui ne distinguait pas les étrangers, et aussi en raison du développement du régime municipal très libéral, même pour les serfs

et à plus forte raison pour les étrangers. L'exemple est bien-tôt suivi par Lyon, Bordeaux, Calais et Dunkerque.

On étendit le principe aux soldats de l'armée royale et aux ouvriers des mines et manufactures et aux représentants étrangers. Puis ce fut admis, pour certaines catégories de biens telles que les rentes sur l'hôtel de ville de Paris. Ensuite, on eut recours à certaines distinctions émises par la jurisprudence. La Cour des Comptes jugea que si le roi seul succédait aux aubains et excluait les enfants nés à l'étranger, et c'est normal si l'on admet avec les auteurs que les successions sont régies par la loi nationale, par contre, il se voyait primé par les enfants nés en France, car, comme le dit LEBRUN, « les enfants regnicoles, valent à l'aubain lettres de naturalité » ; pour rester dans la logique, on reconnut que les enfants nés à l'étranger pourraient concourir avec les autres. Mais la réciproque n'est pas vraie, et l'aubain ne peut hériter de ses enfants régnicoles, car les étrangers sont toujours incapables de recueillir. Et ceci est tellement vrai que même si cet étranger est l'enfant d'un Français né à l'étranger, il faut pour qu'il hérite des biens situés en France, une lettre de naturalité, à moins qu'il ne soit né au cours d'un voyage de ses parents qui avaient conservé « l'esprit de retour ».

C'est ici qu'il convient, par analogie, d'ouvrir une parenthèse à la question de la confiscation des biens des Français qui depuis l'ordonnance de 1660, et c'est le cas des Huguenots, vont s'établir à l'étranger sans esprit de retour et sans autorisation du roi.

Au XVII^e siècle, le roi commence à faire avec les nations voisines des traités réciproques abolitifs ou restrictifs du droit d'aubaine, qu'on devait, d'ailleurs interpréter restrictivement, et, par exemple, ne pas étendre aux colonies sans mention spéciale.

Au XVIII^e siècle, il existe quatre-vingts de ces traités, notamment avec l'Allemagne, la Hollande et la Russie. Souvent aussi dans ces traités, on ne supprime le droit d'aubaine que pour le remplacer par un impôt, c'est le droit de *détraction* variant de 5 % à 10 % et 20 %.

A la fin de l'Ancien Régime, c'est donc à la lumière de ces restrictions qu'il faut voir le droit d'aubaine. Nous pouvons pour nous résumer, essayer d'en dresser une liste qui nous permettra de voir qu'il ne restait pas grand'chose du droit primitif. En étaient exempts dans des mesures différentes: les étrangers nobles résidant en France, ceux qui ont une lettre de naturalité, les commerçants et industriels, ceux résidant dans des provinces ou villes de France où le droit d'aubaine n'existe pas, ceux qui sont nés dans certains pays qui ont traités avec la France; les représentants des pays étrangers: ambassadeurs et consuls et certaines personnes relevant d'eux.

Le droit d'aubaine, en somme, était devenu d'un si faible profit pour l'Etat, que Necker proposa de l'abolir en 1787. Mais le projet ne fut pas mis à exécution, et ce n'est que sous la Révolution qu'il vit le jour comme nous le verrons en étudiant la question à cette époque. Ce fut l'œuvre d'un texte du 6 août 1790.

CHAPITRE III

DROITS FEODaux RELATIFS A CERTAINES SUCCESSIONS

I. — DROITS DE MUTATION (1)

De même que le seigneur exerçait le droit de déshérence, lorsque la tenure devenue héréditaire venait à être vacante, de même, ayant perdu du fait de cette hérédité les avantages qui résultaient pour lui de la concession viagère, il imagina de se dédommager en percevant ce qu'on appellerait aujourd'hui un droit de mutation, droit qu'il s'arrogeait en invoquant le principe du double droit de propriété. Le seigneur, propriétaire éminent, concédait, en effet, à l'origine, la propriété utile de la tenure à un nouveau concessionnaire, lorsque la mort du tenancier lui en rendait la pleine propriété. Pour les tenures roturières, la pratique de l'hérédité conféra au titulaire le droit de choisir son héritier, et le seigneur ne donnait qu'une sorte d'investiture tacite, moyennant perception d'un droit que l'on peut comparer au droit de présentation: c'était le droit de *relevaison* assez faible d'ailleurs, qui représentait deux années de cens. Ce droit disparut par application de la théorie de la saisine.

Pour les tenures nobles, le même phénomène se produisit, mais plus lentement. On estimait primitivement que

(1) WUITRY. — Op. cit., p. 276. — GUENOUN, op. cit., ch. IV. — PERROT, op. cit., p. 210 et s.

le contrat de concession du fief étant viager, devait être renouvelé à la mort de chaque partie contractante: suzerain et vassal. Lorsque l'hérédité fut admise, l'héritier, dans les limites de la dévolution des fiefs, *portait foi et hommage* au suzerain qui pouvait ne pas l'agréer. En général, le nouveau contrat était conclu, mais non sans cadeaux offerts par le vassal, en récompense de l'investiture que lui donnait le suzerain. Le caractère financier devint même bientôt l'essentiel de l'opération, la cérémonie primitive n'ayant plus de raison d'être avec les nouvelles mœurs, devenant une formalité ridicule et tendant à disparaître. De plus en plus l'agrément devint de plein droit, et le *droit de relief* ou *rachat* ne fut plus qu'un simple droit de mutation, estimé en général, à une année de revenu net.

Ce droit de mutation parut lui-même inopportun, car la propriété s'affirmait de plus en plus pleine et entière, et perdait son caractère de tenure. Dès lors, pourquoi payer un droit au seigneur, puisque la propriété éminente n'existe plus? Cette discussion est la base même de la théorie de la *saisine*. Anciennement, à la mort du vassal, le fief et la tenure roturière étant viagers faisaient retour au seigneur, et celui-ci saisissait l'héritier.

Nous avons vu que cette saisine, d'abord à la discrétion du seigneur, devint ensuite obligatoire lorsque les fiefs et tenures devinrent héréditaires. Mais jusque là, le seigneur intervenait forcément pour donner l'investiture, car l'on disait: « Le mort saisit le vif son seigneur ». On arriva cependant à admettre pour les tenures roturières d'abord, pour les nobles ensuite, un adage contraire, pour les héritiers en ligne directe: « Le mort saisit le vif, son hoir le plus prochain ». C'est ce qui se passa depuis le XIII^e siècle. Mais les coutumes ne sont pas uniformes à ce sujet, l'Echi-

quier de Normandie est de cet avis, et ses arrêts se placent à l'avant-garde du mouvement, c'est encore lui qui prend l'initiative d'étendre le principe aux collatéraux dans un arrêt de 1236 qui fait école parmi tous les coutumiers normands.

La nouvelle théorie prend de l'extension. On la prône en Vermandois comme nous l'apprend Pierre de Fontaine, en 1258, « le plus prochain héritier est en saisine de l'héritage du mort ».

Les Etablissements de Saint-Louis, eux aussi, s'en font l'écho, lorsqu'ils disent: « Le mort saisit le vif et l'héritier doit avoir saisine si autre ne se trouve avant qui ait plus grand droit en la chose ».

BEAUMANOIR le concède avec une restriction cependant: « L'héritier peut entrer en la chose dont la coutume lui donne saisine, sans parler au seigneur, sauf que si c'est un fief, l'héritier doit aller à l'hommage du seigneur, dans les quarante jours qu'il est entré en saisine ».

Dans le même sens conclut l'ancienne coutume de Bourgogne en 1360.

Dans le clan opposé, il faut placer les Assises de Jérusalem au XIII^e siècle et la très ancienne coutume de Bretagne, au XIV^e siècle qui n'admettent la saisine de l'héritier qu'en ligne directe. Une réaction profonde se produit même. Jean d'AYMARD reconnaît la saisine de l'héritier direct à l'égard des tiers, mais la refuse à l'encontre du seigneur.

La coutume du châtelet va plus loin: elle dénie à l'héritier la saisine, même à l'égard des tiers.

La règle « le mort saisit le vif son hoir le plus prochain » s'étend ensuite en droit écrit, à tel point qu'elle sera considérée comme *coutume générale de France*.

Nous trouvons dans la coutume d'Arras: « En matière

de successions, le mort saisit le vif son plus prochain héritier habile à lui succéder sans qu'il soit besoin de faire aucune appréhension des biens ». La même idée est exprimée dans les coutumes de Douai, du Nivernais et de Normandie.

Certaines coutumes, et c'est le cas de celles du Loudunois et de Montargis par exemple, font encore une distinction, admettant la saisine à l'égard des tiers, mais non des seigneurs.

Enfin, lorsque la saisine fut devenue « *coutume notoire de France* », comme disaient les auteurs, on tenta de donner une explication théorique à la règle : « le mort saisit le vif » sur l'origine de laquelle s'opposent romanistes, juristes et historiens. La thèse qui prévaut, semble-t-il, et c'est la plus intéressante pour nous, c'est celle de ces historiens qui, avec de Laurière y voient une réaction contre la nécessité de l'ensaisinement seigneurial, et nient le bien fondé de son corollaire : le droit de relief.

Parallèlement à ce courant réactionnaire dirigé contre les seigneurs, il y eut une intervention royale, tendant à réglementer l'exercice du droit de relief, sur le domaine de la couronne, et ces mesures eurent une répercussion sur ceux des grands vassaux. C'est ainsi, par exemple, qu'une ordonnance de Saint-Louis de 1235 permit au seigneur suzerain de s'emparer du fief pendant un an si le fils du vassal n'avait pas de quoi payer le droit de mutation pour cause de mort.

Le roi essaya d'autre part de soustraire aux seigneurs ce droit de mutation pour se l'approprier. A l'époque de la concentration des pouvoirs, les juristes qui plaidaient la cause de la royauté, non seulement invoquèrent à ce sujet le droit romain ou l'impôt sur la succession, la *vicesima hereditatum* est à l'origine une prérogative du souverain,

donc du roi seul en tant que chef de l'Etat; mais encore tentèrent de renforcer sur ce point la position du roi en tant que suzerain suprême donc seul propriétaire vraiment éminent. Mais cette théorie ne prévalut pas et dans nombre de coutumes, le droit des seigneurs est resté incontesté jusqu'au décret du 4 août 1789 supprimant les droits féodaux.

Disons enfin que même les alleux, au XVII^e siècle furent soumis à un droit de mutation que le roi imposa, dans le détroit de sa justice, en vertu de sa *directe universelle*: ce fut le *centième denier*.

II. — *Droit de garde noble* (1)

Ce droit qui prend le nom de *garde seigneuriale* ou de *garde royale* suivant la qualité du suzerain qui l'exerce, est le droit pour ce dernier, d'avoir la jouissance des fiefs lorsque ceux-ci tombent par succession mortis causa entre les mains de mineurs. Si les dits fiefs ne sont pas baillés à un parent des mineurs, c'est le seigneur qui doit les gérer et les maintenir en bon état jusqu'à sa majorité. Ce droit qui se déguise sous le prétexte d'un service rendu, est en réalité une source de revenus qui fut disputée entre le roi et les seigneurs, comme pour la vacance des bénéfices ecclésiastiques, mais ici non plus, le roi ne l'emporta pas et cela dura jusqu'à la Révolution.

(1) VUITRY. — P. 281. — PERROT, p. 218,

III. — *Droit de franc fief* (1)

Il s'apparente au droit d'amortissement. Il était dû à l'occasion de l'acquisition d'une terre noble par un roturier. La terre est affranchie de certains droits féodaux et le droit de franc fief se présente comme la contre-partie de cet *abrègement* qui cause un préjudice aux seigneurs supérieurs et notamment au roi. Ils n'admettent par suite l'affranchissement que moyennant finance.

Ici, comme pour l'amortissement, le roturier pourra, ou bien se dessaisir de la terre, ou bien payer le droit de franc-fief, ce qui fut la solution la plus souvent admise; si bien que l'on définit le droit de franc-fief « le prix de la permission accordée par le roi à des roturiers de posséder des fiefs abrégés ».

Est-ce à dire que le roi était seul à percevoir ce droit? A partir du XIII^e siècle, il émet cette prétention pour évincer les seigneurs intermédiaires, comme il le fit pour le droit d'amortissement, par la même ordonnance de Philippe le Hardi de 1275.

D'après ce texte: la finance s'élèvera à deux années de revenu, si les droits féodaux ne sont qu'amoindris par l'abrègement et à quatre années, si le fief est converti en roture.

Le droit sera perçu par le roi, à moins qu'il n'ait déjà été perçu par trois seigneurs intermédiaires, ou que le fief ne soit dans la mouvance d'un grand baron. Mais plus tard, l'évolution se poursuivra en faveur du roi comme pour le droit d'amortissement.

(1) VUITRY, p. 291. — PERROT, p. 220.

IV. — *Droit d'amortissement* (1)

Bien que ce droit n'ait rien de commun avec un droit de mutation, il convient d'en dire cependant quelques mots, car comme nous le verrons pour la *paulette*, il est en somme le dérivé d'un droit de mutation qu'on ne peut plus percevoir dans certaines circonstances.

Ce droit qu'a conservé notre législation moderne, est basé sur le fait que les biens de mainmorte étant propriété collective ne peuvent faire l'objet de droits de mutations mortis causa puisque le communisme qui meurt ne transmet pas sa part de biens indivis; elle ne fait qu'accroître à celle des autres.

Au moyen-âge, lorsqu'un bien féodal tombait dans le patrimoine d'une personne morale: établissement religieux ou autre, celle-ci faisait échec aux droits normaux de mutation à cause de mort du seigneur. Celui-ci réagit en soumettant toute aliénation en mainmorte à l'autorisation du seigneur qui conserve le droit d'obliger la personne morale à se débarrasser du bien dans l'an et jour de l'acquisition en en gardant le prix. Puis on admit que cette personne morale pouvait garder le bien à condition de le placer sur la tête d'un *homme vivant et mourant*, et les droits de mutation étaient perçus à son décès ainsi qu'à celui de ses héritiers successifs. Enfin, vers le XIV^e siècle, on composa en acceptant le paiement d'une somme forfaitaire, le *droit d'amortissement*, compensant la perte des droits de mutation.

(1) VUITRY, p. 282 et s. PERROT, p. 220 et 554. — OLIVIER-MARTIN, n° 364, 808, 835.

Comme pour le droit de franc-fief, « pour obtenir un amortissement total et parfait, il fallait payer finance au seigneur immédiat et à tous les seigneurs médiats de degré en degré jusqu'au roi ». C'était nettement abusif, aussi le roi, comme souverain fief-feux suprême, par l'ordonnance de 1275, posa-t-il le principe que seule son autorisation serait nécessaire, et qu'on lui paierait le droit d'amortissement, à condition toutefois que trois échelons de seigneurs intermédiaires ne l'aient pas encore perçu. Au XVI^e siècle, le roi établit et fit triompher la règle suivant laquelle, désormais, le seigneur direct pourrait exiger le droit de mutation ordinaire, lui-même se réservant à l'exception de tous autres, celui d'amortir ou d'obliger la personne morale à « *vider les mains* ».

Là où la pratique devint nettement scandaleuse, c'est lorsqu'on étendit l'amortissement même aux alleux de l'Eglise comme contre-partie de la dispense d'une prétendue ancienne règle interdisant aux établissements ecclésiastiques d'acquérir des immeubles. Ce procédé faillit entraîner une sécularisation des biens de l'Eglise comme alors en Allemagne et en Angleterre, mais cela n'aboutit pas en 1666 où l'on se contenta de réglementer la création de nouveaux établissements de mainmorte. Ce n'est qu'en 1759, qu'une ordonnance du chancelier DAGUESSEAU soumit les acquisitions d'immeubles par les gens de mainmorte à l'autorisation royale et les interdit radicalement si elles provenaient de libéralités testamentaires.

Appendice. — Transfert des offices (1)

A côté des différents droits que nous venons d'étudier, il est bon de faire une place à ceux relatifs à la transmission des offices.

Considéré d'abord comme une fonction essentiellement révocable, l'office devint peu à peu patrimonial et inamovible par la pratique de la vénalité occulte aux XIV^e et XV^e siècles où existe le système de la *resignatio in favorem*, emprunté au droit canonique, droit de présentation au roi dans le détail duquel nous n'avons pas à entrer; et par celle de la vénalité ouverte qui s'instaure au XVI^e siècle.

Le roi prit d'abord à son compte, comme il le faisait des offices nouveaux, la vente de ceux qui étaient vacants, sans qu'il y ait eu *resignatio*. C'était pour les finances publiques une source de revenus. Puis, au lieu de reconnaître les offices transmis à la suite d'une *resignatio*, ce qui frustrait le trésor, le roi, par l'ordonnance du 17 novembre 1569 reconnut officiellement la vénalité des offices et en soumit la mutation au paiement d'un droit variant du tiers au dixième de la finance, au bureau des parties casuelles.

Ce droit de mutation subissait un échec du fait de la pratique de la résignation de l'office par le titulaire en faveur de son héritier, sans finances; mais comme il risquait de mourir sans avoir procédé à cette opération, l'officier obtint du roi la *survivance* de sa charge au profit de son héritier, moyennant le versement d'une taxe compensant ce que devait perdre le bureau des parties casuelles.

(1) PERROT. — P. 405 et s.

Ce procédé garda longtemps l'allure d'une faveur individuelle, fut souvent contesté et aboli, mais s'élargit lorsque le roi recommanda en 1568, de solliciter la survivance des charges en faveur des veuves et des héritiers directs, en payant le droit du tiers. Henri III tenta même de le généraliser, mais hésita à le faire.

Ce droit de mutation se transforma enfin sous Henri IV qui adopta l'ingénieux système inspiré par Paulet: l'office était héréditaire moyennant paiement d'un droit annuel de 1/60 de la valeur vénale de l'office. Ce fut la *Paulette* qui, bien accueillie, subsista malgré les modifications, jusqu'à la Révolution.

Ce dernier système présente quelque analogie avec le droit d'amortissement.

Conclusion:

Nous avons relevé, au cours de l'étude de cette section, un effort de la royauté tendant à déposséder les seigneurs de leurs droits féodaux, au profit du pouvoir central. Si des résultats certains ont été acquis en ce sens, ils n'en restent pas moins vrais qu'ils ne sont que partiels, l'échec de la royauté sous ce rapport étant indiscutablement lié à la question du respect des droits acquis par les seigneurs, du fait d'une possession paisible d'un temps immémorial.

L'idée générale qui ressort, est un essai de libération des classes inférieures et d'attribution des droits féodaux qui ne se justifient plus par l'accomplissement d'un service public, au pouvoir royal qui, de plus en plus, restant seul à satisfaire aux besoins de la collectivité, a besoin de grossir ses revenus.

Mais, en dépit de ces interventions louables, il faut bien reconnaître que le régime vicilli était incapable de réaliser

une réforme complète aussi vite que le réclamait le courant des idées révolutionnaires. Elle fut l'œuvre du décret des 4-11 août 1789 qui proclama dans son article I que « l'Assemblée Nationale détruisait entièrement la féodalité », et confia la réalisation de la dite réforme au « Comité des droits féodaux ».

A vrai dire, on fit une distinction : certains droits réputés abusifs parce que fondés sur l'usurpation de la *féodalité dominante* étaient supprimés sans indemnités, et ici, il convient de placer les droits résultant du servage ; d'autres estimés justes parce que résultant d'une concession de la *féodalité contractante* étaient seulement rachetables, c'est le cas des droits de mutation. Les autres droits disparaissaient du fait de la conception nouvelle de la propriété et de sa transmissibilité à cause de mort.

Ce principe fut respecté jusqu'en 1792, mais la Législative, « entraînée par sa passion politique imposa aux seigneurs de telles exigences de preuves, qu'ils ne pouvaient faire reconnaître leurs droits les plus clairs » (1).

La Convention, par le décret du 17 juillet 1793 simplifia les choses en supprimant purement et simplement les droits restés rachetables.

(1) OLIVIER-MARTIN. — Op. cit., n° 1115.

TITRE III

LA FRANCE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS

SECTION I. — LA NOTION D'ETAT

Nous avons vu que la notion d'Etat à la fin de l'Ancien Régime s'est confondue avec celle de nation.

Les derniers vestiges du séparatisme féodal sont effacés par la Révolution. Les droits des seigneurs, visés dès l'aube du nouveau régime disparaissent, et c'est ainsi que ceux relatifs aux successions deviennent l'apanage exclusif de la nation, comme le précise la loi des 22 novembre, 1^{er} décembre 1790: « Tous les biens et effets meubles et immeubles demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat ».

Nous n'avons donc plus ici à nous occuper de la question de l'attribution de ces droits, puisque nous ne sommes plus en présence des organismes secondaires qui, tant à Rome que dans l'ancienne France, les ont disputés à l'Etat.

Peu importe que ces droits ne profitent pas uniquement au budget de l'Etat proprement dit, puisque, quel que soit l'organisme public qui les exerce, il agit toujours en vertu

d'une délégation de la collectivité et ce fait est indéniable dans notre régime de souveraineté populaire.

Les quelques rares établissements publics tels que hospices, caisse des invalides de la marine, caisse des retraites pour la vieillesse, ou personnes morales comme les départements, qui priment l'Etat dans certains cas, et relativement aux biens de certaines personnes, ne sont plus des concurrents véritables, comme ceux des époques précédentes.

Il ne faut voir ici que l'existence de simples expédients d'administration financière organisés par l'Etat en tant que souverain.

Mais voilà que nous venons de prendre position dans le grand débat qui passionne juristes, hommes politiques et philosophes depuis plus d'un siècle: nous voulons parler de la fameuse controverse qui s'est élevée et dure encore sur le point de savoir en quelle qualité l'Etat intervient pour s'attribuer tout ou partie des biens des individus dé-cédés.

A l'inverse de ce qui s'est passé pour les deux premières parties de notre ouvrage, pour celle-ci, la question théorique présente plus d'intérêt que celle du droit positif dont l'étude relève, en effet, bien plus de l'esprit d'un cours que de celui d'une thèse. Comme nous n'avons cependant pas le droit de négliger ce dernier, nous allons essayer de l'expliquer à la lumière des courants d'idées contradictoires qui s'affrontent depuis le siècle dernier.

Si nous parvenons à en dégager quelques idées générales, il ne nous restera plus qu'à faire le bilan des résultats atteints par notre législation, en disant quelques mots de nos institutions actuelles, tant au point de vue national qu'international, et comparant notre droit à celui de quelques-uns de nos voisins, nous verrons s'il y a lieu de nous

féliciter ou de nous plaindre de nos lois, et si nous n'aurions pas intérêt à suivre tel exemple plutôt que tel autre. Nous tâcherons alors de prendre parti, et nous conclurons en donnant les raisons de notre choix.

SECTION II

LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ETAT

CHAPITRE I

EVOLUTION DE LA CONCEPTION DE CE DROIT DEPUIS LA REVOLUTION

Le droit intermédiaire faisait une bien faible place au droit de déshérence de l'Etat, en ne mettant pas de limite à la successibilité. D'autre part, le droit de mutation pour cause de mort, réglementé par la loi du 22 frimaire An VII n'était qu'un droit proportionnel, minime d'ailleurs, destiné à alimenter les caisses publiques.

Le Code civil limitait la capacité de succéder au douzième degré.

Il ne s'est cependant pas prononcé sur la nature du droit de l'Etat et s'est contenté de l'affirmer dans ses articles 723 et 768 ainsi conçus :

Art. 723 (loi du 25 mars 1896). — La loi règle l'ordre de

succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant, et s'il n'y en a pas, à l'Etat.

Art. 768. — A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

C'est sur l'interprétation de ces deux articles que va porter l'essentiel de l'argumentation des partisans des deux thèses adverses: celle de l'Etat héritier et celle de l'Etat souverain, que nous allons étudier au cours de cette section.

Les premiers invoqueront la place de l'Etat dans le Code et cela a une certaine valeur. Car ces deux articles sont, en effet inscrits dans le Code là où il traite soit des successeurs en général (art. 723), soit des successeurs irréguliers (art. 768). Dans ces deux articles, l'Etat vient d'après eux, au dernier rang sur les listes d'héritiers mentionnés.

A cela, les autres répondront que la place dans le Code importe peu étant donné qu'il fallait bien parler quelque part des droits de l'Etat. Que d'autre part, dans les deux articles susmentionnés, l'Etat ne vient pas, en fin de liste des héritiers, comme on le prétend, mais qu'au contraire, les expressions « à défaut », « s'il n'y en a pas » (art. 723), et « à défaut » (art. 768) prouvent bien qu'on n'a pas voulu mettre l'Etat au rang des héritiers, mais l'en exclure en ne l'appelant que lorsqu'il n'y en a pas, pour qu'il exerce les droits qui s'attachent à son titre de souverain, maître des biens qui n'ont plus de propriétaire particulier.

Sous la poussée des doctrines socialistes du XIX^e siècle, critiquant l'institution de l'héritage (1), on tendit par la

(1) Cf. LANNE DE MONTEBELLO. — La critique de l'héritage chez les socialistes français du 19^e siècle. *Thèse Paris* 1927.

WEILL. — Histoire du mouvement social en France, 1852-1924,

suite à faire de l'Etat un héritier, mais d'une façon générale, la doctrine et la jurisprudence pendant tout le siècle dernier, semblant ignorer ces doctrines subversives, restèrent fidèles à nos aspirations familiales traditionnelles. Elles n'admettaient, en effet, l'Etat à recueillir les biens en déshérence qu'en vertu de son droit de police générale sur les biens vacants et sans maître. La jurisprudence d'autre part, jusqu'en 1857, se laissa souvent séduire par l'ancienne théorie féodale de l'Etat propriétaire éminent, reprise à son avantage par l'administration de l'Enregistrement, mais elle se ravisa.

Depuis le début du XX^e siècle au contraire, une théorie nouvelle, celle de l'Etat héritier, qui n'avait eu jusqu'alors que des antécédents législatifs, fit l'objet de consécutions jurisprudentielles. Depuis, ayant conquis aussi une partie de la doctrine, elle semble à son tour, vouloir s'imposer, et enhardis de ce fait, certains prétendent aller plus loin et décernent à l'Etat le titre d'héritier réservataire. Cela résulte de nombreuses propositions législatives et de certaines dispositions positives contenues dans la loi de 1917 et d'autres lois subséquentes, qui, relatives tant à l'impôt successoral qu'au droit de déshérence ne sont que de fâcheuses concessions aux théories socialistes.

I. — Les diverses conceptions des droits de l'Etat en matière successorale

D'après la théorie de l'Etat propriétaire éminent, l'Etat serait nu-propiétaire de tous les biens sis sur son territoire. Il peut donc en devenir propriétaire parfait lorsque l'usufruit n'a plus de bénéficiaire par suite du décès de celui à qui il était concédé, et du défaut d'héritier capable

de lui succéder. D'aucuns, partant de ce principe, arriveront même à affirmer que l'Etat pourra un beau jour refuser toute concession, soit radicalement en abolissant le droit de propriété, soit insensiblement en supprimant complètement l'héritage, ou en opérant un certain prélèvement à l'occasion de toutes les mutations pour cause de décès, ou encore en restreignant l'hérédité.

La théorie de l'Etat souverain, recueillant les biens en déshérence à titre de biens vacants et sans maître, consiste à reconnaître à l'Etat ce droit en vertu de son rôle de policier général, qui lui fait un devoir de tirer le meilleur parti possible des biens nationaux, pour éviter que la succession d'un citoyen mort sans laisser d'héritiers ne soit l'occasion de compétitions de toutes sortes.

Ceux qui attribuent à l'Etat la qualité d'héritier, se fondent sur des considérations socialistes. Pour eux, l'Etat, source de tous biens et de tous droits, satisfait à tous les besoins de l'individu et tend, en un mot, à remplacer la famille, institution périmée, du moins quant à son rôle social. L'individu a donc une dette envers l'Etat, et c'est en vertu de cette dette que l'Etat s'adjudge les biens devenus vacants, et prend la liberté d'organiser à son gré le droit de déshérence pour s'assurer une vocation héréditaire plus ou moins grande, allant de la simple réduction du nombre des héritiers du sang, en ligne collatérale, jusqu'à la suppression complète de tout droit héréditaire, même en ligne directe, en passant par l'intermédiaire de l'abolition radicale de l'héritage en ligne collatérale et celui de l'attribution à l'Etat de la qualité de réservataire.

II. — *Domaine d'application des diverses théories*

Si, de toutes ces théories, celle de l'Etat propriétaire éminent n'a plus pour nous qu'un intérêt historique, depuis le célèbre arrêt de la Cour de Cassation de 1857, il n'en est pas de même de celle de l'Etat souverain et de l'Etat héritier qui continuent à passionner l'opinion. Il est, en effet, d'une grande importance de se ranger à l'une ou l'autre de ces théories, étant donné les conséquences qu'elles entraînent dans les domaines pratiques du droit international privé et du droit privé national, au point de vue de certaines institutions comme le droit de déshérence, l'exhérédation et les droits fiscaux perçus dans les mutations par décès.

Le droit de déshérence est en effet, fonction de la vocation héréditaire que se reconnaît l'Etat.

D'autre part, alors que les partisans de la théorie de l'Etat héritier soutiennent que ce dernier est appelé, en tant que successible irrégulier, lorsque tous les autres héritiers ont été exhérédés par le défunt, sans désignation d'un bénéficiaire de sa succession, ceux qui ne reconnaissent à l'Etat qu'un droit de souverain, admettent que dans le cas envisagé il faut faire tomber le testament comme contraire à la loi et rétablir la succession ab intestat.

En droit international privé, il convient d'abord de situer la question du droit successoral de l'Etat. Le droit d'aubaine a été supprimé par les décrets révolutionnaires du 6 août 1790 et du 8 avril 1791, accordant aux étrangers les mêmes droits de transmettre, puis de recueillir, que les citoyens français. Cette double mesure a même fait l'objet de dispositions spéciales dans la Constitution de 1791 (T. 6) et

celle de 1795 dite de l'An III, dont l'article 355 précise : « Les étrangers établis ou non en France succèdent à leurs parents étrangers ou français; ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés en France et en disposer de même que les citoyens français, par tous les moyens autorisés par la loi ».

Le Code civil fit des restrictions aux droits des étrangers dans ses articles 11, 726 et 912, mais après des discussions sans fins au sujet de leur interprétation, on se mit quand même d'accord pour reconnaître que le droit d'aubaine dans le sens particulier où nous l'entendons ici, n'avait pas été rétabli, que les réformes révolutionnaires étaient toujours en vigueur, car le Code civil « ne mettait point obstacle à ce que l'étranger transmet sa succession à des parents français ».

Il n'y avait donc que l'incapacité de recueillir qui subsistait, et le Gouvernement de la Restauration coupa court à toutes les difficultés, en abrogeant les articles 726 et 912, par la loi du 14 juillet 1819, qui décide que « les étrangers auront le droit de succéder, de disposer et de recevoir, de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume ».

Depuis lors, notre droit fiscal joue également en France pour les successions françaises et étrangères, « sans aucune limitation du fait des lois étrangères », et sous réserve de certains traités de réciprocité, en vertu du principe de la territorialité des lois.

Nous n'avons pas à entrer dans les détails de l'application de ces principes, assez délicate, suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles, nous renvoyons le lecteur aux ouvrages généraux traitant du droit international privé, notam-

ment celui de M. VALÉRY (1), professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir quelle théorie l'on appliquera lorsque la succession d'un étranger, propriétaire de biens situés en France tombera en déshérence. Si l'on admet la théorie de l'Etat souverain, on conclura avec M. VALÉRY, que l'Etat français « recueillera tous les biens qui se trouvent en France, sans qu'on ait à distinguer selon qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles, ni selon le domicile ou la nationalité du de cujus ». Si au contraire, on rallie la théorie de l'Etat héritier, on verra renaître, en raison de l'état actuel de compénétration internationale des peuples, dans tous les pays qui en seraient partisans. l'ancien danger de création d'Etats dans l'Etat, chose inadmissible pour les tenants du nationalisme, même « non intégral ». La France notamment, apôtre de la xénophilie, la plus poussée, aurait beaucoup à souffrir de cet état de choses. C'est pourquoi, alors que la doctrine et surtout la jurisprudence sont partagées entre les deux thèses ennemies, au point de vue du droit de déshérence et de l'exhérédation toutes deux sont quasi-unanimes à se rallier à la seule théorie de l'Etat souverain en droit international privé.

(1) VALÉRY. — Manuel de droit international privé, 1914, n. 851.

CHAPITRE II

THEORIE DE L'ETAT PROPRIETAIRE EMINENT

Bien que cette théorie n'ait plus cours aujourd'hui, nous nous croyons obligé de l'étudier, ne serait-ce que pour l'intérêt historique qu'elle présente.

I. — Les origines

Nous avons vu que cette théorie était l'assise même du système politique et social de la féodalité. Toutes terres faisaient l'objet d'une co-propriété entre le tenancier qui en recevait le domaine utile, et un seigneur qui en conservait le domaine éminent. Par la suite, les rois de France ont essayé de tirer profit de cette idée en faisant état, comme Louis XIV dans son édit de 1692 « du droit de la mouvance et de la directe universelle qu'ils avaient sur toutes les terres de leur royaume ».

La théorie fut reprise avec simple changement du titulaire du droit par ROUSSEAU qui, à la suite de MONTESQUIEU, disait dans le contrat social que « l'Etat, à l'égard de ses membres, est maître de tous leurs biens par le contrat social et que, par conséquent, le droit que chaque particulier a sur son propre fonds est toujours subordonné au droit que la communauté a sur tous (1) ».

(1) Cf. Contrat social, chapitre IX: le domaine réel.

Donc, le droit de déshérence n'est que la réunion sur la tête du seigneur, du roi ou de la collectivité, de la jouissance et de la nue-propriété.

La Révolution revint à la conception romaine de la propriété, sauf peut-être en ce qui concerne l'abusus, et la théorie de l'Etat propriétaire éminent disparut du même coup.

On la croyait bien morte lorsqu'au début du XIX^e siècle, elle fut reprise par l'Administration de l'Enregistrement.

La loi du 22 Frimaire An VII, ayant spécifié dans son article 32, que « la Nation aurait action sur le revenu des biens à déclarer en quelques mains qu'ils se trouveraient, pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement », comme la déduction des charges de la succession, édictée depuis par la loi du 25 février 1901, ne se faisait pas alors, l'Administration prétendait exercer ses droits à l'encontre même des créanciers du défunt, en dépit de l'alinéa 2 de l'article 2098 du Code civil qui précisait cependant que « le Trésor public ne pouvait obtenir de privilège au préjudice de droits antérieurement acquis à des tiers. »

Aussi, la dite Administration se faisait-elle forte de la théorie de l'Etat propriétaire éminent pour éluder le texte qui l'embarrassait, alléguant que le droit de mutation n'était pas un privilège, mais un véritable prélèvement que l'Etat opérait en vertu de son droit préexistant de co-propriétaire.

II. — Les applications jurisprudentielles

Ce point de vue de l'Administration vint à être débattu devant la jurisprudence qui le sanctionna d'abord, puis le

discuta et enfin le rejeta lorsque la Cour de Cassation, en 1857, se fut refusée à l'accepter.

Le principe fut pour la première fois admis, par la Cour de Limoges, dans son arrêt du 18 juin 1808 (1), se fondant sur une décision du grand juge, ministre de la Justice du 23 Nivose An XII, qui admettant le jeu du régime hypothécaire pour les droits de la Nation en tant que propriétaire privé, le reconnaissait inapte à régir les droits de la Nation « dérivant des contributions publiques qui sont d'une nature toute différente des propriétés privées. Tel est, en autres le droit de mutation qui se perçoit dans la succession. La Nation ne réclame pas comme créancière, mais plutôt comme portionnaire d'une partie de la succession. C'est un prélèvement que la loi adjuge en cette circonstance ».

La même solution fut donnée par l'arrêt de la Cour de Paris, en date du 25 mai 1835 (2), parlant d' « une sorte de prélèvement en faveur de la Régie sur les valeurs déterminées de la succession », et consacré par celui de la Cour de Cassation du 28 juillet 1851 (3), qui cependant, faisait des réserves, eu égard aux créanciers du défunt. C'est encore dans ce sens que se prononça la Cour de Paris dans son arrêt du 3 mai 1853 (4).

Fidèle à son principe, la Cour de Paris affirma une fois de plus son opinion dans ce sens, dans les deux arrêts en date du 13 mars 1855 (5), infirmant les jugements en sens

(1) S. 1809-2-157.

(2) S. 1835-2-2-272.

(3) S. 1851-1-761.

(4) P. 1853-2-651.

(5) S. 1855-2-161.

contraire du Tribunal de la Seine, des 6 et 12 janvier 1854, rendus dans les affaires « dame Clause » et « Jean Aristide Zendre ».

Dans l'un d'eux notamment, la Cour donna acte de ses réquisitions au premier avocat général de la Baume, où, se rangeant à l'avis de l'Administration de l'Enregistrement, il conclut que « le droit de mutation est le prélèvement d'une fraction du capital au profit de l'Etat qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'Etat a été le propriétaire primitif et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé de ses affections ou de ses préférences ».

Le ministère public prenait ainsi le contre-pied de la thèse du Tribunal de la Seine qui, le 6 janvier 1854, avait débouté l'Administration, voulant trop élargir la portée de l'article 32 de la loi du 22 Frimaire An VII car « ce n'était pas à titre de privilège que la Nation exerçait son action sur les revenus des biens, mais comme perception d'une contribution pour droits de mutation par décès ».

Entre temps, outre les deux jugements précités du Tribunal de la Seine en date des 6 et 12 janvier 1854, d'autres décisions jurisprudentielles étaient intervenues pour infirmer la théorie de l'Administration de l'Enregistrement.

Elle fut en effet, repoussée par la Cour de Dijon dans son arrêt du 5 février 1840 (1), disant que parler de prélèvement était « un grand abus de mot ». Par la Cour d'Amiens, le 18 novembre 1854 (2). Par celle de Caen, le 17 décembre 1855 (3), qui considéra qu'admettre les pré-

(1) P. 49-1-238.

(2) S. 1855-2-47.

(3) S. 1856-2-10.

tentions de la Régie, ne reposant sur aucun texte formel, serait « consacrer une définition de la propriété condamnée par la réprobation universelle; à savoir que le droit de propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir de la portion de biens qui lui est garantie par la loi ».

La Cour d'Angers renforça ce point de vue le 9 janvier 1856 (1), en considérant avec l'avocat général TALBOT, qu'il fallait rejeter la théorie administrative qui « énergiquement combattue sous l'ancien droit par d'éminents jurisconsultes, malgré le régime féodal qui semblait, dans une certaine mesure pouvoir la justifier, a été formellement proscrite et condamnée par notre droit moderne et les principes qui ont triomphé en 1789 ».

La querelle des tribunaux et des Cours fut, comme il convenait, déférée devant la Cour suprême, qui se condamnant elle-même en l'espèce de son arrêt précité de 1851, se prononça le 23 juin 1857 (2), au détriment de l'Administration sur les pourvois par elle formés contre les arrêts des cours d'Amiens et d'Angers sus-mentionnés. La théorie de la Régie était réfutée par le conseiller LABORIE qui démontra, comme le dit M. MAS (3) « que l'impôt n'est pas une dette des biens: il ne constitue pas un démembrement de la propriété, mais est, au contraire, une dette personnelle de chaque citoyen à l'occasion des choses qui lui appartiennent.

« Qu'en outre, cette théorie qui fait de l'Etat une personne omnipotente créatrice de la propriété, se heurte aux prin-

(1) S. 1856-2-75.

(2) 1857-1-399.

(3) Jean MAS. — Les diverses conceptions juridiques des droits de l'Etat en matière successorale. Thèse Bordeaux 1928, p. 36.

cipes qui ont triomphé en 1789, et aux règles les plus anciennes de notre droit public ».

La théorie de l'Etat propriétaire éminent disparut à jamais ou du moins jusqu'à nouvel ordre de notre jurisprudence qui avait, à la suite de l'Administration de l'Enregistrement cru bon de reprendre à son compte d'anciens errements condamnés par la Révolution et le Code civil.

La doctrine proprement dite ne s'y était jamais intéressée.

CHAPITRE III

LA THEORIE DE L'ETAT SOUVERAIN RECUEILLANT LES BIENS EN DESHERENCE A TITRE DE BIENS VACANTS ET SANS MAITRE

I. — Les origines

Dans l'ancien droit, certains juristes soutenaient avec LOYSEAU et LEFEBVRE que les biens n'ayant plus de maître par suite du décès de leur propriétaire et de l'absence d'héritiers capables de lui succéder, devaient suivre les règles ordinaires des autres biens sans maître, c'est-à-dire tomber dans le patrimoine du seigneur dans la justice duquel ils se trouvaient. On rejoignait par ce raisonnement la célèbre formule: « Nulla terra sine domino », qui servait aussi de base à la théorie différente de l'Etat propriétaire éminent puisqu'un de ses partisans, LEBRET, disait: « On

ne peut voir des royaumes sans rois et des terres sans seigneurs (1) ».

Les juristes, par la suite, comme nous l'avons vu, se servirent de cette théorie pour essayer d'écarter les seigneurs au profit du roi qui seul, disaient-ils, avait vraiment le titre de souverain.

La Révolution ne fit que changer le titulaire du droit de déshérence; abolissant les droits seigneuriaux dans la nuit du 4 août, elle ne reconnut désormais d'autre droit que celui de la Nation et cette position fut maintenue par la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, qui, dans son article 3, précisait que « tous les biens et effets meubles et immeubles demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes et dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat ».

Aucune précision n'est donnée, sur la théorie admise par les préparateurs de cette loi, mais il faut conclure comme un contemporain, MERLIN, dans le *Répertoire de Jurisprudence*, que c'est celle que nous étudions ici, la théorie de l'Etat propriétaire éminent consacrant à leurs yeux les idées périmées de la féodalité.

Le Code civil à son tour se fit l'écho de la théorie de l'Etat souverain ainsi qu'il ressort assez nettement des articles traitant de la question des droits de l'Etat:

Art. 539. — « Tous les biens vacants et sans maîtres et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public ».

(1) LEBRET. — Ch. XII, Les droits du Royaume.

Art. 713. — « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat ».

Art. 768. — « A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat ».

Et, si quelques doutes doivent subsister quant à la façon d'interpréter ces textes, il suffit pour les chasser de se rapporter aux travaux préparatoires qui sont très clairs à ce sujet.

Le tribun SIMEON s'exprimait en effet, en ces termes au corps législatif: « Sur les biens rendus vacants par la mort du propriétaire, on ne voit d'abord, à proprement dit que le droit de l'Etat. Qu'on ne s'y méprenne pas, ce droit n'est pas et ne peut être un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'administration et de gouvernement... L'Etat ne succède donc pas, il n'est établi que pour régler l'ordre des successions (1) ».

De même concluait TREILLARD dans la séance du 5 Nivose An XII: « Déjà, vous avez érigé en loi au cours de votre dernière session, la maxime que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Nation... Dire que les biens des personnes qui n'ont pas d'héritier vont à l'Etat, c'est la suite naturelle de ce que vous avez sanctionné ».

C'est aussi l'avis exprimé par certains tribunaux, entre autres, celui de Lyon, à une époque contemporaine.

C'est encore la même thèse que soutiennent CHABOT et PORTALIS, et la majorité de la doctrine s'y est ralliée.

Tandis que DURANTON, dans son cours de droit civil (2) dit que « la succession est acquise à l'Etat par l'effet de la déshérence, comme biens vacants et sans maître, en

(1) FENET. — T. I, p. 124.

(2) T. VI, p. 396.

vertu du principe établi par l'article 539 du Code civil », DEMOLOMBE, dans le sien (1) prône aussi l'opinion suivant laquelle « l'article 768 n'est qu'une application du principe posé dans l'article 713, et la preuve en résulte manifestement de l'article 539 qui porte en terme exprès que tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier, appartiennent à l'Etat ».

LAURENT, de son côté, dans le tome IX de ses principes du droit français, nous assure que le droit de l'Etat sur les successions que personne ne réclame n'est pas un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'administration et de gouvernement ». Nous avons vu que SIMEON ne s'exprimait pas autrement.

Qu'il nous suffise enfin de citer les noms de MARCADÉ, TOULLIER, DEMANTE, AUBRY et RAU, Baudry LACANTINERIE, WAHL et PLANIOL (2).

Si, au XX^e siècle, à la suite de la jurisprudence alors récente, certains juristes se sont fait les adeptes de la théorie nouvelle de l'Etat successeur, il ne semble pas comme nous le verrons, que cette théorie puisse prédominer, car en dehors des discussions des tribunaux et du monde parlementaire, la doctrine proprement dite, reste en grande majorité attachée à la théorie de l'Etat souverain, c'est,

(1) T. XIV, p. 259.

(2) MARCADÉ. — Explication du Code Civil, t. III, p. 137. — TOULLIER-DUVERGIER. Le droit civil français, vol. 2, p. 174. — DEMANTE et COLMET DE SANTERRE: Des successions, sous l'art. 768. — AUBRY et RAU: Cours de droit civil français, d'après la méthode de Zachariæ, t. IX, p. 488, en note 5^e édition 1917. — BAUDRY-LACANTINERIE: Précis de droit civil, t. III, 1922, p. 335. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. Traité théorique et pratique de Droit Civil, t. VIII, p. 495, 3^e édition 1905. — PLANIOL: Traité de Droit civil élémentaire, t. III, p. 410, 7^e édition, 1918.

notamment le cas de MM. VIALLETON et MAURY, dans le traité de droit civil français le plus récent et le plus considérable publié sous la direction de MM. PLANIOL et RIPERT, en 1928, et c'est aussi la thèse de l'Ecole de Montpellier.

Cette théorie se fonde d'ailleurs en raison, sur le fait qu'elle satisfait notre conception de l'ordre public, l'Etat intervenant ici pour « prévenir les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante », comme l'a dit SIMÉON à l'appui de ses affirmations relatées ci-dessus.

II. — *Les applications jurisprudentielles*

Comme nous l'avons indiqué plus haut, c'est en matière d'exhérédation et en droit international privé que les tribunaux auront à intervenir.

En matière d'exhérédation, la question de la vocation de l'Etat se posera dans deux cas : d'abord lorsque le défunt aura exclu tous ses successibles sans désigner un bénéficiaire de la succession, ensuite, lorsque, exhérédant tous ses successibles, le défunt aura bien appelé quelqu'un, mais la désignation viciée sera caduque.

La Cour de Rennes fut appelée à se prononcer sur cette question le 27 février 1860 (1). L'administration des Domaines se porta héritière de la succession d'une personne qui avait essayé, après avoir exclu ses successibles, de faire de sa succession, un patrimoine autonome. La Cour débouta l'Administration, et rétablit la succession ab intestat, en faisant état de la non-validité du testament, qui, aux termes

(1) D. P. 1860, 2, 160.

de l'article 895 du Code civil est « un acte par lequel le défunt dispose de ses biens », mais uniquement pour « faire du bien, et non pour nuire », l'exhérédation pure et simple, au dire de DEMOLOMBE n'étant pas reconnue par notre Code (1). Il fut donc admis que la vocation des héritiers à la succession ab intestat « titre antérieur au testament », renaissait en cas de nullité de celui-ci.

Mais la Cour de Rennes évitait de se prononcer pour la théorie de l'Etat souverain, du moins explicitement, tout en déniaut à l'Administration des Domaines la qualité d'héritière qu'elle avait voulu s'arroger.

La Cour de Cassation confirma l'arrêt de la Cour de Rennes, le 17 novembre 1863 (2).

La même solution fut adoptée par la Cour de Lyon, dans un arrêt du 31 juillet 1885 (3), alors que l'Administration voulait s'attribuer la succession d'un défunt qui avait exhéredé ses successibles au profit d'un légataire. Le legs étant devenu caduc, la Cour décida que la succession ab intestat devait être rétablie, en dépit des allégations de l'Administration. Mais la théorie de l'Etat souverain n'était toujours que sous-entendue.

Elle s'affirma davantage dans un arrêt de la Cour de Rouen du 22 décembre 1897 (4), dans un cas d'exhérédation totale, sans disposition de ses biens par le défunt. La Cour arrête que « l'exhérédation absolue de tous les héritiers de la succession était nulle et de nul effet », et donnant au préalable son avis sur la nature du droit de l'Etat.

(1) DEMOLOMBE. — Donations et Testaments, t. II, p. 420.

(2) S. 1864-1-5.

(3) S. 1887-2-101.

(4) 1899-2-97,

elle se rangea à l'opinion énoncée dans les travaux préparatoires du Code civil, en disant qu'il s'agissait « d'un droit d'administration et de gouvernement ».

En droit international privé, la jurisprudence est plus catégorique: pour les raisons d'ordre politique que nous citons ci-dessus. Si l'on admet en effet, sans difficulté, le jeu de la « *lex rei sitae* », en matière immobilière, la question est plus délicate pour les meubles qui iront à l'étranger si l'on admet que l'Etat est héritier du défunt.

Aussi, la Cour de Paris, à qui le cas vint à être soumis le 15 novembre 1833 (1), donna-t-elle pour base aux articles 713 et 768 du Code civil sur lesquels se fondait son arrêt, « la souveraineté de l'Etat sur toutes choses qui se trouvent dans l'étendue de sa juridiction ».

La Cour de Bordeaux, d'autre part, donna son avis dans le même sens le 12 février 1852 (2), considérant que « c'est non pas à titre d'héritier, mais à titre de propriété et de souveraineté, que les successions sont acquises à l'Etat, et qu'aucune distinction ne peut dès lors être faite suivant la nationalité du de cujus ».

Enfin, le tribunal de la Seine, le 6 juin 1894 (3), ne crut pas non plus devoir s'écarter de la théorie traditionnelle de l'Etat recueillant les successions en déshérence, à titre de biens vacants et sans maître (4).

(1) D. 1834-2-2.

(2) 1854-2-154.

(3) Pandectes Françaises 1895-5-45.

(4) Voir dans le même sens: *Requêtes* 28 juin 1852 (D. 52-1-284). *Trib. de la Seine*, 22 juin 1897 (CLUNET 1897-1034) *Tr. de la Seine*: 11 mars 1899 (CLUNET 1899-1014).

III. — Autres applications en droit international privé

Le fait que « le domaine français est seul fondé à revendiquer les biens laissés en France par l'étranger dont la succession est en déshérence » (1) est encore affirmé par une instruction N° 2602/510 de la Direction générale de l'Enregistrement et des Domaines, en date du 10 octobre 1878 qui déclare que c'est « en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat acquiert les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire », et ceci s'applique, suivant la même instruction, tant aux immeubles situés en France qu'aux meubles que le défunt possédait chez nous, et à « toutes valeurs incorporelles dont la réalisation ne peut être poursuivie qu'en France et sous la protection des lois françaises ».

C'est encore de ce même principe que s'inspirent certaines décisions du ministère des Finances, entre autres celle du 13 mai 1867 (2), qui prescrit aux caisses des dépôts et consignations de ne verser aux consuls étrangers les sommes déposées que sur « justification en forme de la nationalité des personnes décédées et de l'existence de successeurs ayant la même nationalité ».

Il en est de même d'une lettre adressée le 30 septembre 1884 (3), par le ministre des Finances, aux ministres de la Justice et des Affaires étrangères, leur donnant des explications relatives à la convention franco-russe du 1^{er}

(1) JEAN MAS. — Op. cit., 23.

(2) CLUNET 1879, p. 321.

(3) CLUNET 1885-75.

avril 1874, et de certains traités tels que la convention franco-brésilienne du 21 juillet 1866, art. 17 (1).

Ainsi la théorie de l'Etat souverain semblait régner en maîtresse, lorsque à l'aube du XX^e siècle, celle de l'Etat héritier vint tenter de la détrôner. Nous avons vu que néanmoins, la majeure partie de la doctrine lui est restée fidèle; nous verrons que c'est également vrai pour une partie appréciable de la jurisprudence.

CHAPITRE IV

THEORIE DE L'ETAT HERITIER

Sous la pression des doctrines socialistes qui se consolident à la fin du XIX^e siècle, certains juristes arrivent au XX^e à admettre l'opinion qui fait de l'Etat un héritier, en se fondant sur le fait qu'il est catalogué par le Code comme successeur irrégulier. Est-ce à dire que cette théorie naquit vraiment aux environs de 1900? Non! il ne lui manquait pas de précédents.

I. — Les applications jusqu'à 1900

Nous avons vu que la Révolution, le Code civil et la doctrine étaient partisans de la théorie de l'Etat souverain. La

(1) Bulletin des Lois XI, n^o 1443, p. 14.711.

jurisprudence est bien moins affirmative à ce sujet. Dans les décisions citées précédemment, nous avons remarqué qu'elle hésitait beaucoup à se prononcer sur la théorie à adopter, et rares étaient les arrêts où elle prenait nettement position pour la théorie de l'Etat souverain.

Certains arrêts, non moins timides peuvent au contraire, être interprétés en faveur de celle que nous étudions maintenant.

C'est le cas de celui de la Cour de Cassation du 13 juin 1855 (1), qui, « ne formulant aucune distinction entre les héritiers du sang et les successeurs irréguliers », assimile l'envoi en possession de l'Etat à l'acceptation d'un véritable héritier.

C'est encore celui de l'arrêt de la Cour de Lyon, du 31 juillet 1885 (2), qui admettait qu'en exhérédant « tous les membres de sa famille, le défunt entend appeler ses héritiers irréguliers, et notamment l'Etat », et implicitement reconnaissait par cela même, la théorie de l'Etat héritier.

C'est enfin celui de l'arrêt de la Cour de Paris en date du 14 février 1890 (3), confirmant un jugement du tribunal de la Seine du 26 décembre 1888, qui avait convenu que par la suite du défaut d'autres successibles, l'Etat pouvait acquérir la prime d'assurance sur la vie stipulée par un certain Barrioz, au profit de « ses héritiers, donataires ou légataires ». Les juges du tribunal de la Seine, assimilant l'Etat à l'enfant naturel et au conjoint survivant, soutenaient que, « en ce qui concerne le droit successoral, l'Etat doit être compris parmi les héritiers ».

(1) S. 1855-1-689.

(2) S. 1887-2-101.

(3) S. 1891-2-109.

En droit international, certains textes consacraient aussi la théorie de l'Etat héritier. Ils appelaient les Etats étrangers à recueillir les biens mobiliers laissés en France par le de cujus: c'est ainsi que certains traités reconnaissent ce droit à l'Etat national du de cujus, et d'autres à l'Etat où le de cujus est décédé.

Dans la première catégorie, il faut placer les traités de commerce: entre la France et Mascate, du 17 novembre 1844, art. 7 (1); entre la France et la Perse, du 12 juillet 1855 (art. 6) (2); entre la France et le Siam, du 15 août 1856, art. 14 (3); entre la France et le Pérou, du 9 mars 1861, art. 37 (4); entre la France et la Birmanie, du 24 janvier 1873, art. 5, et du 15 janvier 1885 (5). Dans la seconde catégorie, il convient de ranger la convention consulaire franco-brésilienne du 10 décembre 1860, art. 7, et la déclaration du 21 juillet 1866 (6).

En législation enfin, il faut citer certaines interventions en faveur de la théorie que nous étudions: il s'agit des propositions de lois, sans portée d'ailleurs, qui, dans la norme des idées socialistes, réclamaient une restriction de l'hérédité, dans le but d'augmenter le champ d'exercice du droit de déshérence de l'Etat.

La première est celle de CRÉMIEUX, membre de l'assemblée socialisante de 1848, qui, aussitôt, propose de réduire

(1) CLUNET, p. 308.

(2) CLUNET. — Tables générales, II, p. 331.

(3) CLUNET. — Op. cit., p. 378.

(4) CLUNET. — Op. cit., p. 321.

(5) CLUNET, 1855-707-712.

(6) Bulletin des Lois, XI. 1443, p. 14711. *Rem.* Celle-ci peut aussi être interprétée comme nous l'avons vu en faveur de l'Etat Souverain, si l'étranger est décédé sur le territoire de l'Etat où sont situés ses biens.

l'hérédité au degré de cousin germain. Ensuite viennent celles de SAVOYE et de CASSAL, en 1857, et celles de JOURNAULT et de SADI-CARNOT, en 1871, qui préconisent aussi, de restreindre l'hérédité en ligne collatérale.

Le mouvement socialiste ayant pris un aspect plus positif en France lorsque le marxisme, à la suite des Congrès de Marseille, en 1879, et du Havre, en 1880, eût remplacé le socialisme utopique (1), sous l'influence de certains écrivains, entre autres Jean JAURES et Jules GUESDE, les propositions de lois affluèrent à une cadence accélérée et nous ne pouvons les étudier dans le détail.

Certaines tendaient à la suppression de l'héritage en ligne collatérale: alors que BARRODET, le 14 juillet 1887 et le 19 janvier 1891, admettait encore le testament, le 20 novembre 1894, il demandait sa suppression; PLANTEAU, en 1888, voulait qu'on y ajoutât un impôt de 50 % sur les testaments et dispositions entre vifs au profit des collatéraux; CHASSAING, le 11 avril 1892 et ALLEMANE, en 1901, alléguaient qu'il fallait des fonds pour la caisse des retraites ouvrières.

D'autres voulaient seulement la restriction au quatrième degré en ligne collatérale: GIARD, le 26 juin 1884, voulait créer une mutualité nationale pour accroître la natalité; SAINT-FERRÉOL, le 24 mai 1888, estimait que la France avait besoin d'une propriété nationale; enfin MAUJAN, en 1871, et DUPUY-DUTEMPS, en 1893, demandaient la même réforme.

D'autres se contentaient d'une restriction au sixième degré: citons les propositions de COUTURIER, du 31 mars

(1) WEILL. — Histoire du mouvement social en France (1852 à 1924).

1884; de SABATIER, du 30 novembre 1885; de PEYTRAL, ministre des Finances lors de la discussion du budget de 1889; de MORELLET, du 16 mars 1891; de DARLAN, 1895; de POULAIN, en 1900.

Enfin, DELAUNEY ne demandait qu'une restriction au huitième degré.

II. — *Les applications depuis 1900*

La théorie de l'Etat héritier a vu son importance croître depuis 1900, par suite de la faveur dont elle jouit auprès des tribunaux.

A) *Applications jurisprudentielles.* — La première consécration en est faite par le tribunal de la Seine dans son jugement du 26 janvier 1900 (1), confirmé par la Cour de Paris, le 13 décembre 1901 (2). L'Administration de l'Enregistrement était admise à venir à la succession d'un défunt qui avait exhéredé tous ses successibles, en demandant qu'on ne modifiât pas son acte de dernière volonté. Se basant sur la place de l'Etat dans le Code, et sur le fait qu'aucun texte ne différencie entre eux les successeurs irréguliers, la Cour déclarait: « Ce n'est donc pas par droit de souveraineté que l'Etat est appelé à une succession, mais réellement jure hereditario et au même titre que les autres successeurs irréguliers ». La doctrine s'y rallia en la personne de M. COLIN, qui mit une note à Dalloz sous l'arrêt en question et son exemple fut suivi par quelques-uns.

(1) S. 1902-2-38.

(2) D. 1902-2-177.

a) *En matière d'exhérédation*, d'autres décisions jurisprudentielles intervinrent postérieurement dans ce sens: qu'il nous suffise de citer le jugement du tribunal de Marseille du 26 juin 1902 (1), dans l'affaire veuve Coddou, l'arrêt de la Cour de Rouen du 22 mars 1918 (2), le jugement du tribunal de la Seine du 23 avril 1921 (3), dans l'affaire veuve Carnet, confirmé par la Cour de Paris, le 23 janvier 1923 (4); mais remarquons ici que le substitut général LEGRIS, bien que demandant à la Cour de confirmer la décision du tribunal, reprit la théorie traditionnelle et que la Cour émue n'osa prendre partie. Cet arrêt fut, à son tour confirmé par la Cour de Cassation, le 5 décembre 1923 (5), qui évita aussi de se prononcer, mais reconnut, semble-t-il, implicitement la thèse de l'Etat successeur, en disant: « Mais attendu que l'exclusion prononcée par la dame Carnet contre tous ses parents n'entraîne nullement la nullité du testament, et qu'elle attribue par cela même la part dont les parents sont privés, à ceux que la loi appelle à la recueillir à leur défaut, c'est-à-dire dans l'espèce, à l'Etat, à défaut de successibles qui lui soient préférables, pour les biens successoraux autres que ceux légués ».

Ce point de vue fut conservé par la Chambre des Requêtes lorsqu'elle eut pour la dernière fois à donner son avis sur la question, en l'espèce de l'affaire demoiselle Gibelin,

(1) Revue de l'Enregistrement 4545.

(2) D. 1920-2-70.

(3) D. 1924-1-39.

(4) Gaz. Pal. 1923-1-228.

(5) Req. D. 1924-1-39 et S. 1924-1-297 (note de SIMONNET).

qu'elle jugea dans son arrêt du 3 juillet 1924 (1), confirmant un arrêt de la Cour d'Aix dans le même sens.

b) *En droit international*, par contre, la théorie classique ne fut jamais ébranlée pour les raisons d'ordre politique que nous connaissons et ce fait émane notamment d'un arrêt de la Cour de Tananarive en date du 30 juin 1908 (2), qui, rationnellement et par analogie avec ce qui se passe dans les conflits entre la France et les Etats étrangers, octroya à la Caisse de la colonie de Madagascar, et non à l'Etat français, considéré en l'occurrence comme l'étranger la succession tombée en déshérence d'un indigène, sujet français (3).

c) *Autres applications en droit international privé.* — Sous d'autres formes, la théorie traditionnelle s'est encore maintenue, et on peut même dire qu'elle a progressé, dans une certaine mesure, puisque la convention franco-brésilienne du 10 décembre 1860, art. 7 et la déclaration du 21 juillet 1866, ont été dénoncées (4) et que d'autre part « Le traité franco-siamois du 14 février 1925 (5), art. 11, ne reproduit pas et écarte implicitement le système du traité de 1856 et le traité franco-birman ne figure pas dans la liste jointe à la circulaire du garde des Sceaux du 6 avril 1921, des conventions autorisant les consuls de certains Etats à

(1) Gaz. Pal. 1924-2-430.

(2) Gaz. des Tribunaux, 28 août 1909.

(3) Il faut citer encore les décisions du Tribunal de Nice, 19 février 1906 et de la Cour d'Aix, 19 décembre 1906. Rev. Dr. Int. pr. 1907, 228 et du Tribunal du Havre. 20 février 1908, CLUNET 1908, 1161.

(4) CLUNET. — 1921, 679 et s.

(5) CLUNET. — 1927-804 et s.

administrer et liquider en France les successions de leurs nationaux (1) ».

B) *La position doctrinale*

a) *En droit international privé.*

En majeure partie, les auteurs sont restés partisans de la théorie de l'Etat souverain. Citons, en effet, les noms de MM. Weiss, Aubry et Rau, Huc, Despagnet et de Bock, Valéry, Champcommunal (MM. Baudry Lacantinerie et Wahl, et Niboyet sont d'un avis opposé) (2).

b) *En droit civil.*

Alors que la jurisprudence a fait un pas énorme dans le sens de la théorie de l'Etat successeur, et que celle-ci, comme nous le verrons, a eu des applications en législation positive, la doctrine n'a pas subi aussi fortement l'emprise des idées nouvelles et la plupart des juristes sont restés attachés à la théorie classique. Cependant, certains, avec M. COLIN l'ont abandonnée depuis le fameux arrêt de 1902 précité (3).

Les partisans de la théorie de l'Etat héritier invoquent

(1) CLUNET. — 1921, 680.

(2) MAURY et VIALLETON dans PLANIOL et RIPERT, 1928, t. IV, p. 195, n° 1.

(3) Cf. DELPECH. — Note Sirey 1912-1-273. — COLIN et CAPITANT, t. III, p. 425. — BONNECASE: suppl. au tr. de Dr. Civ. de BAUDRY-LACANTINERIE, I, n° 116 et s. — Jean CHEVALIER: l'Evolution des droits de l'Etat dans les successions, p. 43 et s.

plusieurs raisons de différentes valeurs que nous allons critiquer rapidement.

Ils tirent d'abord argument du fait que puisque l'on accorde un droit de succession à divers établissements publics, la caisse des retraites pour la vieillesse, la caisse des invalides de la marine et les hospices, il faut raisonner de même pour l'Etat; car, « pourquoi, disent-ils, en effet, attribuer un caractère différent à la dévolution des biens en déshérence suivant qu'ils tombent dans le budget général de l'Etat ou dans le budget spécial des établissements publics dépendant de l'Etat ». Mais l'argument se retourne contre eux, car ces établissements, pas plus que l'Etat n'ont un droit d'héritiers; cette diversité de titulaires des droits de succession n'est qu'un expédient d'administration financière, « et, en admettant même qu'il en serait ainsi de ces établissements, pourrait-on logiquement en déduire que le droit de l'Etat présente un caractère identique? »

On dit encore que le fait de la limitation de l'hérédité est un bon point pour la théorie nouvelle; mais MM. MAURY et VIALLETON de répondre que « ce n'est pas probant; les seuls parents dont il y ait lieu de se préoccuper au point de vue de la dévolution successorale sont ceux qui ont vocation; les autres n'importent pas, leur présence n'empêche pas la vacance des biens puisque la loi a décidé que le lien qui les attache au défunt n'est pas suffisant pour légitimer leur appel à la succession ». Cependant, on pourrait rétorquer à ces derniers auteurs que, en fait, le lien bien qu'insuffisant est assez fort, pour les parents, en somme assez proches, qui se trouvent immédiatement après le sixième degré, et que le fait de leur préférer l'Etat, c'est justement lui reconnaître la qualité d'héritier. Nous estimons que ce raisonnement est peut-être juste, mais c'est précisément ce que nous reprochons à la loi de 1917.

D'autre part « on fait valoir les tendances de législations contemporaines qui ont adopté la conception de l'Etat successeur (1) », est-ce à dire que nous devrions les imiter?

Enfin, on a argué du fait de la « similitude du droit de l'Etat avec celui d'un successeur ordinaire », d'abord à cause de sa place dans le Code au titre des successeurs irréguliers, mais il fallait bien lui en donner une! L'Etat, a-t-on dit aussi, n'est-il pas tenu aux dettes? Mais il fallait tout de même respecter les principes élémentaires de l'équité, et c'est même une des principales fonctions de l'Etat en tant que policier général.

L'Etat d'autre part, a le droit d'accepter ou de refuser. Mais l'on ne pouvait forcer l'Etat à accepter une succession embrouillée peut-être sans profit pour lui et d'ailleurs, l'empereur romain qui, lui, était incontestablement souverain, n'avait-il pas aussi ce choix?

Pourquoi donc, dit-on encore, l'Etat doit-il aux termes des art. 769 à 772, demander l'envoi en possession comme le conjoint survivant? Il suffisait pour faire acte de souveraineté, qu'il mit la main sur les biens de la succession, mais on oublie que l'envoi en possession est destiné à assurer une publicité et une fois envoyé en possession, quelle est au juste, la situation de l'Etat? Nous pensons que la vieille théorie de TOULLIER qui fait alors de l'Etat un administrateur n'est pas absolument détruite par la loi des finances du 30 décembre 1903, art. 7, qui, donnant à l'Etat le droit de disposition, a fait crier victoire à certains, partisans de la théorie de l'Etat héritier. Nous croyons que

(1) C. C. Allemand, § 1936. — C. C. Italien, art. 758. — C. C. espagnol, art. 956 et s. C. C. Suisse, art 466.

l'Etat jusqu'à la prescription qui fera de lui un propriétaire, demeure néanmoins un administrateur à pouvoirs très étendus, puisque l'on reconnaît que « les héritiers et légataires éventuels seront admis à exercer leur action sur le prix net des objets vendus, dans les mêmes conditions et délais qu'ils eussent été fondés à l'exercer sur les objets eux-mêmes ».

Enfin, l'on ne pouvait, sans faire appel à la théorie nouvelle, s'expliquer que l'Etat put « réclamer le cas échéant l'envoi en possession des biens d'un absent qui n'a pas d'héritier, dans les conditions prévues par le Code au titre de l'absence ». Mais l'Etat, en tant que souverain a le devoir de ne laisser périr aucun élément de l'économie nationale.

Nous voyons donc que « sur tous ces points, la théorie de l'Etat souverain ne conduit pas à des résultats bien différents de ceux qui s'attacheraient à la théorie de l'Etat successible; leurs divergences s'effacent devant les conséquences communes qu'entraîne la notion de transmission d'une universalité ». Aussi, nous permettons-nous de faire nôtre cette conclusion de MM. MAURY et VIALLETON.

Nous pensons donc que s'il faut, comme nous l'avons fait, rejeter certaines données de la théorie nouvelle, il convient cependant d'en discuter certaines autres, tout en restant pour notre part attaché à la théorie classique, à cause de sa conformité avec les principes du Code civil, comme nous croyons l'avoir établi ci-dessus. D'autre part, nous ne pouvons nous empêcher de voir dans la théorie de l'Etat successible une porte ouverte à celle plus avancée de l'Etat réservataire que nous essayerons de combattre en temps et lieu, en raison des conséquences fâcheuses qu'elle risque d'entraîner et que tout national épris de notre ordre social sinon existant tout à fait, du moins traditionnel, est en droit de craindre, et pour éviter, de prévenir.

Ces considérations, ne se justifient-elles pas par la législation positive et les propositions de lois récentes? C'est ce que nous allons maintenant étudier.

La législation positive

La loi du 31 décembre 1917, fondamentale, a une double portée au point de vue des droits que nous étudions: Elle traite du droit de déshérence et de l'impôt sur les successions.

a) Le droit de déshérence.

Il a vu élargir son champ d'exercice du fait de la limitation de l'hérédité en ligne collatérale au sixième degré, comme le demandaient certaines propositions de lois susmentionnées. C'était bien là une application de la théorie de l'Etat héritier, mais, M. Klotz, alors ministre des Finances n'osa pas l'avouer officiellement. Il prétendit qu'il s'agissait seulement d'un expédient financier devant procurer trois millions à l'Etat, il reprenait ainsi les prétextes de M. Poincaré en 1906 et de M. Caillaux, en 1914, qui, dans les mêmes circonstances, se retranchaient, eux aussi, derrière la raison de nécessité fiscale. On a dit aussi pour se justifier que l'on voulait de la sorte faire prévaloir la succession testamentaire sur l'ab intestat; à preuve cet alinéa que l'on avait pris soin d'ajouter, maintenant l'ancienne limitation du Code civil au douzième degré pour le cas où le défunt serait incapable de tester (Cf. Nouvel article 755).

Mais ces motifs ne doivent pas être acceptés, car l'on peut très bien conjecturer que ces mesures sont des conces-

sions aux idées socialistes faites par le législateur impressionné par les décisions jurisprudentielles, et cela ressort aussi de la nouvelle modification que subit en même temps l'impôt.

b) *L'impôt*

La loi de 1917 qui marque une nouvelle aggravation de l'impôt successoral, n'est d'ailleurs qu'un élément de la longue suite de mesures prises dans ce sens depuis la loi de l'An VII jusqu'à nos jours.

Nous allons essayer de donner en quelques mots un aperçu général de la question .

Sous l'empire de la loi fondamentale du 22 Frimaire An VII, l'impôt successoral revêtait la forme « d'un simple droit de mutation par décès avec détaxe en faveur de la ligne directe et des époux », droit d'ailleurs très faible, de 1 % pour les immeubles, et 0,25 % pour les meubles en ligne directe et de 5 % et 1,25 % en ligne collatérale.

Il était destiné, au dire de DUCHATEL, rapporteur au Conseil des Anciens, à subvenir « aux dépenses publiques que la société a à faire pour assurer la garantie commune et protéger la propriété privée ».

Les taux furent augmentés progressivement, en raison des besoins financiers de l'Etat, par les lois des 22 avril 1816, 21 avril 1832, 28 mai 1850 et 23 août 1871.

Jusque là, le caractère primitif de droit de mutation était maintenu.

Postérieurement, les interventions législatives s'inspirent indéniablement des tendances égalitaires et étatistes à l'ordre du jour, ainsi qu'il appert de leur nouvelle teneur.

Le caractère de la progressivité du taux suivant les tranches de la succession qui est venue renforcer l'ancienne dif-

férenciation basée sur la proximité du successeur, n'est autre chose qu'un essai de rétablissement de l'équilibre social et, vu l'importance des tarifs, on ne peut nier que l'impôt se rapproche d'un véritable prélèvement.

Cette nouvelle conception, introduite dans notre droit par les lois du 8 avril 1901 et du 30 mars 1902, a été portée à son comble par celles de 1917 et les autres subséquentes, qui établissent des taux énormes pour le droit de mutation. De plus, la loi de 1917 aggravait la situation en instituant un droit nouveau, progressif par tranches sur le capital net global: *la taxe successorale* augmentée encore par la loi du 25 juin 1920 qui, combinée avec le *droit de mutation*, conduisait à des résultats tellement excessifs que « dans certains cas, comme le dit M. ALLIX, la superposition des tarifs progressifs de la taxe successorale et des droits de mutation aurait conduit à ce résultat exorbitant d'absorber le total de l'actif net. L'hypothèse pouvait se présenter lorsque l'héritier ou légataire universel d'une grosse succession devait acquitter beaucoup de legs particuliers, car il est seul passible de la taxe successorale, sans recours contre les légataires » (1).

Aussi, craignant les réactions du contribuable contre cette pratique spoliatrice, qui risquait de dégénérer en « confiscation pure et simple », se résigna-t-on à établir une limitation: ce fut l'œuvre des lois du 25 juin 1920 et du 3 août 1926.

La première décida que l'héritier devrait toucher au moins 20 % de l'actif net de la part à lui échue, et pour ce

(1) ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances, 1931.
6^e édition.

faire, si cette portion était entamée, on diminuerait le droit de mutation.

La seconde ramena l'impôt aux limites assez raisonnables d'un maximum de 25 % en ligne directe et entre époux, de 35 % en ligne collatérale et de 40 % pour les parents au quatrième degré et les non-parents.

D'autres atténuations ont été, d'autre part, apportées au régime normal dans certains cas particulièrement intéressants (petites successions, familles nombreuses, grands mutilés, etc.):

Il convient ici de dire un mot de l'avantage qui existe pour l'Etat à conserver intact son droit de percevoir l'impôt sur les successions, ce qui ne saurait se concevoir, si l'Etat se reconnaissait le droit de venir à la succession en tant qu'héritier.

La perception des droits fiscaux est une formule plus simple pour l'Etat: elle lui procure des revenus nets sans qu'il ait à se préoccuper directement du règlement de la succession, alors qu'il aurait, s'il s'attribuait un droit héréditaire, à remplir toutes les formalités auxquelles sont astreints les héritiers ordinaires.

D'autre part, l'impôt est plus souple et se prête davantage aux modifications suivant les besoins d'argent de l'Etat « et la situation de famille et de fortune des personnes débitrices ».

L'impôt sur les successions, source de revenus certains pour l'Etat, ne pouvant frapper certaines catégories de biens qui, par leur destination même ne sauraient se transmettre par succession, on a remédié à cet inconvénient, comme sous l'ancien droit, par l'institution de procédés dérivés: le droit d'accroissement et la taxe de mainmorte dans les détails desquels nous ne pouvons entrer, aussi

nous contenterons-nous de renvoyer le lecteur à l'ouvrage précité de M. ALLIX.

D. *Droit comparé.* — Nous pouvons nous demander, vu le point où nous en sommes, s'il y a lieu d'être satisfait de notre législation relative aux droits de l'Etat dans les successions. Un rapide coup d'œil jeté sur celles de quelques-uns de nos voisins nous aura vite renseignés.

Il faut mettre à part la *Russie* qui, elle, a fait un pas décisif dans la voie du collectivisme, encore qu'elle ait opéré un sérieux recul, ce qui constitue, par rapport à nous, un progrès relatif, étant donné sa législation primitive. Les décrets des 29 janvier et 15 février 1926 ont abrogé l'article 416 du Code ennemi de la propriété privée (1).

Nous sommes avec l'Angleterre, la nation la plus défavorisée.

Alors, en effet, que l'*Angleterre*, sous l'empire du Finance Act de 1930, arrive à prélever plus de la moitié des biens transmis par la combinaison de la legacy and succession duty, avec l'Estate duty, d'autres pays jouissent d'une législation vraiment satisfaisante.

L'*Allemagne*, à part le léger relèvement de 1925, vit en gros, sous le régime de la loi du 20 juillet 1922 qui, supprimant la taxe successorale, a fait du paiement des droits entre époux une exception, et a remplacé le tarif progressif par un tarif fixe pour chaque classe d'héritiers, variant selon la classe de 3,50 à 5, 6, 8 et 15 %.

L'*Italie*, depuis la grande et paternelle réforme de M. Mussolini, est passée du régime le plus dur, à celui le plus doux : dans son dernier état, représenté par le décret-loi

(1) Cf. TAGER. — Buletin mensuel de la Société de législation comparée, n^{os} 10-12, oct.-déc. 1926.

du 30 avril 1930, Il prescrit: l'exemption totale entre parents et enfants et entre conjoints. D'autre part, le taux n'est que de 1 à 10 % jusqu'au troisième degré en ligne directe lorsqu'il y a au moins deux enfants, de 1,50 à 18 % entre époux dans le même cas, de 2,50 à 21 % entre frères et sœurs, et de 5,50 à 25 % entre oncles et neveux. En dehors de ces limites, les tarifs sont relativement élevés et varient de 12 à 50 %, mais il ne s'agit plus de protéger le groupe familial proprement dit.

La Belgique, elle aussi a fait un sérieux effort dans sa loi du 2 juillet 1930, qui ramène les droits à 0,75 à 5,50 % au lieu de 2,50 à 8,50 % en ligne directe et à 14 à 41 % au lieu de 18 à 78 % en ligne collatérale et entre non-parents.

Pourra-t-on soutenir, en raison de ce que nous venons de voir, que notre législation actuelle ne s'inspire pas de la théorie de l'Etat héritier? Nous pensons même rester dans la vérité en disant que la pratique des prélèvements que l'on opère fait de l'Etat un véritable réservataire, au triomphe de certains.

CHAPITRE V

THEORIE DE L'ETAT HERITIER RESERVATAIRE

Se prévalant des résultats acquis par les partisans de la théorie que nous venons d'étudier, certains ont prétendu pousser plus loin leur logique pour faire de l'Etat un réservataire même en présence d'héritiers du sang. Ils apportent à l'appui de leurs idées des arguments tirés du fait que l'Etat étant devenu selon le mot de M. DUGUIT « un agrégat

de services publics ayant pour but de mettre en œuvre les principes de solidarité issus de l'interdépendance sociale », a droit à la reconnaissance de l'individu qui a tout au long de sa vie, contracté envers lui une dette immense et, peu confiants dans ce sentiment de l'individu, ils proposent d'établir au profit de l'Etat une réserve tout comme celle existant pour la famille, que l'Etat d'ailleurs, au fond de leur pensée, doit tendre à remplacer.

En législation, plusieurs propositions ont été élaborées dans ce sens, et certaines d'entre elles montrent par leur ancienneté que ces idées germaient depuis longtemps.

La première en date est celle de DURAND DE MAILLANE qui, dans son plan du Code civil avait proposé « d'attribuer une part à l'Etat dans toutes les successions, ce dernier aurait pris en concours avec les parents les moins proches une part variant du douzième à la totalité de la succession ».

C'est encore de ces idées que s'inspirait BARRODET en 1894, lorsqu'il proposait de supprimer le droit de tester, pour renforcer l'abolition de l'héritage en ligne collatérale; c'était bien faire une réserve à l'Etat, que d'interdire au de cujus de disposer de sa fortune en faveur d'un autre.

De même, M. Maurice COLIN, en 1906, en demandant la réduction de moitié des droits du conjoint survivant, ne prétendait-il pas réserver une part plus belle à l'Etat?

A une époque plus récente, de nouveaux projets vinrent donner plus de vigueur à l'opinion qui veut que l'Etat ait une réserve. Leurs auteurs y voient deux buts principaux à atteindre: favoriser la natalité et éviter les fraudes fiscales. Sans entrer dans les détails, nous pouvons en dire quelques mots, pour en faire la critique.

Se réclamant du premier de ces avantages, nous avons

les propositions de BOKANOWSKI du 26 juin 1915 (1) et d'ANRIEUX du 25 mai 1919 (2), et l'amendement BOKANOWSKI de 1919 (3). Elles tendaient d'une façon générale à favoriser les familles nombreuses, en opérant de lourds prélèvements sur les successions de ceux qui n'ont pas d'enfants, ou de ceux qui en ont un ou peu, et en établissant un taux proportionnel au nombre. Dans tout cela, l'Etat recevait une part d'enfant légitime. En doctrine, MM. P. LEROY-BEAULIEU et F. FRANÇOIS-MARSAL (4), s'occupaient déjà du détail de l'organisation de cette institution. Le Parlement n'homologua pas ces propositions, car il raisonnait sans doute comme M. ALLIX, dans son ouvrage précité, en disant: « On se plaint que les familles françaises répugnent à avoir trop d'enfants, de crainte de ne laisser à chacun qu'une part d'héritage insuffisante; vouloir les encourager à en augmenter le nombre, en commençant par les gratifier en plus de leurs enfants réels, d'un enfant fictif qui sera l'Etat, est d'une logique saugrenue ». C'est aussi l'avis de M. Marie DE ROUX qui dit en critiquant ces projets: « Vous menacez les parents d'attribuer à l'Etat, après leur mort, la moitié, les deux tiers, les trois quarts de cet héritage qu'ils veulent garder une et indivisible pour leur premier et unique enfant. Vous croyez qu'ils vont en faire d'autres sous la menace de cette contrainte rigoureuse et lointaine. Ils songeront plutôt à déjouer la loi, qu'à lui obéir » (5).

La fraude est, en effet, la réaction normale contre l'énor-

(1) J. Off.: Doc. Parl. Ch. 1916, p. 1353, annexe 1062.

(2) Trav. Parl., Ch. session 1916, n° 2142.

(3) J. Off. Doc. Parl. Ch. 1919, n° 6361.

(4) F. FRANÇOIS-MARSAL. — Héritage et natalité. *Rev. Pol. et Parl.*, n°, déc. 1915. — Paul LEROY-BEAULIEU: La question de la population.

(5) Marquis DE ROUX. — *Etat et Natalité*, 1918, p. 265.

mité des droits fiscaux et l'Italie prémussolinienne nous en offre un exemple frappant. Les tarifs fiscaux excessifs nous dit d'autre part M. ALLIX, dans son traité sus-indiqué « comportent tous les inconvénients que présente sous quelque forme qu'il soit effectué, le prélèvement fiscal sur les capitaux privés ».

Mais à la fraude, dira-t-on, on remédie par des mesures de police et d'administration d'ordre national et international; que l'on considère, pour s'en rendre compte, les résultats obtenus grâce à celles que l'on a prises contre tous les systèmes de fraudes connus: dépôts à l'étranger, location de coffres-forts et comptes joints en France et à l'étranger, dons manuels à l'article de la mort, acquisitions à l'étranger, etc. D'autre part, ajoute-t-on, puisque vous parlez de fraudes, le moyen que l'on préconise est excellent pour les éviter: faites de l'Etat un réservataire, dès lors, on ne pourra pas le frauder plus qu'un cohéritier ordinaire. C'est en effet, ce que soutinrent MM. LAFONT et PALMADE, l'un dans son contre-projet de 1920 (1) et l'autre dans sa proposition de 1926 (2), préconisant chacun divers moyens complémentaires. Mais M. Marie DE ROUX avait par avance, répondu à ces arguments (3), dans une page magistrale de son ouvrage précité: « Si l'on déclare l'Etat héritier réservataire, il aura le droit de réclamer le rapport des libéralités pour réclamer sa part et leur réduction si cette part est entamée. Il recherchera si les contrats oné-

(1) S.off. Ch., 2^e séance, 19 avril 1920. *Débats*, p. 1110.

(2) S.off. Ch. Doc. Parl., n° 2407.

(3) Cf. aussi M. VALERY: La théorie de l'Etat héritier et le droit international. *Gaz. Pal.*, 21-22 fév. 1926 (Cf. *Rev. dr. int. pr.* 1926, p. 308) et J. BARTHELEMY, au cours des débats.

reux intervenus entre parents et enfants ne déguisent pas des libéralités, si les contrats passés avec des tiers ne sont pas des fidéi commis. Défendra-t-il les aliénations à charge de rente viagère? Il ne pourra jamais empêcher le don qui ne laisse pas de trace, le don de la main à la main d'objets mobiliers, de numéraire, de titres au porteur. Les pères dénatureront les éléments impossibles à dissimuler de leur patrimoine, ils vendront leurs biens au soleil, ils rendront leur fortune anonyme et vagabonde, ils feront émigrer leurs capitaux. L'Etat multipliera les présomptions de fraude, les précautions et les enquêtes; il aboutira à une inquisition intolérable et impuissante à la fois. Tacite disait déjà, à propos des mesures de police qu'entraînerait l'application des lois caducaires: « Les mariages et les éducations d'enfants n'en devinrent pas plus fréquents, mais chaque maison était bouleversée par les suppositions des délateurs, si bien qu'on souffrait autant par les lois qu'autrefois par les crimes ».

Enfin, il y avait à l'organisation de ce système de telles difficultés d'ordre matériel, économique, social et même moral, que ces idées qui avaient cependant fait impression sur la *Commission des finances et celle de législation civile et criminelle*, subirent devant le Parlement un échec marquant le 12 février 1926. Et c'est heureux! Car, s'il est permis à certains de trouver comme M. Worms, « que c'est peut-être regrettable au point de vue spécial de la natalité, car de telles réformes auraient pu l'encourager, soit psychologiquement en poussant à la procréation ceux qui n'auraient pas voulu avoir le fisc pour héritier, soit matériellement en fournissant des fonds pour les primes aux nouveau-nés », il n'en est pas moins vrai, comme le pense cet auteur, que c'est une menace de socialisation pour

laquelle croyait-il, en 1917, (1) la France n'était pas prête, et que le mouvement serait dépassé suivant la loi de l'histoire.

En somme, toutes ces atteintes portées à l'héritage, soit projetées, soit réalisées, sont choses mauvaises pour notre économie, basée sur la fortune privée.

Ces réformes en faveur de l'Etatisme, qu'elles affectent la forme de taxes fiscales, moyen plus commode et plus souple, ou de prélèvements véritables par l'Etat élevé au rang de réservataire, moyen encombrant en raison du nombre de nouveaux fonctionnaires que nécessiterait son organisation, indélicat, et certainement impopulaire en raison de l'inquisition qui en découlerait logiquement, nuisent à l'ordre social, en préjudiciant à la famille « qui est la cellule vivante de toute société » et ruinent l'économie nationale, car elles « constituent un impôt sur le capital à la française ».

En sus de l'inconvénient majeur de la fuite des capitaux vers des ciels meilleurs, il faut considérer que ces confiscations partielles et périodiques rognent de plus en plus nos fortunes privées, seuls fondements possibles d'une économie saine, comme l'a démontré l'expérience russe. Et la propriété individuelle ne pouvant, au dire de M. VALLIER, « produire son maximum d'utilité que lorsqu'elle est imprégnée de l'idée d'avenir », qu'on lui enlève cette qualité en supprimant l'héritage, et l'on verra en face d'un Etat pléthorique, dont l'incapacité de produire se manifeste chaque jour dans le fonctionnement de nos monopoles, l'individu qui désormais ne pourra penser qu'à lui.

(1) René WORMS. — Natalité et régime successoral (1917).

sa famille ayant disparu, se livrer à la paresse, au gaspillage et à l'insouciance, qui sont autant de maux aux points de vue social, économique et moral.

CONCLUSION

Nous avons essayé, au cours de cet ouvrage, de dégager une idée d'ensemble du droit successoral de l'Etat dans l'histoire. Issu de la notion de retour à la collectivité, aux temps les plus anciens de Rome, nous l'avons vu évoluer sous forme de contribution aux services publics sous l'Empire Romain, la Révolution française et le Code civil; prendre plutôt figure d'exaction sous de multiples formes, à l'époque de la féodalité et surtout sous l'ancien régime, tout autant que, resté entre les mains des anciens seigneurs, il ne se justifiait plus par la contreprestation de services publics qu'ils avaient cessé d'assurer; et tenter, avec l'essor des doctrines socialistes et leurs récentes applications, de revenir à sa conception primitive de retour à la collectivité.

Devons-nous accepter cette dernière, sous prétexte qu'elle est la plus conforme à la tradition la plus ancienne? Non! Ce n'est pas ainsi que nous entendons être conservateur. Si nous avons, en effet, accepté cette idée avec les anciens

Romains, c'est que celle-ci ne se séparait alors pas de l'idée de famille, alors que de nos jours, elle s'y oppose catégoriquement.

Si l'on nous objecte que la chose est indispensable, pour assurer le bon fonctionnement des nombreuses charges que l'Etat a prises à son compte, nous répondrons qu'il lui suffit pour se décongestionner, de les rendre à ceux à qui il les a usurpées: les groupements professionnels et la famille, dont nous sommes au point de vue social, aussi partisan que de la propriété privée au point de vue économique.

Toutes atteintes à ces institutions, compromettant la pérennité de notre civilisation, voire même de notre race, dont elles sont la raison de vivre, ne sont à nos yeux que des agents de destruction d'un équilibre nécessaire.

BIBLIOGRAPHIE

DROIT ROMAIN

- CORNIL. — Droit Romain (1921).
CUQ. — Manuel des institutions juridiques des Romains* (2^e édition, 1928).
DECLAREUIL. — Rome et l'organisation du droit (*Evolution de l'Humanité*, t. 19, 1924).
GIRARD. — Manuel élémentaire de Droit Romain (8^e éd. 1929).
HOMO. — L'Italie primitive et les débuts de l'impérialisme romain (*L'Evolution de l'Humanité*, t. 16, 1925).
PERROT. — Précis élémentaire de Droit Romain (1^{re} année 1927).

HISTOIRE DU DROIT

- BACQUET. — Traité du domaine (*Lyon-Daplain*, 1744).
BODIN. — De la République (1579).
BRISSEAUD. — Manuel d'histoire du droit français (1898-1904).
CHENON. — Histoire Générale du droit français public et privé, des origines à 1815 (1926-1929).
DECLAREUIL. — Histoire Générale du droit français des origines à 1789 (1925).
DELAURIERE. — Glossaire du droit français (1704).
DEMANGEAT. — Condition civile des étrangers en France (1844).
ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français (1921).
GUENOUN. — Les successions en droit coutumier (*Cours doctorat fait à Montpellier* 1934-1935).
LEBRET. — Œuvres (Paris 1642).
LEBRUN. — Traité des successions avec de nouvelles décisions et des remarques critiques par F. B. Espiard de Saux (1775).
LEFEBVRE. — Ancien droit des successions (*Cours doctorat* 1911-1912).

- LEFEBVRE DE LA PLANCHE. — Traité du domaine (Paris 1764, 3 vol.)
LOISEAU. — Traité des Seigneuries.
LOYSEL. — Instituts coutumiers (Ed. Dupin et Laboulaye 1846, 2 vol.)
MARION. — Dictionnaire des institutions de la France au XVII^e et au XVIII^e siècles (1925).
OLIVIER-MARTIN. — Précis d'Histoire du droit français (2^e éd. 1934).
PERROT. — Précis élémentaire d'Histoire du droit français (1930).
POULLAIN DU PARC. — Principes du droit français (1771).
VIOULET. — Histoire des institutions politiques et administratives de la France (1890-1912).
VUITRY. — Régime financier de la France avant 1789 (1878).

DROIT MODERNE

- ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances (6^e éd. 1931).
AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français (5^e éd. 1919).
BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil (12^e éd., 1922).
BIGALLET. — De l'hérédité collatérale (Paris 1898).
BOISTEL. — Philosophie du Droit (Paris, Thorin 1870).
CHEVALIER. — L'évolution du droit de l'Etat dans les successions et la question de l'héritage (*Thèse Grenoble* 1925).
COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit Civil (4^e éd. 1923)
A. COLIN. — Le droit de succession dans le Code Civil. Livre du centenaire.
DELOUME. — L'Etat considéré comme successeur aux biens (Toulouse 1898)
DEMANTE. — Cours du Code Civil (1853).
DUGUIT. — Traité de Droit constitutionnel (2^e éd. 1925).
DURANTON. — Cours de droit français (1844).
FENET. — Travaux préparatoires du Code Civil (1836).
FILDEMANN. — La nature juridique de la transmission par décès et la succession des parents légataires (Paris 1909).
GASTAMBIDE. — L'enfant devant la famille et l'Etat (1902).
GEORGIS (de). — L'Etat héritier (*Thèse Paris* 1912).
GREIFF. — Droits de l'Etat en matière de succession (Paris 1888).
LANNES de MONTEBELLO. — La critique de l'héritage chez les socialistes français au XIX^e siècle (*Thèse Paris* 1927).
LAURENT. — Principes de Droit civil (1876).
LESCŒUR. — Les lois nouvelles. Pourquoi et comment on fraude le fisc. (*Paris Blond*, 1909, in-8°).
LOCRE. — Législation de la France (1827).
MALLEVILLE. — Analyse raisonnée de la discussion du Code Civil au Conseil d'Etat (1805).

- MAS. — Les diverses conceptions juridiques des droits de l'Etat en matière successorale depuis le Code civil (Th. Bordeaux 1928).
- MONTESQUIEU. — Esprit des Loix (Paris 1796, 5 vol.)
- NIBOYET. — Conflits de lois relatifs à l'acquisition de la propriété et des droits sur les meubles corporels à titre particulier (Paris 1912).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil avec collaboration de G. Ripert (10^e éd., 1927).
- PLANIOL et RIPERT. — Droit Civil, t. IV. — MAURY et VIALLETON: Les successions (1928).
- PILLET et NIBOYET. — Droit international privé 1924.
- RIGNANO. — La question de l'héritage. Introd. de LAUDRY. (Bibliothèque socialiste 1906).
- ROUSSEAU. — Du contrat social ou principes de droit politique.
- ROUX (Marquis de). — L'Etat et la Natalité 1928.
- TASSIN. — La déshérence (Paris 1897).
- TOULLIER. — Théorie du Code Civil (1840).
- TURGEON. — Le socialisme et le droit d'hérédité (*Travaux juridiques et économiques de l'Université de Rennes*, t. I, fasc. II, 1907).
- VALERY. — Manuel de Droit international privé (1914).
- VALERY. — La théorie de l'Etat héritier dans le droit international privé (*Gaz. Pal.* 21-22 fév. 1926).
- VALLIER. — Le fondement du droit successoral (*Th. Paris* 1902).
- WEILL. — Histoire du mouvement social en France (1852-1924) (3^e éd. 1924).
- WEISS. — Traité élémentaire de droit international (1886).
- WORMS. — Natalité et régime successoral (1917).

REVUES

- Bulletin des Loix.*
Bulletin mensuel de la Société de législation comparée.
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux.
Journal Clunet.
Journal Officiel. Documents et débats parlementaires.
Journal du Palais.
Journal des notaires et des avocats.
Les lois nouvelles.
La Réforme sociale.
Répertoire général de l'Enregistrement.
Revue critique de législation et de jurisprudence.
Revue trimestrielle de Droit civil.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

TITRE I. — ROME

SECTION I. — Evolution de la Notion d'Etat	11
CHAPITRE I. — Généralités	11
CHAPITRE II. — Des origines au VIII ^e siècle de Rome. Formation de l'Empire Romain	15
I. — Des origines à la Fondation de la Cité vers le VIII ^e siècle avant J. C.	15
II. — De la fondation de la Cité à la création de l'Empire	18
CHAPITRE III. — Du VIII ^e siècle de Rome au milieu du III ^e siècle après J. C. Création et évolution de la personnalité morale de l'Etat	21
I. — Formation de la notion de personnalité morale	21
II. — Organisation de l'Etat personne morale	22
CHAPITRE IV. — De la fin du III ^e siècle après J.C. à la chute de l'Empire Romain d'Occident	24
SECTION II. — Le droit successoral de l'Etat	26
CHAPITRE I. — Des origines au principat d'Auguste	26
CHAPITRE II. — Sous le principat d'Auguste	29
CHAPITRE III. — Du VIII ^e siècle de Rome à la fin de III ^e siècle après J. C.	32
CHAPITRE IV. — De la fin du III ^e siècle après J. C. à la chute de l'Empire Romain d'Occident	34
APPENDICE. — Le droit de succession de l'Etat en droit international privé	36

TITRE II. — LA FRANCE DES ORIGINES A LA REVOLUTION

SECTION PRELIMINAIRE. — La notion d'Etat chez les Germains et les Gaulois	38
CHAPITRE I. — Les germains	38

CHAPITRE II. — Les Gaulois	41
SECTION I. — Evolution de la Notion d'Etat en France, des origines à la Révolution	42
CHAPITRE I. — La période franque	42
I. — Notions générales. Naissance de l'Etat Franc ..	42
II. — Vie et organisation de l'Etat Franc	43
III. — Décrépitude et mort de l'Etat Franc	45
CHAPITRE II. — La Période Française	46
I. — Généralités	46
II. — La Féodalité	47
III. — La Dynastie Capétienne et la Royauté	53
IV. — La lutte entre la Royauté eét la Féodalité	55
SECTION III. — Le Droit successoral de l'Etat	59
CHAPITRE I. — La déshérence	60
I. — Les cas de vacance	61
II. — Titulaires du droit de déshérence	75
III. — Assiette du droit de déshérence	76
IV. — Conséquences du droit de déshérence	77
V. — Appendice. Des droits régaliens relatifs à la vacance des bénéfices ecclésiastiques et à celle des Offices	77
CHAPITRE II. — Etude détaillée de certains droits héréditaires particuliers	79
I. — La question des serfs. — Le droit de mainmorte ..	79
II. — La question de la mort civile. — Le droit de confiscation	82
III. — La question des religieux profès	84
IV. — La question des bâtards. Le droit de bâtardise ..	86
V. — La question des droits d'aubaine et d'avenage. Notion de droit international privé	87
CHAPITRE III. — Droits féodaux relatifs à certaines successions particulières	95
I. — Droits de mutation	95
II. — Droit de Garde noble	99
. — Droit de Franc-fief	100
IV. — Droit d'amortissement	101
APPENDICE. — Transfert des offices	103
CONCLUSION	104

TITRE III. — LA FRANCE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS

SECTION I. — La Notion d'Etat	106
SECTION II. — Le Droit successoral	108

À Montpellier, le 13 janvier 1936

Vu:

Le Président de la thèse:

VIALLETON.

Vu:

Montpellier, le 14 janvier 1936,

Le Doyen,

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer:

Montpellier, le 14 janvier 1936

Le Recteur,

TAILLIART

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
3, Rue Jardin-Martel
Tél. 47-84

1936

